

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالتان فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête

auprès des personnalités politiques et littéraires

II.

Paul Louis



PAUL LOUIS est né en 1872. Il a fait des études de droit et d'histoire à la Sorbonne et à la faculté de Droit. Entré en 1896 dans le Parti socialiste, il y joue un rôle important et devient membre de la Commission Administrative permanente du Parti, puis, après la guerre, membre du Comité Directeur du Parti Communiste. Il a été directeur de la politique étrangère de L'HUMANITÉ, en se faisant remarquer dans cette fonction par une érudition vaste et par une remarquable compréhension et interprétation des événements de la politique internationale.

Paul Louis a collaboré à tous les grands journaux et revues socialistes d'Europe et d'Amérique.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont, entre autres: HISTOIRE DU SOCIALISME FRANÇAIS, HISTOIRE DES SYNDICATS EN FRANCE, LE SYNDICALISME CONTRE L'ÉTAT, LE TRAVAIL DANS LE MONDE ROMAIN, LES TYPES SOCIAUX DANS BALZAC ET DANS ZOLA, LE BOULEVERSEMENT MONDIAL, LE DÉCLIN DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE.

Je considère qu'aucun des traités conclus à la fin de la guerre — et qui ont été simplement des paix impérialistes dictées aux vaincus par les prétendus vainqueurs — n'a été conforme aux principes du droit des peuples, car partout on a tenu compte de considérations stratégiques ou économiques et nulle part on n'a consulté les populations.

Cela est vrai surtout des contrées balkaniques qui toujours ont été sous la tutelle des grandes puissances.

Les droits des minorités ethniques ne peuvent être respectés sous la réaction balkanique actuelle qui s'exerce aussi bien contre les nationalités que contre les masses ouvrières: exemple, la Bulgarie et la Roumanie.

Le seul moyen de remédier à la situation dans cette région de l'Europe, où les éléments ethniques se sont pénétrés les uns les autres et où les bourgeoisies impérialistes sont au pouvoir à l'abri de la force armée, ne peut consister que dans une fédération balkanique. Je rappelle que telle avait été la solution préconisée déjà par les Congrès socialistes d'avant la guerre.

Les gouvernements balkaniques actuels sont incapables de réaliser cette fédération, parce que chacun d'eux, par intérêt de classe, s'enferme dans un nationalisme armé. Seul le régime du prolétariat victorieux, ouvrier et paysan, peut fournir à cette

F. L. P. 1926

fédération les bases matérielles et morales nécessaires à sa création et à sa sauvegarde.

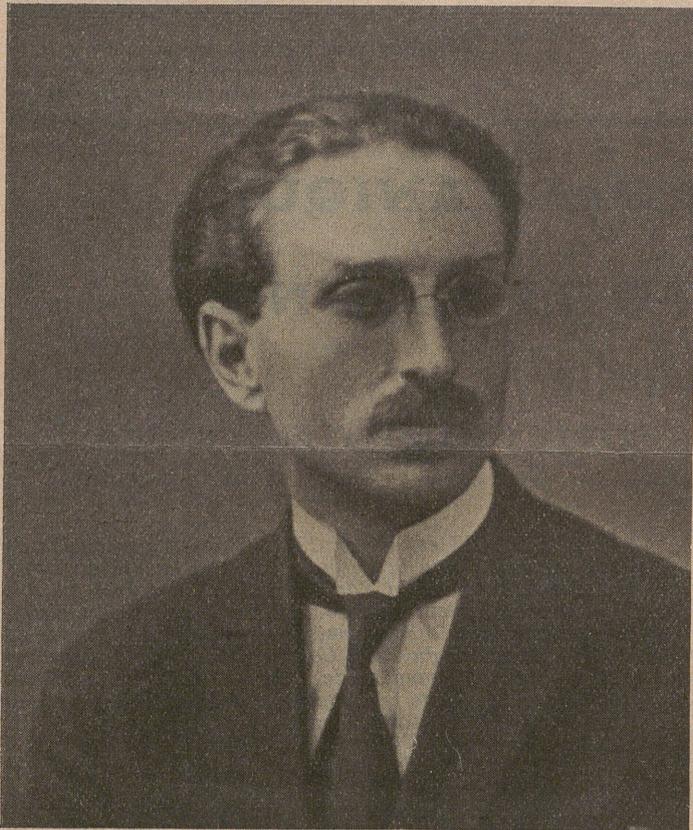
Jé suis de ceux qui, par la parole et par la plume, poursuivent la lutte contre les gouvernements capitalistes réactionnaires des Balkans, et j'ajoute que leur existence est une menace permanente pour la paix, en même temps qu'un outrage aux droits et à la liberté de la classe ouvrière internationale.

Paul Louis

Marcel Willard

MARCEL WILLARD, avocat à la Cour d'Appel de Paris, est né à Paris en 1889. Membre du Parti socialiste avant la guerre, il adhéra, lorsqu'il fut démobilisé, au Comité de la III^e Internationale.

Chargé par le Secours Rouge d'aller enquêter en Bulgarie, il fut le premier militant qui pénétra dans la Bulgarie de Tsankoff, après les événements d'avril 1925. Il put assister à Sofia au procès du Comité Central du Parti Communiste bulgare, dont le principal accusé était Kabak-



tchieff. Il interviewa Malinoff, Kostourkoff et même le général Volkoff.

A son retour en France, Marcel Willard publiait son « Ce que j'ai vu en Bulgarie », puissant réquisitoire d'une précision hautement objective. Cette brochure, malgré toutes les censures et barrières élevées contre elle, a pénétré en Bulgarie, y a été lue, et a contribué à l'ébranlement et à la chute de Tsankoff.

Marcel Willard, avec d'autres personnalités françaises, a constitué à Paris le COMITÉ DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA TERREUR BLANCHE EN BULGARIE ET DANS LES BALKANS, dont Henri BARBUSSE est le président, et qui forme à Paris un centre d'action puissant contre les régimes de terreur blanche dans les Balkans.

Citoyen,

L'odieuse duperie des traités de paix n'a, dans le monde entier, sous un vocabulaire renouvelé de la Bible et des Droits de l'Homme, consacré d'autre équilibre qu'un regroupement, une statique revue et modifiée des forces d'oppression dont le choc avait provoqué la guerre.

Et c'est précisément le point le moins stable du système, celui-là même où la rupture s'était produite dès 1912, que les négociateurs de St. Germain et de Trianon semblent avoir choisi pour y aggraver à la fois l'instabilité, la menace et aussi la

négarion de ce principe tant proclamé par eux de libre disposition des peuples.

Ils ont ignoré ou feint d'ignorer la Macédoine, cette Pologne de l'Europe sud-orientale, qui n'a échappé au joug séculaire des sultans que pour se voir dépecée, dès 1912, par trois frères ennemis, récemment affranchis du Turc, et sitôt nouveau-nés à l'impérialisme : le Serbe, le Grec et le Bulgare.

La grande guerre sacrifie le Bulgare qui, pour avoir misé sur les vaincus, voit son territoire et sa souveraineté mutilés. Un nouveau partage tronçonne la malheureuse Macédoine, dont personne ne songe à prendre l'avis. Et c'est dès lors la grande pitié d'un peuple paysan de deux millions et demi d'âmes qui partage le sort des autres minorités ethniques (Hongrois, Slaves, etc.), avec cette aggravation qu'aucun Etat ne fait sienne la cause d'une nation à qui on a dénié le droit d'être !

Ce n'était pourtant pas faute d'avoir lutté pour la vie. Presuré, massacré par les Turcs d'Abdul Hamid, voici maintenant ce peuple opprimé, décimé par les dictatures militaires qui se disputent ses dépouilles. Ici, Tsankoff et Volkov apprivoisent les prétendus « autonomistes », qui renient la cause de l'indépendance pour les trente deniers du bourreau, et ils s'efforcent de les dresser contre leurs frères fédéralistes qui, fidèles à la tradition révolutionnaire du mouvement, sont tués l'un après l'autre par les émissaires du tyran bulgare. Là, c'est la Serbie de Pachitch qui traite les Macédoniens d'Uskub comme les Croates et les Slovènes. Au sud, c'est la Grèce des pronunciamientos qui sévit sur Salonique.

« La justice et la liberté » ? Il ne saurait en être question sous ces régimes de surenchère terroriste, financés par les impérialistes d'Occident ! La paix ? Elle ne saurait être que précaire tant que les impérialistes feront de l'Europe balkanique un champ clos de leurs compétitions. La paix ? Elle est à la merci d'une rivalité économique, d'un prétexte, d'un incident de frontière. Elle est bien plus menacée qu'avant la dernière guerre ! Et ce n'est pas la Société des Nations, cette expression du pharisaïsme contemporain où la loi du plus fort se maquille de formules modernes, qui la réalisera ! La Société des Nations n'en est pas plus capable qu'elle ne l'est d'assurer la protection des minorités ethniques : fille des traités de spoliation, elle participe de leur caractère.

Le remède ? Il n'est pas besoin d'être grand politique ni même ethnographe ou historien averti, il suffit d'observer, de réfléchir... et d'être indépendant pour conclure à ce qui devrait être un lieu commun accepté de tous : *la Macédoine réunit toutes les conditions nécessaires pour former une nation ; et, comme telle, libre de déterminer elle-même son sort, elle doit être, au lieu d'un motif de conflits, un ciment naturel entre les Etats qui l'entourent, et dont les intérêts économiques profonds sont si évidemment liés.* Intérêts des Etats Balkaniques déjà émancipés, intérêts de la Macédoine et des minorités qui aspirent à l'être ; paix générale, équilibre vrai de l'Europe sud-Orientale, tout appelle le regroupement de ces peuples, une fois libres, au sein d'une fédération, où les antagonismes artificiels, entretenus par la finance occidentale, se résoudraient en harmonie.

Mais je ne suis rien moins qu'un optimiste béat, je vous confie que je ne crois cette refonte réalisable qu'au prix d'une révolution économique et sociale. Je crois dur comme fer que la Macédoine (aussi bien que la Croatie, que la Slovénie, le Monténégro, etc.) ne conquerront leur droit à l'existence que contre un Occident impérialiste où les voix de Jaurès, de Pressensé, de Gladstone depuis longtemps n'ont plus d'écho — sinon au cœur des masses —. Je crois que la Fédération sera l'oeuvre des travailleurs — ouvriers et paysans — ou qu'elle ne sera pas.

C'est vous dire où vous devez tourner vos yeux si vous voulez trouver des alliés sûrs et qui aient fait leurs preuves, sur quels concours, quel mouvement, quelle force vous devez compter.

Regardez au Nord ! Regardez où regarde le prolétariat du monde. Où regarde aujourd'hui le semi-prolétariat d'Extrême-Orient. Européens que vous êtes, demandez aux Chinois, qui vous devancent, vers quel pôle ils sont aimantés !

Bravo pour votre effort, dont je souhaite passionnément le succès.

Croyez, citoyen, à mon entier dévouement.

Paris, le 18 novembre 1925

Marcel Willard

Jean Zyromski

JEAN ZYROMSKI est né en 1890. Très rapidement, il comprend la nécessité de l'adhésion au Parti Socialiste, dont il devient un militant actif et dévoué.

Mobilisé dès le début de la guerre, il fait toute la campagne qu'il termine sur le front d'Orient, en Macédoine. Il utilise les loisirs de ses permissions et congés pour continuer son action révolutionnaire.

Jean Zyromski est un des représentants les plus décidés de la gauche de la S. F. I. O.

Membre du Conseil Fédéral de la Seine, membre de la Commission Administrative Permanente, il défend ses conceptions dans toutes les assemblées du Parti et dans les journaux et revues socialistes auxquels il collabore : LE



POPULAIRE, LE COMBAT SOCIAL, L'ÉTOILE, L'AVENIR et LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE.

La question macédonienne ne saurait être isolée du problème balkanique dans son ensemble. Ce dernier ne pourra être résolu progressivement que par une action solidaire des prolétariats des nations balkaniques, action basée sur le principe dégagé au Congrès Socialiste International de Marseille et contenu dans la résolution préparée par la Commission des affaires orientales à laquelle notre éminent camarade Otto Bauer a collaboré d'une manière si efficace et si judicieuse.

J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de souligner la valeur de cette résolution qui synthétise avec une force et une précision singulière la politique de l'Internationale Ouvrière Socialiste dans ce vaste problème.

En conséquence je suis convaincu qu'aucune solution ne pourra être trouvée sans une révision du traité de Neuilly, traité de force et de violence confirmant et aggravant le traité de Bucarest de 1913.

Il ne s'agit nullement de légitimer l'impérialisme bulgare de San Stéfano. Il s'agit de procéder à des *rectifications de frontières*, telles que le prévoit l'Art. 16 du Pacte de la Société des Nations.

Il est évident que pour cette œuvre les gouvernements actuels des états balkaniques ne peuvent être qualifiés. Chez les uns comme chez les autres un impérialisme désordonné, basé sur des précédents historiques périmés, empêche tout accord amiable.

C'est au socialisme de créer partout les courants d'opinion pour faire reculer la mentalité nationaliste et chauvine.

Toutefois, la composition ethnographique de la Macédoine est beaucoup trop bigarrée et disparate pour permettre une délimitation territoriale rigoureusement conforme aux principes du droit des peuples. Inéluctablement des minorités nationales seront englobées dans des cadres étatiques différents. C'est pourquoi il est indispensable que soient *élaborés les statuts des minorités nationales*, comportant soit une véritable autonomie nationale en cas de minorité compacte, soit une autonomie culturelle en cas de minorité dispersée. Ces statuts s'imposent spécialement pour les populations si divisées de la Macédoine — ils doivent être basés sur la réciprocité et garantis.

Si la Société des Nations veut jouer un rôle utile, l'élaboration et l'application de ces statuts, qui entraînent évidemment des

transformations profondes dans les notions classiques et traditionnelles du droit public, doivent retenir toute son attention. Mais pour cela il faut qu'elle s'oriente dans la voie que le socialisme international lui ouvre et qu'elle ne reste pas une ligue d'états voulant maintenir ou consolider les résultats des traités impérialistes de 1919.

Le problème de l'Europe balkanique exige pour une solution raisonnable, outre les rectifications territoriales nécessaires, outre l'organisation de ces statuts assurant aux minorités des conditions d'existence et de développement, une liaison étroite entre les différentes nations balkaniques. Ce lien ne peut être qu'une *Fédération*. Cette conception n'est d'ailleurs pas nouvelle, et les socialistes balkaniques l'avaient préconisée avant la guerre mondiale, afin d'échapper justement aux combinaisons des grandes puissances impérialistes, utilisant pour leurs ambitions particulières les rivalités des petits états de la péninsule. Aujourd'hui la Fédération Balkanique est toujours un objectif à atteindre. Une telle organisation permettra de régler les conditions de l'application des statuts des minorités nationales et aussi d'aborder dans un esprit pacifique la recherche des solutions économiques intéressant la vie de toute la région des Balkans : liberté des communications ferroviaires, débouchés maritimes, régime des ports, conventions douanières, etc.

La Fédération Balkanique peut aussi devenir un élément important de l'organisation de l'Europe elle-même.

Mais là, comme ailleurs, la réussite est conditionnée par la capacité d'action des classes ouvrières et paysannes sachant déjouer les intrigues et les manœuvres des gouvernements réactionnaires, et c'est l'organisation et l'éducation socialistes qui, seules, leur donneront cette force et cette volonté.

Jean Zyromski

Henri Torrès

Henri Torrès n'a que 34 ans, mais dès son retour de la guerre il fut intimement mêlé au mouvement politique de la classe ouvrière en France.



Il a été l'un des fondateurs de l'Association des Anciens Combattants.

Il est allé, il y a quelques mois, collaborer à Kichenev à la défense des accusés de Tatar-Bouhar.

Après avoir été secrétaire-général à la VÉRITÉ et rédacteur en chef du « Journal du Peuple », Henry Torrès

tint pendant deux ans à « l'Humanité » la rubrique quotidienne des « Polémiques ».

Son activité d'avocat et les procès sensationnels qu'il a plaidés et dont il a parfois remporté de haute lutte les acquittements, ont été autant de victoires sur la réaction internationale qui, en France, a trouvé en lui un de ses plus redoutables adversaires.

Citoyen et cher confrère,

Vous avez bien voulu me faire parvenir un questionnaire auquel, dans le cadre très étroit qui m'est dévolu, je ne puis répondre que d'une manière générale et très expresse.

De mon voyage dans les Balkans, j'ai remporté la conviction très arrêtée que le régime actuel qui sévit dans la péninsule est un véritable contre-sens historique. Le dépeçage artificiel auquel ont donné lieu les traités successifs aboutit à la violation flagrante du principe des nationalités et à la persécution des minorités ethniques.

Il y a plus grave pour les intérêts de la civilisation. La nouvelle répartition géographique des Balkans a créé dans l'Europe orientale un état d'hypertension aiguë qui met la paix à la merci du moindre incident de frontière.

Cette situation s'empire encore du fait d'un particularisme douanier tel qu'il n'en est de plus étroit ni de plus rigoureux, qui fausse complètement les relations économiques naturelles entre les diverses nations. Les Balkans sont dans un état d'effervescence dont l'Europe occidentale n'a pas suffisamment conscience, et je veux marquer d'un mot, à ce propos, les responsabilités de la politique française qui continue les erreurs traditionnelles de notre diplomatie : la France soutient, quand elle ne l'entretient pas, la réaction dans les Balkans, en s'appuyant sur les gouvernements de Terreur blanche. Elle affecte de les considérer comme les tenants de la civilisation contre « la barbarie moscovite ».

Dans la conception puérile de notre Quai d'Orsay, la Roumanie joue le rôle dérisoire d'une sentinelle avancée de la latinité en face du mystère trouble de l'Asie.

C'est là une politique proprement absurde et qui est plus grave encore que celle que nous avons menée en 1912, à partir de l'avènement de Monsieur Raymond Poincaré, flanqué de Monsieur Maurice Paléologue.

En 1912, la France faisait une politique de mégalomanie balkanique avec la Russie. En 1926, elle poursuit la même politique de mégalomanie balkanique, mais cette fois contre la Russie.

Mes efforts s'emploient ici à éclairer l'opinion publique pour amener nos gouvernements à instituer une politique plus conforme, à la fois aux intérêts de mon pays et à ceux de la Paix.

Je ne crois pas, en effet, qu'il puisse y avoir à ce problème extrêmement complexe de l'équilibre balkanique d'autres solutions que des solutions fédérales. Dans l'évolution des peuples régis avant tout par des lois économiques, les problèmes dynastiques sont d'ordre secondaire.

Toutefois, dans les Balkans, les différentes dynasties sont tellement compromises dans l'instauration des méthodes de réaction politique et de persécution sociale, que leur abolition s'impose impérieusement.

Je ne crois pas, en effet, qu'il soit facile, ni même possible d'arriver à créer une seule République Balkanique fédérale, mais je crois qu'il faut tendre à la constitution de Républiques fédérales, Bulgare, Roumaine, Yougo-Slave, Grecque, etc., etc., ... qui surgiront des événements dans un ordre successif qu'il n'est pas possible de prévoir et qui, par la suite, se fédéreront à leur tour avec les républiques voisines.

L'idéologie bolchéviste, dont on doit reconnaître qu'elle ne s'exprime pas là-bas sous la forme de la dictature du prolétariat, mais sous celle d'un fédéralisme démocratique sur des bases agraires, exercera à cet égard une force de propulsion et de rayonnement dont on ne peut, à l'avance, mesurer les conséquences.

Dans des partis qui sont aux antipodes du parti communiste, comme le parti des Tsaranistes et comme en général les partis paysans dans les Balkans, le dynamisme bolchévique joue déjà un rôle immense.

Le régime extrêmement sage que les bolchéviks ont institué dans la République Moldave et la prospérité de cette République exercent non seulement sur la Bessarabie, mais sur la Roumanie tout entière et sur ses voisins une attraction puissante.

Si c'est sous la forme d'une Fédération des Républiques démocratiques garantissant aux producteurs longtemps opprimés par les boyards les produits de leur travail et développant les progrès de son économie par un vaste « Zollverein », ce sera au plus grand bénéfice de la civilisation et de la paix, et c'est, pour conclure, le vœu que j'exprime avec ferveur.

Croyez-moi, mon cher citoyen et confrère, votre entièrement dévoué

Henri Torrès

Une manifestation grandiose Contre la terreur blanche et pour la Fédération Balkanique

Le meeting de la salle Wagram

Le 22 Janvier, le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans a organisé, dans la grande salle Wagram, un imposant meeting contre la Terreur Blanche dans les Balkans et pour la Fédération Balkanique. La salle était archicomble. Quatre mille auditeurs se pressaient, comprenant des masses très denses d'ouvriers et d'étudiants de toutes les nationalités balkaniques, et des représentants des diverses classes de la population parisienne. Le Comité avait fait appel pour cette grandiose manifestation à toutes les nuances des partis de gauche et d'extrême gauche : le Parti Socialiste, le Parti Communiste, la Ligue des Droits de l'Homme. On peut dire que depuis les grandes manifestations de l'affaire Dreyfus, il y a plus de 20 ans, on n'avait pas vu une démonstration d'un caractère aussi impressionnant.

Le Comité avait choisi pour la présidence un homme qui, par sa haute situation intellectuelle et morale, pouvait imposer un égal respect à tous les partis convoqués. Le professeur LANGEVIN, du Collège de France, dont la réputation scientifique est universelle et dont le noble esprit se passionne autant pour toutes les justes causes que pour la science elle-même, avait répondu à l'appel du Comité et présidait la réunion. Il était assisté au Bureau par M^{me} Anna Karima, fondatrice de l'Union des femmes bulgares, et du citoyen Daniel Renoult, secrétaire du Comité de Défense.

Une dépêche de Séverine

Le président ouvre la séance par la lecture d'une dépêche de la citoyenne Séverine qui annonçait que son état de santé l'empêchait malheureusement de venir à Paris prendre la parole à la réunion, mais qu'elle était de cœur avec le Comité.

Allocution du professeur Langevin

Au milieu d'un silence profond, le président prononce l'émouvante allocution suivante :

Citoyennes, Citoyens,

Je dois tout d'abord vous remercier d'être venus si nombreux ce soir répondre à l'appel du Comité de Défense, et vous indiquer rapidement quel est le but de cette réunion, quelles ont été les intentions des organisateurs et dans quel esprit j'y suis venu moi-même.

Il s'agit principalement, d'accord avec tous ceux qui veulent réaliser une vraie justice internationale et au-dessus de toute considération de partis, de vous apporter quelques témoignages autorisés, de vous mettre en présence de faits et de jeter un peu de lumière assainissante sur ce qui se passe dans les Balkans, pour tendre à délivrer l'Europe de ce foyer toujours virulent d'infection d'où sortit au moins le prétexte de la dernière guerre, où réside toujours un danger qui doit nous inquiéter et où se commettent des crimes qui doivent nous émouvoir.

La Ligue des Droits de l'Homme a organisé récemment dans la salle des Sociétés Savantes une belle réunion consacrée à la Roumanie. Nous voulons continuer et étendre cette action.

Pour la rendre possible et féconde, il faut que chacun de vous conserve le calme nécessaire en écoutant les orateurs auxquels je vais avoir à donner la parole. Je vous le demande instamment parce que le calme est indispensable à toute œuvre de justice ; il en est le signe et en fait l'autorité. Je vous le demande aussi à titre personnel, en universitaire qui n'a pas l'habitude d'avoir du bruit à son cours.

En écoutant avec toute l'attention qu'elles méritent les dépositions de témoins oculaires et les conclusions qu'elles imposent, nous affirmerons le droit et le devoir que nous avons tous, pour collaborer à la réalisation d'une justice internationale et humaine, d'être renseignés sur ce qui se passe dans le monde entier et plus particulièrement dans cette Europe que nous voulons construire et pacifier.

Il faut que les peuples prennent conscience de la solidarité réciproque de plus en plus étroite qui les unit. Il nous faut, dans cette occasion, affirmer notre sympathie profonde pour les peuples balkaniques dont nous connaissons tout la valeur, toute la capacité de travail et de souffrance. J'ai moi-même été en relations ici avec des collègues et des étudiants bulgares, grecs, hongrois, roumains ou yougoslaves ; je connais et j'admire leur

intelligence et leur ardeur à s'instruire. Les fautes et les crimes dont il s'agira ici sont le fait des gouvernements, sont autant d'aspects d'une des plaies les plus honteuses de notre époque, de ce retour aux méthodes disparues depuis plus d'un siècle grâce au développement de la conscience humaine, sont autant d'aspects de ce qui constitue, pour l'appeler par son nom, le fascisme international.

Nous voulons lutter contre lui, autant par dignité humaine que pour nous défendre contre la contagion, venue des Balkans ou de pays plus voisins de nous. Nous voulons comprendre les causes profondes de ce mouvement où s'affirme, avec une insolence constamment croissante, le droit que s'arrogent quelques-uns, généralement pris parmi ceux qui ne travaillent pas, d'imposer par la violence leurs conceptions intéressées de l'organisation sociale, à la masse de ceux qui travaillent et font la vraie valeur de la collectivité. Ceux-ci, manuels ou intellectuels, ont le devoir impérieux de sentir le danger, d'y réfléchir et de le dénoncer, même lorsque, comme pour la plupart d'entre nous et particulièrement pour Victor Basch ou pour moi, leurs préoccupations professionnelles, infiniment paisibles, les entraînent bien loin de semblables inquiétudes.

A la doctrine brutale qui veut sacrifier l'individu, non pas même à la collectivité, mais à quelque monstrueuse idole dans laquelle certaines personnes ou certains groupes sociaux veulent diviniser leurs intérêts sous la forme du Moloch antique, de la conception prussienne de l'État, ou du mythe mussolinien, nous voulons opposer une organisation sociale fondée sur le respect de l'individu, seul détenteur de la conscience et de la vie. Nous voulons faire de la société une fédération d'hommes libres quoique solidaires, développant chacun grâce à l'aide de tous, sa conception et son expression personnelle de la vie. Tous pour un, un pour tous. La violence exercée contre un seul blesse le corps social tout entier et provoque des réactions de défense dont ce pays-ci a l'honneur d'avoir donné de mémorables exemples, à l'un desquels notre Ligue des Droits de l'Homme doit sa création.

Au point de vue international également, la violence exercée dans un seul pays et employée ouvertement ou hypocritement comme moyen de gouvernement, met en danger tous les autres pays de violence intérieure ou de guerre. L'histoire montre en effet que la tyrannie intérieure cherche fatalement une diversion extérieure ou conduit par la mégalomanie à la guerre.

Le fascisme, c'est à la fois la tyrannie et la guerre.

Discours de M^{me} Anna Karima

La parole est donnée aux orateurs.

C'est d'abord Anna Karima, fondatrice de l'Union de femmes bulgares, qui crie sa haine contre le régime de la Ligue Militaire.

— Il y a quelques jours, dit-elle, j'ai assisté au meeting organisé par la Ligue des Droits de l'Homme contre la terreur fasciste en Roumanie.

En écoutant le récit de l'éminent écrivain roumain, Mr Istrati, sur les violences commises dans son pays, je me disais : tous ces excès pâlissent à côté de ceux qui ont été commis par les tyrans de la Bulgarie. Je pleurais au souvenir des tortures de nos frères et je fus, maintes fois, sur le point de crier à l'auditoire ému : il y a des bourreaux plus cruels que ceux qui sévissent en Roumanie : ce sont les bourreaux de ma patrie. Et je formais l'espérance que la même Ligue voudrait bien organiser un meeting contre la Terreur en Bulgarie où je pourrais crier nos malheurs. Et une pensée bizarre traversa mon esprit : je me disais que Mr Istrati et moi, lui montrant les monstres de son pays, moi, voulant montrer ceux du mien, nous ressemblions à ces directeurs de cirque qui veulent exhiber devant le public des bêtes sauvages à forme humaine. C'est bien en effet ce que sont ces monstres nommés fascistes. En tout cas, je le répète, citoyennes et citoyens, ma collection de monstres dépasse toutes les autres. Car si en Roumanie et dans les autres pays balkaniques, c'est par centaines que les victimes se comptent, en Bulgarie, on peut, hélas ! les compter par milliers.

Savez-vous comment a été assassiné Stamboliisky ? Cet homme d'Etat qui fut pendant plusieurs années le chef du parti paysan et ministre ? Après le coup d'Etat du 9 juin, il fut saisi par une bande d'officiers à la tête desquels se trouvait Slaveiko Vassilief, qui est actuellement ministre. Il fut frappé de coups de crosse et de baïonnettes. Et tout saignant, on le força, dans un champ, à creuser sa tombe. Il était un véritable colosse ; il tomba, épuisé dans la fosse et alors seulement on lui coupa la tête. De la même manière furent assassinés les amis de Stamboliisky. Ensuite, au mois de septembre, quand le peuple martyrisé se révolta, on massacra communistes et agrariens par milliers. Détail horrible : les cadavres étaient laissés sans sépulture défigurés par les corbeaux et les chiens dans les champs, pour servir d'exemple. Puis, cette année, après l'attentat de la cathédrale, qui fut certainement une œuvre de provocation, on chassait littéralement les gens dans les rues, comme des bêtes sauvages. On força les domiciles, on en arracha les malheureux qui furent emmenés dans les caves de la Sécurité publique où ils furent torturés, et même brûlés. C'est dans ces jours sinistres

que nous avons perdu deux de nos meilleurs poètes, Guéo Milef disparut de son domicile pour toujours, et Christo Yassenof fut brûlé dans la prison.

Vous parlerai-je aussi du hideux spectacle des pendus de Sofia dont on donna le supplice en représentation à la foule ? Koef, l'un des suppliciés, un intellectuel, très fort, ne parvenait pas à mourir. Le bourreau tzigane, noir et sale, sauta sur lui pour tendre la corde et lui casser les vertèbres. Tout ce que vous pouvez imaginer d'épouvantable n'est rien en comparaison de ce qui s'est passé réellement en Bulgarie.

Mais qui a élevé et dressé nos monstres ? C'est le roi Ferdinand de Cobourg qui, peu à peu, a perverti notre malheureux pays, réputé autrefois pour ses mœurs pures et patriarcales. La responsabilité doit être portée aussi par la diplomatie européenne, — celle de l'Allemagne du Kaiser, celle de la Russie tsariste.

Dans la tragédie qui a suivi le coup d'Etat, et après les officiers dont le roi Ferdinand avait fait une caste à part, voulant imposer sa volonté à la nation, les chefs macédoniens autonomistes ont joué le rôle le plus sinistre. Il ne faut pas oublier non plus les débris de l'armée de Wrangel, au nombre de 40.000 hommes en Bulgarie, qui ont été les auxiliaires pour assassiner les paysans, les ouvriers, les intellectuels et tous ceux qui étaient contre le gouvernement.

Citoyens de France, la terreur règne toujours dans ma patrie. Si Tsankoff a dû démissionner, il est remplacé par d'autres bourreaux comme Vassilief et Kimon Guéorguief, dont les mains sont teintes du sang bulgare.

Et contre la force des officiers fascistes, des Macédoniens autonomistes, des Wrangéliens, — tous armés jusqu'aux dents, — le peuple n'a plus rien à opposer. C'est pourquoi, fuyant l'enfer de mon pays, je suis venue en France, patrie de la grande Révolution, pour dire tout le désastre subi par mon malheureux pays, et pour crier : *au secours du peuple bulgare martyrisé !*

Boris

(La fin dans notre prochain numéro.)

L'opinion française et le fascisme balkanique

Les meetings qui ont eu lieu récemment à Paris et où ont été dénoncés les méfaits des gouvernements balkaniques ont commencé à réveiller l'opinion française et occidentale, qui en avait grand besoin. J'ai pris la parole à l'un d'eux où il s'agissait de flétrir les actes du gouvernement roumain en Bessarabie et, devant une foule frémissante, j'ai pu présenter un exposé du fascisme dans l'Europe sud-orientale. J'ai constaté combien ce public, qui s'entassait littéralement et où les ouvriers d'usine coudoyaient les intellectuels, s'intéressait au sort des prolétaires roumain, bulgare, yougoslave, grec, pressurés par des oligarchies agrariennes et capitalistes qui ne reculent pas devant les procédés les plus barbares.

Si de tels meetings étaient renouvelés et multipliés dans toutes les grandes villes de France, ils donneraient les plus heureux résultats. Ce qui manque aux masses ouvrières, ce n'est ni la bonne volonté, ni l'esprit de solidarité, ni la haine de toutes les réactions, — c'est la connaissance des faits. Or, il faut le confesser, les efforts qu'on a tentés jusqu'ici pour secouer cette ignorance sont demeurés insuffisants.

Le public français n'a toujours eu qu'une notion assez vague et assez confuse des pays orientaux. Depuis la guerre, cette notion s'est encore, si l'on peut dire, affaiblie. La géographie nouvelle de la presqu'île balkanique, depuis la quasi disparition de la Turquie en Europe, n'est encore qu'une étude de spécialistes. On se rend mal compte, parmi la foule, des transformations qui se sont accomplies dans la structure de la Roumanie, de la Grèce, etc. Certains croient qu'il s'agit encore là de petits états peuplés comme la Suisse ou comme le Danemark, alors qu'ils recensent de 10 à 13 millions d'habitants. Ils ne savent pas que des minorités nationales y sont opprimées, comme jadis en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Russie, et que des masses énormes s'y sont éveillées à l'idée de la libération sociale. Toute une éducation, à cet égard, est à entreprendre.

Ce public ne sait pas davantage que *les conflits armés de demain peuvent s'élaborer dans cette région balkanique, où derrière les rois et les dictateurs jouent, comme par le passé, les influences, les intrigues, les excitations des grandes puissances.* Et pourtant le plus ignorant des citoyens de ce Continent ne peut oublier que la guerre mondiale, en 1914, est née d'une querelle entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, et que la guerre balkanique de 1911-1912 avait failli, à plusieurs reprises, engendrer une conflagration générale.

La presse, à cet égard, a tenu un rôle désastreux.

Dans les rubriques de la plupart des journaux, les affaires roumaines, grecques, bulgares, yougoslaves n'apparaissent que lorsque surgit un événement retentissant, tel que l'incident de Corfou entre la Grèce et l'Italie, ou celui de Pétritch entre la Grèce et la Bulgarie. On a eu beaucoup de peine à faire paraître dans la presse dite de gauche des informations sur le procès de

Tatar-Boumar. En sorte que le public, quelles que soient ses aspirations, n'est pas mieux averti de la situation de ces contrées que des luttes parlementaires au Venezuela ou dans l'Equateur. Et cependant il discerne plus ou moins confusément que la paix européenne peut être mise demain en cause par l'une ou l'autre des dictatures qui s'exercent dans les Balkans.

Tous les forfaits du fascisme balkanique lui sont cachés avec soin. La politique étrangère de nombre de journaux est commandée par leur bulletin financier. On comprend suffisamment ce que je veux dire. Et plus le prix du papier augmente, plus ce bulletin financier ou les informations payées prennent de relief aux yeux des directeurs, administrateurs et actionnaires. Quand on ne veut pas trop ouvertement défendre un Liaptcheff, un Pangalos ou un Pachitch, on garde le silence, et l'on évite ainsi de les mécontenter en évoquant des faits cependant manifestes. Certains organes vivent des subventions politiques, et chacun les nomme. C'est le grand mal de la presse française et aussi de quelques presses étrangères. Chaque fois que le ministre des finances de Bulgarie ou de Roumaine vient à Paris, on lui accorde dans les grands et les petits journaux une publicité qui n'est point gratuite, qui doit même peser assez lourdement sur le budget de Sofia ou de Bucarest.

Voilà pourquoi le public est si mal informé. Pendant longtemps il n'a cru qu'avec un certain scepticisme au développement du fascisme en Bulgarie et ailleurs. Simples phrases, pensait-il. Excès de langage ! Intempérance du vocabulaire de parti ! Jamais Tsankoff n'a été présenté sous son véritable jour ! Jamais la domination des libéraux roumains n'a été révélée dans ses caractères permanents.

Quand Tsankoff est tombé, il y a quelques semaines, et que Liaptcheff lui a succédé, la grande presse s'est bien gardée de lui dire que la réaction persévrait en Bulgarie, que la faction militaire et le parti de l'assassinat organisé restaient au pouvoir. On s'imagine toujours que le gouvernement bulgare fonctionne comme celui de l'Angleterre ou de la Suisse ; pourtant les victimes de ce gouvernement seraient là pour montrer comment il se délivre des oppositions ! la classe ouvrière, les petits paysans sont empoisonnés, fusillés, du nord au sud des Balkans. Les journaux du capitalisme couvrent tous les crimes d'un silence obstiné. Imaginons qu'au lendemain de la Commune de 1871, les atrocités de la Semaine Sanglante aient été systématiquement cachées au monde entier.

Je tiens à le redire ici : l'opinion française, même l'opinion des masses sympathiques aux opprimés de toutes les catégories, commence seulement à être avisée du terrorisme balkanique. Pour la secouer comme il convient, il faut lui donner des informations de plus en plus abondantes, par la parole et par la plume. Mais ce serait une puérité de compter sur la grande presse pour révéler ce fascisme. Elle a été subjuguée par les gouvernements de Belgrade, de Sofia, de Bucarest, comme elle l'a été par Mussolini. C'est par d'autres procédés de vulgarisation qu'il faut agir.

Paul Louis

Les Wrangeliens en Bulgarie*

Après la grande guerre, c'est à la demande de la France que la Bulgarie a donné l'hospitalité aux troupes armées de Wrangel. Elles avaient même leur représentant officiel qui occupait le bâtiment de l'Ambassade russe à Sofia — un certain monsieur Pétriaeff. Les officiers wrangeliens promenaient longtemps leurs uniformes dans la capitale.

Lorsque Stamboliisky vint au pouvoir, il défendit aux Wrangeliens de porter l'uniforme et les dispersa dans les provinces, où plusieurs d'entre eux furent placés sous la surveillance des autorités bulgares — ce qui irrita ces contre-révolutionnaires farouches, dont quelques-uns essayèrent de s'opposer à cette surveillance.

C'était vraiment des temps pénibles pour les Wrangeliens. A la Foire de Sofia, très mal vêtus, ils venaient demander du travail, à des prix très réduits, abaissant ainsi le taux du salaire normal. Des officiers avec leurs familles logeaient dans de vieux wagons hors de la capitale, maudissant les bolcheviks de leur pays !

C'est à ces Wrangeliens que les conjurés fascistes du coup d'Etat du 9 juin 1923 avaient donné des armes pour étouffer la résistance de la population dans quelques régions du pays et pour assassiner les paysans et les communistes pendant les événements du mois de septembre. Et les Wrangeliens furent les plus impitoyables, les plus féroces assassins, car c'est sur les paysans et les communistes bulgares qu'ils se vengeaient des bolcheviks de Russie....

En récompense de leurs précieux services, le gouvernement de Tsankoff a fait tout pour améliorer leur situation. Plusieurs officiers reçoivent encore actuellement des pensions et la capitale est inondée de ces Wrangeliens ! Les familles wrangeliennes oc-

* La citoyenne Anna Karima est un écrivain, dont le nom est bien connu en Bulgarie. En outre, elle est directrice d'une école privée de jeunes filles à Sofia. N. D. L. R.

cupent maintenant de riches appartements et font partie de la « haute » société — les femmes des ministres Rousseff et Volkoff étant des Russes. A la foire, on voit toujours des Wrangeliens, mais en très petit nombre et pas en haillons.

A Pérnik (une petite ville près de Sofia où se trouve la grande mine de charbon) les Wrangeliens donnent à la ville un aspect tout-à-fait russe. C'est ce que j'ai constaté lors d'une visite l'année dernière. A chaque pas je rencontrais des Wrangeliens. Les travailleurs de la mine étaient en grande majorité des Wrangeliens. Il y en avait devant l'administration de la mine un groupe considérable ; tandis que les ouvriers bulgares avaient un air timide, les Wrangeliens étaient arrogants et les regardaient avec mépris.

A l'ouvrier wrangélien tout est permis : venir tard, travailler très peu — me disait un ouvrier bulgare, avec un soupir.

Le soir, au théâtre de la mine, les Wrangeliens organisaient une fête. Les officiers et sous-officiers bulgares vendaient les billets....

Le lendemain, dans l'après-midi, il y eut une course de chevaux russes, appelée « djiguitovka », course à laquelle participaient exclusivement les cavaliers cosaques de l'armée de Wrangel.

Dans les rues, dans les restaurants, partout des Wrangeliens. En les voyant, en assistant à la course, en entendant la nuit les chants des Wrangeliens ivres, j'oubliais que je me trouvais dans une région bulgare.

Pérnik, avec les Wrangeliens bien armés, est une citadelle pour nos fascistes.

Il y a vraiment de quoi réfléchir !

En Bulgarie, le nombre total des Wrangeliens est d'environ 40.000 hommes. C'est toute une armée au service de la dictature ! Et les Wrangeliens ont la conscience de leur position privilégiée.

En un moment où le seul nom de la police, de la Sûreté Générale fait frémir tout citoyen bulgare, un Wrangélien a osé — dernièrement — casser la tête d'un inspecteur de cette police, à Sofia....

Un exemple de la mentalité des Wrangeliens en Bulgarie. Cet été, pour des réparations dans mon école, j'ai fait appeler un ouvrier wrangélien. C'était un homme intelligent — un ancien technicien dans l'administration des chemins de fer en Russie. En travaillant il me raconta que sa famille qui se trouve en Russie, l'invite toujours à rentrer, et qu'il pourrait y trouver une bonne place. A ma question pour savoir pourquoi il restait en Bulgarie comme ouvrier, il me répondit :

« Maintenant, nous sommes bien ici. Je suis à la tête de nos travailleurs, et dernièrement je me suis présenté au ministre du Travail. Le ministre nous a promis son appui. Rentrer en Russie ? Non ! Je hais trop les bolcheviks, et, ensuite, il faut mieux connaître ce pays. »

— « Que voulez-vous dire par là ? » demandai-je étonnée.

— « C'est que, une fois la Russie restaurée, la Bulgarie sera une de nos provinces. »

Voyez-vous l'audace, l'arrogance ? Dire cela ouvertement à une Bulgare !

Actuellement, les Wrangeliens en Bulgarie jouent aux tyrans ; ils font aussi une terrible concurrence à nos ouvriers et aggravent ainsi le chômage dans le pays.

Il est temps de débarrasser la petite Bulgarie de ces Wrangeliens. Ce serait le devoir des grandes puissances qui les ont installés chez nous. Pour une Bulgarie courbée sous le fardeau de formidables dettes, de réparations, les dépenses nécessitées pour l'entretien des centaines de milliers de réfugiés bulgares et macédoniens, c'est vraiment trop que de demander encore de nourrir 40.000 Russes si peu sympathiques.

Ou bien, l'Europe impérialiste aurait-elle peut-être ses raisons pour tenir encore longtemps ces Wrangeliens dans notre malheureux pays ? Pour écraser un petit peuple qui, pourtant, ensorcelé par les 14 points de Wilson, a mis fin à la guerre....

Je me souviens très bien de ces mots que le représentant des Etats-Unis a prononcés pathétiquement au grand meeting à Sofia, après le geste de nos soldats :

« L'humanité n'oubliera jamais le service de la Bulgarie, qui a mis fin à l'atroce guerre ! »

C'est vrai, on n'oublie point de martyriser cette même Bulgarie !

Anna Karima

La situation financière et économique de la Bulgarie sous Tsankoff

III.

La crise économique

La crise économique en Bulgarie s'est manifestée dans une forme aiguë dès la fin de la guerre européenne. La crise économique mondiale, qui éclata en 1920, a atteint aussi ce pays. Le gouver-

nement Stamboliisky ne prit aucune mesure radicale pour alléger la situation économique du peuple bulgare. Les masses populaires en Bulgarie languissaient sous le poids des impôts insupportables, de la cherté, du chômage, etc. Pourtant, on peut dire que leur situation était excellente en comparaison de celle d'aujourd'hui, depuis que les fascistes exercent leur dictature sanglante.

Quelle est aujourd'hui la situation économique en Bulgarie ? Comment vivent les masses populaires sous le régime de la Ligue Militaire ?

La politique économique du gouvernement Tsankoff poursuivait un but clairement déterminé : la protection de la grande bourgeoisie et des spéculateurs. Toutes les dispositions législatives de ce gouvernement avaient pour but d'alléger le fardeau des impôts dont le gouvernement de Stamboliisky avait chargé la grosse bourgeoisie, et de lui donner toute possibilité d'exploiter librement les masses populaires. Enrichissez-vous ! tel est le mot d'ordre du gouvernement fasciste.

Les gros commerçants, les industriels, les banquiers, les spéculateurs et les entrepreneurs se sentirent tout-à-fait libres ; ils se sentirent les mains déliées. Mais tandis que ces parasites profitaient de tous les privilèges et facilités que l'Etat leur donnait, et qu'ils menaient une vie de débauche, les grandes masses populaires pliaient sous le poids de la situation créée.

Le prolétariat paysan et les petits propriétaires, les pauvres gens des villages, qui constituent les 80% de la population entière de la Bulgarie, vivent dans une profonde misère. Les paysans pauvres, ceux qui possèdent de deux à dix hectares de terres, furent obligés, l'année passée quelques mois après la nouvelle récolte, d'acheter, à des prix tout-à-fait exorbitants, des céréales des paysans riches et la farine des différents usuriers-meuniers. Pour payer au percepteur, aux divers sociétés, aux usuriers et à la banque agricole ce qu'ils devaient, ils vendirent à la fin de l'été dernier leur blé à 6-6¹/₂ lewas le kilogramme. Cependant, trois mois après, ils furent obligés d'acheter des mêmes usuriers-spéculateurs, auxquels ils avaient vendu leur blé, les mêmes produits au prix de 14 lewas le kilogramme. Grâce à la politique qui favorisait les commerçants exportateurs, les produits de la récolte de 1924 furent exportés, et il fallut importer des céréales et de la farine de la Yougoslavie et de l'Amérique, pour la nourriture de la population, et les mêmes spéculateurs ont profité de cette occasion pour faire des affaires d'or.

Il y a deux problèmes qui sont d'un intérêt spécial pour le paysan bulgare ; en les envisageant, le gouvernement fasciste a prouvé qu'il est un gouvernement ennemi des producteurs bulgares. Ce sont les problèmes des betteraves de sucre et du tabac.

La production de la betterave de sucre a augmenté dans les dernières années. Des dizaines de milliers de familles agricoles s'en occupaient. Ce produit était destiné aux cinq fabriques de sucre en Bulgarie, dans lesquelles sont placés exclusivement des capitaux étrangers : français, belges, autrichiens, tchécoslovaques et hongrois. L'année passée, les fabricants avaient dans leurs dépôts 22 à 24 millions de kg de sucre, une quantité suffisante pour satisfaire aux besoins limités du consommateur bulgare pour toute l'année. Ils voulaient payer la betterave à des prix très bas et insistaient en même temps pour l'augmentation du droit de douane sur le sucre importé. Les prix que les fabricants voulaient payer pour la betterave étaient si bas que les producteurs agricoles préférèrent ne plus la cultiver. Le gouvernement Tsankoff se soumit à la décision des capitalistes étrangers. Les résultats de cette conduite criminelle du gouvernement envers les intérêts des producteurs de betterave et des consommateurs bulgares furent les suivants :

260.000 hectares de terres destinées à la production de la betterave restèrent incultes ; 50.000 producteurs de betterave furent privés d'un revenu de 500 millions de lewas, et, ainsi, condamnés avec leurs familles à la famine ; 5000 ouvriers et 10.000 journaliers furent privés de leur subsistance. L'Etat perdit 300 millions de lewas en diverses taxes, etc., tandis que les fabricants de sucre enlevèrent aux consommateurs bulgares plus de 60 millions de lewas, car ils vendent déjà le sucre qu'ils ont dans leurs dépôts 2,20 lewas de plus par kg — le droit de douane sur l'importation du sucre est augmenté dans cette proportion depuis le mois de novembre 1925. Quelle sera la situation des producteurs de betterave cette année-ci ? Sèmeront-ils de la betterave ? Oui, la faim les y obligera ; d'autre part, le gouvernement s'est « entendu » déjà avec les directions des fabriques sur les prix des betteraves, naturellement sans demander l'avis du producteur et du contribuable bulgares qui y sont intéressés. Cette année-ci, les producteurs de betteraves vendront aux fabriques leurs produits à 600 lewas la tonne (les producteurs en ont reçu jusqu'à présent à 820 lewas), alors que ces mêmes capitalistes payent en Tchécoslovaquie aux producteurs tchécoslovaques 300 à 320 couronnes tchèques, ou 1150 à 1200 lewas bulgares. La Bulgarie, sous les fascistes, est réduite à la situation d'être une colonie du capitalisme européen.

Cette situation provoqua une tempête d'indignation non seulement chez les paysans, les ouvriers et les producteurs de betterave, mais aussi dans toute l'opposition dite légale. Elle

indigna même quelques hommes du gouvernement. Le professeur Iv. Stranski écrit dans l'organe gouvernemental *Slovo* : « Contre les fabricants bien organisés et unis nous avons la masse non organisée des producteurs de betterave. » Le professeur Stranski n'explique pas pourquoi cette « masse » n'est pas organisée. Sous Stamboliisky, cette même « masse » était organisée, et sous Tsankoff pas, car sous son règne l'organisation des paysans et des ouvriers tombe sous le coup de la loi pour la défense de l'Etat.

La question des tabacs est l'une des plus importantes pour les paysans et les ouvriers bulgares. Le tabac est l'un des principaux produits agricoles de la Bulgarie. Pendant les dernières années, sa production a augmenté. En 1910 on produisait 6.280 mille kg de tabacs ; en 1914, avec l'annexion à la Bulgarie des centres producteurs de tabacs : Xanthi, Gumurdjina, Dédéaghatch, Kirdjali, Ortakeuy, dans la Thrace occidentale, Stroumitza, Pétritch, Melnik, Gorna Djoumaya, Mehomia et Névrokop dans la Macédoine orientale — la production a augmenté à 13.530 mille kg ; en 1920 elle a atteint le chiffre de 29.390 mille kg ; en 1923, 44.000 mille, et en 1924, 38.000 mille kg. Tandis qu'en 1910, étaient occupées pour cette production 14.247 familles, et en 1914, 46.800, en 1920 leur nombre avait atteint 127.000, et en 1924, 204.600. Il y a des régions entières, comme celui de Kirdjali et de Pétritch, où les moyens d'existence de la population étaient dûs à la production de tabac.

Dans la vie économique de la Bulgarie, le tabac est le produit principal de l'exportation. Sur une exportation générale de 4.303 millions de lewas, l'exportation du tabac constituait, en 1923/24, 1.295 millions de lewas, ou 30% ; et, en 1924/25, sur une exportation générale de 5.683 millions de lewas, le tabac constituait une somme de 2.683 millions de lewas, ou 47%.

Les chiffres cités plus hauts montrent combien grande est l'importance de cette production dans l'économie bulgare.

Mais qui profite du labeur de ces 205.000 producteurs qui sont engagés dans cette production avec leurs familles ?

Les prix auxquels les producteurs vendaient leur tabac en 1922 et 1923 étaient comparativement satisfaisants pour eux. En effet, les compagnies de tabacs faisaient tout leur possible pour acheter le tabac des producteurs à des prix bas. Mais ils y parvenaient très difficilement. Le gouvernement de Stamboliisky ne protégeait pas ces compagnies. Il favorisait les coopératives des tabacs, qui commencèrent à se développer rapidement. Mais, dès que la Ligue Militaire, grâce au soutien pécuniaire efficace des compagnies de tabacs, devint maîtresse de la situation en Bulgarie, ces dernières se sentirent libres dans leurs agissements.

Le gouvernement Tsankoff ne protégeait pas les coopératives des tabacs ; il était contre elles. Et sans l'appui des instituts financiers de l'Etat, ces coopératives ne pouvaient point donner un appui effectif aux producteurs. Les compagnies de tabacs, au nombre de 10 à 15, dirigées par des partisans qui ont prouvé leur attachement à la Ligue Militaire et à l'organisation de Protogouéoff, et dans lesquelles étaient engagés aussi des capitaux étrangers, disposaient de sommes énormes et, profitant de l'appui de divers facteurs responsables et irresponsables de Tsankoff, se sentaient toutes puissantes. Elles déterminaient comme elles le voulaient les prix des tabacs.

Nous illustrerons notre pensée par des données :

A Gorna Djoumaya, département de Pétritch, les producteurs regrent en 1923, 110 à 130 lewas par kg de tabac vendu par l'intermédiaire de la coopérative locale, tandis que les commerçants payaient les mêmes qualités de tabacs 45 à 70 lewas par kg. A présent, ces mêmes qualités de tabac sont achetées par le commerçant de tabac à 25 lewas le kg.

A Dubnitza, département de Kustendil, où de bonnes qualités de tabacs sont produites, les prix étaient en 1922 de 80 à 110 lewas par kg, en 1923 de 30 à 50 lewas ; en 1924 de 15 à 25 lewas, et à présent il n'y a pas d'acheteurs.

Avec les sommes insignifiantes qu'ils ont reçu de la vente du tabac, les producteurs doivent payer le loyer pour la terre qu'ils cultivent, (presque tous les réfugiés se trouvant dans la région de Pétritch cultivent les tabacs sur des terres louées) les impôts à l'Etat, aux départements et aux communes, les impôts à l'organisation de Protogouéoff de la région de Pétritch, et le remboursement d'une partie de l'argent qu'ils ont pris des commerçants, comme avances sur leurs produits pour se nourrir, avec leurs familles.

Par suite de ces raisons, la population des régions de Kirdjali, de Névrokop et de Kustendil a ensemencé en 1925 30.000 hectares de moins qu'en 1924 — 136.872 hectares contre 166.237 hectares.

Les ouvriers des dépôts des tabacs à Plovdiv, Haskovo, Stara Zagora, Yambol, Kustendil, Gorna Djoumaya, Névrokop, Sofia, Varna et d'ailleurs se trouvent dans la même situation misérable. Un grand nombre de ces dépôts sont fermés. On licencie les ouvriers, on les jette dans la rue en ne respectant souvent pas le délai de préavis, prévu par la loi du travail. Ceux des ouvriers qui sont plus heureux que les sans-travail, ceux qui continuent à travailler, reçoivent des salaires minimes. Les salaires actuels des ouvriers des tabacs ont diminué de 15 à 30%. Les compagnies de tabacs profitent de la situation

misérable des réfugiés macédoniens et thraciens en Bulgarie pour exercer une pression sur les ouvriers dans leurs dépôts et pour les forcer à accepter toutes les conditions de travail qu'elles veulent leur imposer. Il y a actuellement en Bulgarie 15 à 20 mille chômeurs dans l'industrie de tabac.

Tandis que les producteurs et les ouvriers de tabacs vivent dans la misère et deviennent chaque jour les proie de l'effroyable fléau des masses ouvrières, — la tuberculose — les compagnies des tabacs, les différents chefs et sous-chefs des maisons et des dépôts mènent une vie de débauche, pillent l'Etat en cachant leurs bénéfices, et boivent le sang des producteurs et des ouvriers. Il est établi qu'en 1923 et 1924 ces compagnies ont gagné environ trois milliards de lewars.

Si nous tournons notre regard vers l'état de l'industrie, nous constaterons qu'en général, malgré que la crise économique ait atteint cette branche aussi, ce sont plutôt les industriels disposant de petits capitaux et qui ne peuvent pas spéculer et profiter impunément des caisses de la Banque Nationale Bulgare, qui en souffrent. Mais la crise dans l'industrie atteint avant tout les ouvriers, qui sont forcés de travailler 10 à 12 heures par jour et qui reçoivent des salaires misérables pour leur labeur d'esclave.

La situation des artisans est très difficile. Il y a une stagnation complète dans l'artisanat. Eux qui forment un grand pourcentage de la population urbaine, surtout dans les petites villes, sont privés de tout crédit de l'Etat. Ils ne sont pas en état d'acheter des outils, des instruments et des petites machines pour améliorer leur production; ils sont privés des moyens pour l'achat des matériaux indispensables à leur production. Ces masses sont prises d'un grand mécontentement — elles commencent à comprendre que le gouvernement fasciste est un gouvernement de spéculateurs et de banquiers — qu'il facilite l'entassement des richesses, sans penser à secourir le peuple.

Et que dire de la situation des petits fonctionnaires et des petits employés des entreprises et des établissements de l'Etat, des départements et des communes, des invalides et des pensionnés? Ils se trouvent tous dans une situation misérable. Les émoluments qu'ils touchent sont minimes. Les appointements des petits fonctionnaires et des employés ont été augmentés de dix fois en comparaison de ceux d'avant-guerre, les pensions des anciens employés d'Etat de cinq fois, tandis que la vie a renchéri de quarante fois.

La situation des réfugiés, des chômeurs et des familles des emprisonnés est encore plus misérable. La famine et les maladies sont leurs compagnons constants. Le gouvernement fasciste ne pense pas à eux, parce qu'ils sont des « gens étrangers » ou des « éléments destructeurs ».

La situation du monde travailleur est si effroyable qu'elle devient indescriptible. Et pendant que les meilleurs fils du peuple, travailleurs bulgares, meurent au gibet, languissent dans les prisons, peinent dans les fabriques, dans les dépôts et les ateliers où ils succombent à la misère, — une poignée de spéculateurs et d'assassins pille le peuple.

Telle est la situation actuelle des masses populaires dans la Bulgarie des Tsankoff, des Volkoff et des Liapcheff.

G. Kazanovsky

La terreur blanche en Yougoslavie

L'emprisonnement des communistes

Par l'« Obznana » et la loi pour la défense de l'Etat, le gouvernement yougoslave mit hors la loi le parti communiste en Yougoslavie, dissout les syndicats ouvriers, supprima la liberté de la presse et de réunion. Depuis ces cinq années, toute lutte légale pour les droits politiques et économiques des ouvriers fut rendue impossible. Même sans ces lois draconiennes, il ne pouvait être question des droits des minorités nationales et des nations non-serbes, la réaction yougoslave pouvant user de tous les moyens qui lui semblent opportuns contre ses adversaires politiques. La clique de la cour, une organisation militaire et le parti radical mènent une politique favorable aux intérêts de la bourgeoisie capitaliste pan-serbe. Toute protestation est noyée dans le sang; tout geste libérateur des masses ou des individus est sauvagement réprimé. Dans le pays entier, les prisons étaient toujours pleines d'ouvriers et de paysans. Ces dernières cinq années la terreur de la dictature bourgeoise fut permanente et aiguë, mais la bourgeoisie serbe l'appliquait avec raffinement. Par ses agents, sa diplomatie et la presse à tout faire, elle sut masquer adroitement devant l'opinion européenne les crimes qu'elle commettait contre les nations opprimées, les minorités nationales, la classe prolétarienne et les paysans pauvres. Et Pachitch déclarait joyeusement: « J'ai vaincu Raditch sans faire couler une goutte de sang. Dans mon pays il n'y a pas de coup d'Etat, ni de gibets — comme en Bulgarie, en Grèce, en Albanie et en Roumanie. » Evidemment c'est mentir que parler comme le fait Pachitch. L'écrivain français Henri Barbusse prouve qu'il a bien pénétré les régimes balkaniques lorsqu'il déclara après son voyage dans la Péninsule: « Dans les Balkans la terreur blanche

et les régimes sont, au fond, partout, les mêmes. » Les événements qui viennent de se dérouler en Yougoslavie confirment pleinement ces déclarations.

Outre les persécutions continuelles des mouvements nationaux et les nombreux procès et condamnations en Macédoine et au Monténégro, le gouvernement yougoslave dirige en même temps ses coups contre la classe ouvrière qui, privée de toute légalité dans sa lutte pour la réalisation de ses revendications justes, est à nouveau exposée à la terreur blanche. On revit l'année 1921 et les tortures qu'on faisait subir aux gens, pour le bon plaisir du roi et de ses patriotes. Belgrade revit ces mêmes scènes, qui dépassent celles qu'il vécut sous les Turcs, l'absolutisme des Obrénovitch et l'occupation autrichienne.

Les intérêts de la classe ouvrière de Yougoslavie sont défendus seulement par son parti révolutionnaire. La réaction veut à tout prix anéantir cette organisation unique du prolétariat yougoslave, de peur du communisme ou du châtement qui l'attend.

Pour désorienter le prolétariat yougoslave, les gouvernants emprisonnèrent d'abord les chefs les plus fidèles à la cause de la libération ouvrière. On emprisonna d'abord *Kosta Novakovitch*, ce digne descendant de nos paysans révolutionnaires d'il y a un siècle. Il faut protester contre cette infamie. Nous ne pouvons laisser tomber dans l'oubli ce nom; la Macédoine opprimée, qui lutte pour sa libération nationale, doit s'en rappeler surtout, car il fut le premier à Belgrade à élever énergiquement sa voix en faveur du peuple macédonien. Après lui, d'autres chefs du mouvement ouvrier furent emprisonnés, des anciens députés communistes, des idéologues et des agitateurs du mouvement ouvrier: *T. Katzlérovitch*, *Sima Miliouche*, *Douchan Djordjévitch*, *L. Stéfanovitch*, *Sima Markovitch*. En Voïvodine on arrêta *Nicolas Kovatchévitch*, en Macédoine *Stéphan pope Ivanov*, à peine sorti de la prison d'Uskub, où il passa un an. On enferma aussi le secrétaire des Syndicats Indépendants *M. Kolévitich* et *Milorad Pétrovitch*, membre du Comité Central des Syndicats Indépendants. Après cela, on emprisonna en deux jours (16-18 janvier) plus de 300 ouvriers dans le pays; on perquisitionna des centaines de maisons ouvrières.

On tortura les détenues politiques dans les prisons de Belgrade. Mais cette fois-ci, l'inquisition qu'on applique aux chefs du mouvement ouvrier dépasse les bornes. Les emprisonnés sont isolés du reste du monde. Ni leurs avocats, ni leurs parents ne peuvent les voir, pas même les journalistes de la presse officieuse. *Les détenus sont battus et affamés. On cassa les bras et les pieds à deux ouvriers. Un troisième fut battu à tel point, qu'on s'attend à sa mort.* La police reconnaît avoir battu *Kosta Novakovitch*, non en prison, mais dans sa maison, lors de son arrestation.

Ces brutalités policières révoltent l'opinion publique, qui parvient malgré tout à savoir ce qui se passe dans les cachots des prisons. La police confisque les journaux qui donnent des détails sur l'inquisition, comme *Beogradské Novosti (Les Nouvelles de Belgrade)*, qui a une attitude louable, et qui malgré cela continue sa courageuse campagne.

Tels sont les faits qui se déroulent en Yougoslavie. Voyons pourquoi le régime avait besoin de cette nouvelle offensive contre le mouvement ouvrier? Quelles sont les causes qui poussent la réaction à de nouvelles persécutions contre la classe ouvrière? La police garde le silence, tandis que les bruits les plus contradictoires se répandent dans les pays. *L'Obzor* d'Agram du 25 janvier dit: « On remplit les prisons sans en donner les raisons. Dans les milieux politiques on fait entendre que les arrestations ont pour cause le danger communiste imminent, plus redoutable encore que celui de 1920. D'après une autre version ces emprisonnements ont pour but de désavouer les préparatifs pour la reprise des relations diplomatiques avec la Russie Soviétique. Notre délégation financière, en route pour l'Amérique, aurait cru, de cette façon, interpréter les dispositions des cercles financiers anglo-américains. » D'autres pensent que c'est l'activité des communistes dans l'armée, qui ont dicté ces mesures au gouvernement. On parle aussi des sommes reçues de la Russie et de l'arrestation des courriers russes, ainsi que d'un complot contre le roi Alexandre. Nous pensons qu'aucune des raisons que nous venons de citer n'est la cause des emprisonnements de Belgrade. On ne peut parler d'une offensive communiste sérieuse contre le régime capitaliste en Yougoslavie. A ce point de vue, ces mesures sont aussi peu fondées qu'en 1921. En vérité, le régime se sert de nouvelles provocations pour empêcher l'organisation du mouvement ouvrier, qui se fortifie malgré toutes les difficultés qu'il rencontre sur son chemin. Le conflit entre la classe ouvrière et capitaliste est inévitable, mais il ne se produira pas sous la forme d'un complot, mais sous celle d'une lutte révolutionnaire ouverte et organisée, qui finira par une révolution populaire. Là, les provocations n'y peuvent rien, et la révolution ne peut être évitée. De même, il est peu probable que l'emprisonnement des communistes ait quelque utilité pour le gouvernement yougoslave et son agitation en Amérique pour la conclusion d'un emprunt. Les banquiers ne croient ni aux belles paroles, ni aux vœux chaleureux. Ils veulent des profits dans des entreprises sûres. C'est pourquoi ils se préoccupent avant tout de la solidité des entre-

prises économiques. Et pour emprunter à la Yougoslavie il leur faut plutôt la paix et une vie politique normale de ce pays que les persécutions, les procès politiques et les emprisonnements. Ces emprisonnements peuvent plutôt ébranler la confiance en la Yougoslavie, que de la consolider. La reprise des relations avec la Russie Soviétique peut avoir encore moins d'influence sur l'attitude hostile des cercles financiers anglo-américains au point de vue de l'emprunt à la Yougoslavie. S'il y a influence, elle sera positive, car l'état normal entre la Russie et la Yougoslavie est avant tout un gain politique et économique pour la Yougoslavie, ainsi que sa stabilisation et sa sécurité.

Les autres interprétations : les cellules communistes dans l'armée, l'affaire de faux billets hongrois, les préparatifs d'attentat ne peuvent être pris en considération sérieusement. Une version que nous n'avons encore mentionnée et qui est de caractère intérieur, peut avoir, jusqu'à un certain point, sa raison d'être pour le Club du parti radical. Cette version est : que les communistes sont emprisonnés pour éprouver Raditch et son parti, et pour juger de leur attitude.

Les véritables raisons de la dernière vague de terreur blanche en Yougoslavie sont ailleurs. Elles s'expliquent par l'existence de la monarchie yougoslave comme telle. En d'autres termes, ce sont les crimes, les violences et les corruptions, qui partent du procès de Salonique jusqu'à nos jours, et leurs auteurs ne sont autres que la camarilla, la Main Blanche et l'oligarchie du parti radical. Voilà pourquoi les persécutions récentes des communistes yougoslaves portent en elles les bacilles meurtriers pour la monarchie yougoslave et sont en tout premier lieu le signe de la peur de soi-même, de son sang et de sa destinée. Les gouvernants yougoslaves travaillent et vivent depuis huit années pour le pouvoir et l'argent, sans égard pour les besoins des nations yougoslaves. Par la terreur des nations et des classes ils ont conduit l'Etat devant le krach financier, économique et politique. Dans un moment de grande crise étatique, ils ont réussi, peut-être pour l'ultime fois, de continuer leur pouvoir grâce à la capitulation de Raditch. Par là, ils n'ont nullement écarté le danger qui les menace. Et plus ils s'efforcent de cacher leurs crimes communs, plus ressortent les conséquences désastreuses dans la vie publique et dans celle de l'Etat, plus le mécontentement grandit contre eux dans les masses populaires. A mesure que la révolte populaire se concrétise, leurs rangs se dispersent. *Le tribunal du peuple est le tribunal de la grande vengeance.* Ce jour est proche, et il faut, ou vaincre le peuple, c'est-à-dire consolider le pouvoir — ou, en cas de la victoire du peuple, rejeter de soi la responsabilité et la faute sur autrui. C'est dans ces deux sens que se développent toutes les disputes et luttes intérieures chez les gouvernants yougoslaves. C'est la caractéristique de toute organisation étatique et sociale en état de décomposition. Il est donc naturel, que dans de pareils moments, la terreur contre les partis révolutionnaires devienne brutale et impitoyable. Il y a des cas même, où dans ces époques-là, les vieux régimes se consolident et remportent la victoire sur le peuple, mais ce n'est jamais le résultat de la force du régime — c'est la faute des partis révolutionnaires. Voilà la cause principale du renforcement de la terreur contre le prolétariat yougoslave.

Le prolétariat yougoslave est mis hors la loi depuis cinq années. Depuis, c'est l'époque de l'âpre lutte et de dures expériences, dont il saura en tirer tout le profit. En 1921, après des pertes sensibles dans la lutte contre la réaction, il a graduellement, après bien des sacrifices, réorganisé ses rangs, se préparant pour de nouvelles tâches. Cette nouvelle offensive du capitalisme contre ses intérêts vitaux ne peut le faire douter de sa victoire finale. Il a ses chefs, à qui il a donné sa confiance et qui en sont dignes.

Avec eux, il réveillera l'énergie révolutionnaire latente des paysans yougoslaves, leur montrera le chemin qui mène à la dernière grande lutte, de laquelle naîtra la vie nouvelle, qui garantira la liberté nationale et individuelle, et l'égalité économique pour tous.

M. Vladimirov

Une année de réaction en Albanie

Il y a déjà un an que la réaction imposée au peuple albanais par les baïonnettes de Patchitch et l'aide de l'Angleterre régit l'Albanie, et il n'est pas sans utilité de faire une récapitulation des événements politiques qui se sont passés dans ce pays pendant ce laps de temps.

Le gouvernement des féodaux instauré en Albanie ne pouvait se maintenir au pouvoir que grâce à la terreur exercée par les forces mercenaires, recrutées principalement en Yougoslavie, et grâce à l'appui des grandes puissances occidentales.

Ainsi existe, de forme, un Parlement en Albanie, qui représente la volonté du dictateur, mais point celle du peuple. Il suffit de rappeler qu'un petit pourcentage seulement (5% à 10%) des électeurs participèrent aux élections législatives. Les députés furent nommés par le gouvernement invasionnaire.

Il va de soi que, sous de telles conditions, il n'y a aucune liberté constitutionnelle dans le pays. La liberté de la presse est inexistante, et les journaux qui paraissent sont ceux qui représentent l'opinion du gouvernement.

Des bandes armées, la milice nationale, sous le commandement des brigands connus pour leurs relations avec le gouvernement de Belgrade qui les finançait depuis longtemps, sont les gardiens de l'ordre public.

Le gouvernement d'Ahmed Zogou a proclamé une « amnistie générale », mais une faible partie seulement des émigrés politiques en profita. D'ailleurs, la plupart des émigrés qui retournèrent en Albanie, repartent de nouveau, ne pouvant supporter le joug du régime qui les interne après l'« amnistie » !

L'Albanie et les puissances occidentales

Les puissances occidentales qui ont organisé et participé au complot du renversement du gouvernement national albanais et l'ont remplacé par le gouvernement de la réaction, ont tiré tout le profit possible de cette affaire avantageuse pour eux, mais désastreuse pour le peuple albanais.

La Grande-Bretagne qui dirigea l'orchestre qui a joué la marche funèbre de l'indépendance albanaise, a réussi à avoir enfin la concession du pétrole pour l'Anglo-Persian Oil Co.

La Yougoslavie a eu les positions stratégiques de St. Naum et Vermoche, qui appartenaient à l'Albanie, et le gouvernement albanais, qui se trouve sous l'influence directe de cette puissance, interdit la formation de toute organisation patriotique faisant de la propagande dans la région de Kossovo.

L'Italie, le pays capitaliste par excellence parmi les voisins de l'Albanie, a eu de grands avantages économiques :

1° Elle a obtenu la concession de la Banque Nationale Albanaise, — dont la majorité des actions sera aux mains des banques italiennes, — qui aura le droit d'émission et sera la trésorerie de l'Etat. Cette Banque réglera la vie économique du pays ; le capital italien pourra entrer librement en Albanie, et dans un proche avenir, l'Albanie sera dans la situation d'une colonie italienne.

2° L'emprunt de 50.000.000 de francs or qu'elle a accordé à l'Albanie n'est qu'une opération fictive, ayant pour but de faire payer annuellement à l'Albanie une somme d'environ 6 millions de francs or sans que le capital en ait jamais été versé. Le montant net de cet emprunt, qui ne s'élève qu'à environ 60% seulement du montant nominal (les taux d'émission et les commissions étant exorbitants) sera versé à des sociétés italiennes qui seules pourront entreprendre la construction des routes et autres travaux d'utilité publique. L'Etat albanais doit bien donner le plan de ces constructions, mais, en attendant la préparation de ce plan, il doit déjà verser le premier semestre de l'annuité.

3° Le traité commercial qui met entièrement le pays sous la domination économique de l'Italie et les autres avantages que l'Italie a obtenus en Albanie sont telles que le Parlement italien a ovationné Mussolini, qui a su reprendre par la diplomatie tout ce que l'Italie a perdu par les armes pendant la révolution de Vallona.

Ce sont là les principales concessions que l'Italie a obtenues, sans parler d'autres d'aussi grande importance, comme celles du pétrole, des forêts, huiles, etc.

La France et les Etats-Unis ont eu aussi ou auront des concessions des terres de naphte.

L'attitude des puissances vis-à-vis de l'émigration politique

Il est bon de relever l'attitude des puissances vis-à-vis de l'émigration.

Lorsque le gouvernement d'Ahmed Zogou, sous la pression de la Yougoslavie, hésitait d'accorder ou plutôt à faire ratifier par le Parlement la concession de la Banque, le gouvernement italien, indirectement, proposait à quelques cercles de l'émigration d'entrer en pourparlers avec elle pour préciser les desiderata du peuple albanais, faisant comprendre que le gouvernement fasciste pourrait prêter son appui pour le renversement d'Ahmed Zogou. Ceci se passait à la veille des débats parlementaires sur la concession. Usant d'autres moyens, le gouvernement italien faisait savoir à Ahmed Zogou ses « grands préparatifs », et ce dernier se pressait d'accomplir les engagements qu'il avait pris, avant d'entrer en Albanie.

La Yougoslavie usa du même chantage, faisant comprendre qu'elle pourrait renverser le pouvoir à Tirana, si elle ne recevait pas St. Naum.

La Grèce et le régime d'Ahmed Zogou

Nous avons dit plus haut que tous ceux qui ont participé au complot de l'instauration du régime d'Ahmed Zogou en Albanie ont bénéficié de grands avantages. Voyons maintenant la part de la Grèce, qui participa aussi si efficacement à cette opération, soutenant l'un des principaux collaborateurs d'Ahmed Zogou — Mufid Bey Libohova, qui organisa des bandes armées sur le territoire grec et reçut à cet effet l'appui matériel de la Grèce. Mufid Bey Libohova, qui était ministre dans le gouvernement renversé par la révolution de juin, avait pris envers la Grèce, en son propre nom et au nom de ses collègues, l'engagement qu'après sa réinstallation au pouvoir, l'Albanie du sud, dont la grande partie de la population est chrétienne et que la Grèce considère comme sienne, recevrait une certaine autonomie, facilité

tant ainsi la pénétration de l'idée et des intérêts de l'hellénisme : des écoles et des églises grecques seraient fondées, dépendant du patriarcat œcuménique.

Les aspirations que la Grèce a sur l'Albanie du sud sont de longue date. Elles firent couler des flots de sang dans le passé et ruinèrent cette contrée.

Même après la guerre mondiale, la question de l'Albanie du sud ne serait pas résolue, si la Grèce n'avait pas été en guerre en Asie Mineure.

Les mêmes motifs qui ont poussé la Grèce à aller chercher des Grecs à Angora l'avaient poussée à en chercher en Albanie, où le gouvernement grec ne cesse d'intriguer.

En accordant son aide à Mufid Libohova, le gouvernement grec s'est assuré ces avantages en Albanie. D'ailleurs l'Angleterre lui garantissait ces avantages — connus sous la dénomination de « Traité de Corfou ».

Mais le gouvernement d'Ahmed Zogou, une fois arrivé au pouvoir, n'a pas tenu ses engagements envers la Grèce et s'est contenté de lui donner seulement l'autorisation d'ouvrir une succursale de la Banque d'Athènes à Durazzo.

Il est vrai qu'Ahmed Zogou ne pouvait en aucune façon accorder une autonomie quelconque à l'Albanie du sud, parce que cela causerait un fort mécontentement à l'intérieur et, au point de vue extérieur, Zogou craint surtout la Yougoslavie, qui, d'ailleurs, ne verrait point d'un bon œil des concessions faites à la Grèce.

La Grèce, pendant longtemps, s'est efforcée de jouer avec l'émigration la même comédie de chantage que la Yougoslavie et l'Italie, mais sans résultat. Ses efforts se répètent de temps en temps, et même dernièrement l'Angleterre a fait quelques efforts pour lui venir en aide.

L'Angleterre a d'ailleurs commencé à faire une propagande dans l'émigration en faveur d'un prince turc au trône de l'Albanie. Celui-ci serait un certain Omer Farouk, fils du dernier Khalife. La Turquie a expulsé la famille du Khalife, abolissant le Khalifat, mais la vieille Albion pense que c'est de bonne politique que d'entretenir l'agitation parmi les réactionnaires turcs et, dans ce but, installer Omer Farouk sur le trône de l'Albanie, d'où il pourrait, peut-être, devenir un jour... Khalife !

Le peuple albanais, qui se trouve actuellement dans de mauvaises conditions politiques et économiques, surmontant toutes difficultés, saura sortir de ce chaos d'intrigues et de la situation malheureuse dans laquelle il se débat aujourd'hui.

Fin janvier 1926.

K. G.

Les démocrates roumains en face du problème national

Dans aucun des pays qui, par les traités de paix, ont été transformés d'Etats nationaux en Etats de nationalités, la situation des « minorités » n'est certainement aussi terrible qu'en Roumanie où, cependant, les minorités nationales, ethniques ou religieuses, constituent à peu près le tiers de la population et, même dans quelques régions, la majorité. La majorité des politiciens de notre pays jette habituellement la responsabilité de cette malheureuse situation des minorités sur l'oligarchie roumaine. Bien entendu, ce ne sera pas nous, nous qui savons ce que signifie la domination de l'oligarchie roumaine pour la Roumanie et pour les Balkans, qui chercherons à en diminuer, si peu soit-il, la responsabilité. Mais donner *seulement* cette « explication » aux souffrances des peuples opprimés de la Roumanie, cela signifie faire preuve d'une évidente myopie et cacher sa propre responsabilité et son impuissance.

Les élections municipales qui auront lieu les 18, 19 et 20 février viennent montrer encore une fois que, à la droite et à la gauche de l'oligarchie mise au poteau par le politicien myope ou démagogue, il faut encore élever deux croix : l'une pour les chefs minoritaires eux-mêmes, et l'autre pour les chefs des partis démocratiques roumains.

On se rappelle qu'aux élections de 1922, — dont est issu l'actuel parlement des lois d'exception et anti-minoritaire et sur lequel repose la « légalité » de l'actuel gouvernement de l'état de siège et des bandes fascistes et antisémites —, à ces élections parlementaires de 1922 les chefs des partis et organisations minoritaires (des Hongrois, des Allemands et, en partie, des Juifs) ont pactisé avec l'oligarchie libérale. Aux élections des Chambres Agricoles, d'août 1925, les magnats et comtes hongrois, les politiciens opportunistes et carriéristes allemands, les grands propriétaires terriens et spéculateurs juifs et bulgares, et les ex-nobles russes ont fait front commun avec les partis oligarchiques, libéral et populiste (des M^{rs} Bratianu et général Averescu) contre les partis de l'opposition unie. On aurait pu croire que la défaite de ce bloc réactionnaire oligarcho-« minoritaire » — d'ité en grande partie au fait que les masses minoritaires ont voté elles-mêmes contre ce bloc — aurait dû ramener « à la réalité » les chefs des partis minoritaires. Telles étaient au moins les illusions des chefs des partis démocratiques roumains.

Mais cette fois encore, aux élections municipales, et au grand ébahissement de ces chefs désorientés, qui « ne comprennent

plus rien », la logique de classe a tout naturellement vaincu la logique de race. Les éléments minoritaires féodaux, bancaires, etc. qui ont réussi à monopoliser à l'aide de la terreur la direction des partis et des organisations minoritaires — ces éléments minoritaires se sentent plus près de l'oligarchie roumaine que de la masse de leurs propres co-nationaux opprimés. Et, cette fois encore, aux élections municipales, l'oligarchie roumaine fera aux éléments minoritaires quelques concessions aux dépens des masses populaires (dispense d'expropriation d'un nombre de grandes propriétés rurales, dispense de « nationalisation », c'est-à-dire de roumanisation d'un nombre d'entreprises minoritaires, etc.), pour que, en échange, les « chefs » des minorités vendent à l'oligarchie roumaine les intérêts vitaux nationaux, économiques, politiques et culturels des paysans, des ouvriers, des artisans, des petits commerçants et des intellectuels minoritaires. Le bloc électoral oligarcho-« minoritaire » est renouvelé.

D'ailleurs, ce n'est pas seulement sur la tête des chefs « officiels » de la droite des minorités que tombent ces crimes de trahison contre les intérêts des nationalités subjuguées de Roumanie. La gauche, les personnalités démocratiques minoritaires et les politiciens minoritaires, ont la même responsabilité. Qu'ont-ils donc fait, pour arracher les partis et organisations minoritaires au monopole et à l'influence des magnats, banquiers, politiciens carriéristes minoritaires et pour unir ces partis et organisations en un front-unique contre l'oligarchie roumaine ? Rien ! Ils n'ont développé aucun programme, n'ont précisé aucune ligne de conduite claire et courageuse, ni pour eux-mêmes ni pour les masses minoritaires ; ils n'ont jamais eu, et moins que jamais à des moments décisifs comme celui d'à présent, aucune attitude politique distincte de celle de leurs collègues de droite, alliés ouverts de l'oligarchie roumaine. A leur existence politique, ces démocrates minoritaires n'ont donné qu'un seul contenu : « négocier » avec leurs collègues dirigeants des partis minoritaires, mendier d'eux des déclarations solennelles mais illusoire, et, en fin de compte, se contenter en réalité de quelque place dans un comité honoraire ou dans une délégation officielle, de quelque poste dans la rédaction d'un journal minoritaire, ou d'un siège dans un conseil d'administration d'une banque ou d'une entreprise industrielle... Les voici, ces démocrates, ces « adversaires » des magnats, devant les élections municipales auxquelles le gouvernement lui-même attribue une signification politique décisive, et du résultat desquelles dépendent en bonne mesure les perspectives prochaines de la politique roumaine. De quel côté sont-ils ces démocrates minoritaires ? Ils sont non pas aux côtés des masses minoritaires, qui veulent le front commun avec les masses roumaines, mais aux côtés des chefs réactionnaires et opportunistes, trahissant les masses minoritaires au nom de la « solidarité internationale ».

Mais, soyons justes : la trahison cynique et ouverte des réactionnaires minoritaires et la trahison hypocrite et lâche des démocrates minoritaires ont été et sont facilités par la politique que les partis oppositionnels roumains eux-mêmes ont mené et mènent dans la question des nationalités. Mais peut-on vraiment parler d'une telle politique ? Quelle est la valeur politique du « pacte » d'Alba Julia, adopté en 1918 sous la pression révolutionnaire et dont parle de temps en temps M^r Maniu, quand, en même temps, M^r Vaida, du même Parti National, se déclare pour un *numerus clausus* « rationnel », parce qu'un *numerus clausus* rationnel est... meilleur que l'actuel, — illégal et clandestin. En d'autres mots, pour le Parti National, le problème des nationalités se pose ainsi : quelle mort te convient-il : être fusillé ou être pendu ? La conception de ce parti roumain, prétendu démocratique et qui est scandalisé du fait que les partis minoritaires ne s'allient pas à lui, est d'arriver par des moyens doux, « civilisés » au même résultat que l'oligarchie roumaine obtient par la terreur.

Et quelle est la tactique des partis démocratiques roumains envers les nationalités ? Elle consiste à chercher à gagner les « chefs » minoritaires, c'est-à-dire les mêmes magnats et banquiers carriéristes qui pactisent avec l'oligarchie roumaine. Les chefs du Parti National ou du Parti Paysan sont-ils jamais allés aux masses minoritaires, chez les paysans, ouvriers, artisans, hongrois, juifs, allemands, ukrainiens, bulgares, russes, pour les mobiliser, pour leur montrer le chemin du salut : l'organisation et la lutte des masses minoritaires contre leurs propres exploités et traîtres nationaux, l'organisation et la lutte des masses minoritaires roumaines aux côtés des masses populaires roumaines contre l'oligarchie ? Non ! Ni les chefs nationaux, ni les chefs agrariens et les social-démocrates ne l'ont fait, par peur des masses en général, et des masses des nationalités subjuguées en particulier, parce qu'ils craignent cette force, encore enchaînée, mais qui seule est capable d'abattre l'oligarchie tyrannique, parce qu'ils ont peur — par étroitesse de vue et par chauvinisme — d'« indisposer » les chefs minoritaires d'abord, le « facteur constitutionnel décisif » ensuite, c'est-à-dire le roi, qui, serviteur de l'oligarchie, ne voit pas d'un bon œil un geste qui minerait les dirigeants oligarcho-minoritaires.

La politique des partis démocratiques roumains envers les nationalités subjuguées, n'est que la contre-partie de leur politique

envers les problèmes vitaux des masses populaires roumaines elles-mêmes. Leur politique envers les nationalités apparaît donc nettement comme une partie logique de leur politique générale.

N'est-il pas alors évident, ce que nous avons affirmé au début : que ce n'est pas dire toute la vérité que de jeter toute la responsabilité de l'oppression économique, politique, nationale, culturelle, religieuse des minorités *seulement* sur l'oligarchie roumaine ? Et n'auront-elles raison, les nationalités subjuguées de Roumanie, quand, au lieu de monuments glorifiants, elles élèveront à côté de l'oligarchie clouée au pilori, deux autres poteaux encore : l'un pour les « chefs » actuels de la droite et la « gauche » des minorités elles-mêmes, et l'autre pour les chefs des partis démocratiques roumains ?

Si les démocrates minoritaires sont sincères et s'ils veulent échapper à la condamnation historique de leur propre nation, ils doivent choisir un seul chemin : qu'ils cessent de pactiser avec les dirigeants de la droite sous le prétexte de « solidarité nationale » ! Les masses minoritaires attendent avec impatience qu'on hisse le drapeau de la révolte contre les chefs traîtres. Que les démocrates minoritaires commencent l'organisation sérieuse de l'aile gauche au sein des partis et des organisations économiques et culturelles minoritaires ! Qu'ils invitent à l'activité politique les larges masses minoritaires pour que cesse le monopole politique des banquiers, spéculateurs et carriéristes ! Que les démocrates minoritaires commencent la lutte au sein des

masses minoritaires pour la réalisation du front unique de ces masses minoritaires avec les masses populaires roumaines contre le bloc oligarchique !

Quant aux chefs des partis de l'opposition roumaine, s'ils veulent vraiment abattre l'oligarchie, ils doivent cesser de chercher à gagner les « chefs » minoritaires ! Qu'ils passent résolument aux côtés des masses minoritaires pour les aider à secouer le joug de leurs propres « chefs » féodalo-opportunistes ! Qu'ils descendent au milieu des paysans, des travailleurs et des couches moyennes roumaines pour les mobiliser contre l'oligarchie et les préserver des infiltrations chauvines et antisémites, et pour contribuer ainsi, dans leur sein, à la réalisation du front-unique avec les masses minoritaires !

Une grande bataille s'approche : les élections parlementaires. Sans un front-unique des nationalités opprimées avec les masses populaires roumaines, l'oligarchie consolidera sa domination exercée. Les démocrates minoritaires et les démocrates roumains — si leur démocratie est autre chose que de la démagogie — doivent montrer maintenant *par les faits* qu'ils comprennent que *l'ennemi mortel commun* des peuples subjugués et des masses exploitées roumaines est l'oligarchie, et que seule la *lutte commune* des masses minoritaires et roumaines pourra abattre cette oligarchie et amener la libération politique, nationale et économique des classes exploitées et des peuples opprimés en Roumanie.

J. Mateescu

REVUE DE LA PRESSE

Presse bulgare

La déclaration de l'émigration politique bulgare en Yougoslavie

Notre grand ami Henri Barbusse qui, on le sait, a fait récemment un voyage d'étude dans les Balkans, a bien voulu nous transmettre l'intéressant document suivant que lui ont adressé les émigrés politiques bulgares en Yougoslavie, et que nous publions presque in extenso. Ajoutons que ce manifeste, signé en décembre 1925 par les représentants de tous les camps de concentration en Yougoslavie, a été largement répandu en Bulgarie.

« Après de longues et pénibles luttes qui se sont déroulées en Bulgarie et au cours desquelles sont tombées tant de victimes, l'émigration politique bulgare pense que l'heure est venue de faire entendre ouvertement et clairement sa parole devant le peuple bulgare.

« Après le coup d'Etat du 9 juin 1923, le peuple bulgare, surpris, pris au dépourvu — car il ne s'attendait point à cette tournure des choses — et désorganisé par les forces militaires qui se mirent au service du nouveau régime, ne put organiser une résistance générale et vigoureuse dans tout le pays. Pendant les luttes qui s'engagèrent particulièrement en juin et en septembre, des milliers de paysans et d'ouvriers, pour sauver leur vie, se virent obligés de franchir la frontière yougoslave, et devinrent des émigrés politiques. Ce fut ainsi que se forma l'émigration bulgare en Yougoslavie.

« Le gouvernement actuel bulgare n'a pas de crédit au dehors, parce qu'il ne jouit pas de la confiance de son propre peuple. *La masse de l'émigration bulgare en est une preuve éloquente.*

« La question des émigrés est non seulement une question douloureuse pour le peuple bulgare, mais aussi une question épineuse pour le gouvernement bulgare. Aussi, par une parodie d'amnistie, le gouvernement de Tsankoff essaya-t-il de faire rentrer ces émigrés. Ceci se fit en janvier 1924, puis en mai et en août de la même année.

« Une partie de ces malheureux, ne pouvant plus supporter la lourde croix de l'émigration, torturés par la nostalgie, retournèrent en Bulgarie.

« Les émigrés rentrés en Bulgarie furent soumis aux injures et aux humiliations les plus indignes. Ils furent contraints à déclarer se repentir de leurs actes et à renier leur passé — on les obligea à commettre des actes de trahison, à maudire publiquement la mémoire de leurs proches parents tombés sous le couteau et sous les balles du gouvernement actuel. Toujours soupçonnés, toujours suspectés, ils furent constamment traqués par les autorités.

« Nul doute, que le désir de rentrer dans leur patrie est très vif chez les émigrés, mais comment s'y prendre pour le faire ? Le gouvernement est prêt à accorder de nouveau une amnistie — pareille à l'autre. Mais quelle est la paix qu'il nous offre ? Tsankoff veut nous imposer une « paix » au moyen de laquelle il pourra supprimer ses adversaires politiques. C'est la paix du vainqueur, du satrape enivré par ses victoires. Il se trompe. Il ne pourra pas nous imposer une pareille paix, car cela signifierait notre anéantissement complet, la continuation des injustices et des oppressions sous lesquelles gémit le peuple bulgare.

« Nous sommes prêts à avouer ouvertement et clairement devant le monde entier que dans ce combat titannique pour le droit et la liberté, les forces du peuple furent plus faibles que celles des policiers fascistes du gouvernement, que la victoire fut du côté de la réaction. Nous subîmes de grandes défaites, de grandes pertes. Nous perdîmes des milliers et des milliers de camarades, de guides vaillants, qui avaient pourtant bien mérité de la patrie. *Mais nos idées étaient justes, nos désirs étaient honnêtes, parce que nous voulions du pain, une existence humaine, la liberté, la paix, un gouvernement démocratique.*

« Cependant, tout en reconnaissant franchement notre défaite, nous ne renonçons absolument pas à la lutte, parce que, le bon droit étant de notre côté, nous sommes persuadés que la victoire le sera aussi. Le droit de lutter légalement pour ses idées est un droit légitime et essentiel de chaque citoyen, et chaque gouvernement a le devoir de garantir ce droit. Tsankoff n'est pas de cet avis. Il pense nous anéantir moralement, du moment qu'il n'a pas pu nous anéantir tout-à-fait, physiquement.

« Sans un changement radical dans la politique du pays, il n'y aura ni paix, ni sûreté, ni de développement économique.

« L'amnistie qu'on nous offre en devra pas être un pardon, une grâce ; elle devra être une réconciliation, un oubli, sans doute, mais aussi le mot d'ordre pour la reconnaissance des droits, de la liberté du peuple bulgare.

« Malgré les déclarations du gouvernement bulgare que le front des émigrés serait percé, malgré les nombreux agents de la légation bulgare envoyés parmi les émigrés pour les désagréger, malgré les énormes sommes — des millions de lewas bulgares — dépensées pour les corrompre, 23 émigrés seulement sont rentrés en Bulgarie depuis le mois de septembre jusqu'aujourd'hui, tandis que, dans ce même laps de temps, 147 personnes se sont enfuies de la Bulgarie et sont venues grossir le chiffre des émigrés. Que le gouvernement en tire les conclusions !

« L'émigration a déjà l'expérience amère du passé. Elle ne voudra pas être obligée sous des pressions inhumaines à demander grâce et à ne pas savoir jusqu'à quand elle sera encore traquée par la police.

« Non, cette forme d'amnistie, cette forme de son application ne constitue pas la voie juste pour résoudre la question des émigrés. Il faudra une paix digne, une paix dans laquelle il ne devra y avoir ni vainqueurs, ni vaincus, une paix qui assure à ceux qui retourneront des conditions possibles de travail et la liberté politique.

« Nous voyons, dans les états européens avancés, qu'après des guerres civiles l'amnistie est ordinairement proclamée, que les adversaires politiques se donnent une amnistie mutuelle et réciproque pour que la vie se normalise. Qui ne comprend pas cela, ne comprendra jamais les nécessités de la situation actuelle. Pour que l'amnistie soit réelle, elle doit être entière, sans conditions ; elle doit embrasser tous les « délits » politiques, faire tomber tous les gibets, faire ouvrir toutes les portes de toutes les prisons, devant les milliers de martyres qui y languissent. Pour que les émigrés puissent retourner dans leur pays, il faut qu'ils soient sûrs de leur vie, de leur dignité d'hommes et de citoyens, il faut qu'ils soient sûrs de pouvoir travailler et vivre en tranquillité. Il faut que cette abominable loi sur la défense de l'Etat soit supprimée, parce que des organisations démocratiques participant dans les luttes depuis trente années ne peuvent pas être considérées comme des éléments destructeurs. La loi sur la défense de l'Etat ne peut pas supprimer les mouvements

populaires ; au contraire, elle fournit les éléments et les conditions pour que ces luttes prennent des formes illégales. *La dite loi n'a pu également pas mettre fin ni à l'effusion du sang, ni aux révoltes, ni aux attentats. Ce fut après la promulgation de cette loi qu'ont eu lieu les plus grands désordres, les plus grandes révoltes.* Les légendes de l'existence d'éléments destructifs ne sont mises en circulation par le gouvernement actuel que pour essayer de justifier sa réaction. *Or, la démocratie doit supprimer cette loi.* Sans cela, il n'y aura pas de solution équitable de la question des émigrés, il n'y aura pas de liberté pour le peuple, pas de pacification pour le pays.

» L'émigration politique bulgare, sans distinctions de partis, dans de nombreuses réunions convoquées spécialement à cet effet, prenant en considération tout ce qui a été dit plus haut, *déclare qu'elle est prête à rentrer en Bulgarie si les conditions nécessaires pour sa sûreté et pour son existence politique y sont créées.*

» Elle considère comme nécessaire, à cet effet :

1° *Une amnistie politique pleine et entière sans conditions pour tous les délits politiques, amnistie des poursuites, des peines, des amendes, des confiscations, etc.*

2° *La mise en liberté de tous les prisonniers politiques.*

3° *L'abolition de la loi sur la défense de l'État et la pleine et entière liberté pour chacun de confesser et de propager librement ses idées politiques.*

» Sous ces conditions, l'émigration politique en Yougoslavie et dans beaucoup d'autres pays pourrait retourner en Bulgarie ; les prisonniers libérés reprendraient leurs besognes paisibles, des milliers de vieux parents, de femmes, d'enfants retrouveraient leurs fils, leurs époux, leurs pères ; le pays se pacifierait, et la vie reprendrait sa voie normale. »

Terreur et vandalisme

Dans la presse légale bulgare il existe une rubrique, ouverte depuis que la Ligue Militaire est au pouvoir. Avec le changement de Tsankoff cette rubrique ne fut pas suspendue. Elle existe toujours, et d'innombrables faits sur la terreur, les bastonnades, les violences et les meurtres accomplis sur les citoyens bulgares, y sont insérés journellement. Dans un télégramme publié dans les journaux *Narod* et *Radical* du 10 février 1926, nous lisons ce qui suit :

« *Litakovo* (arrondissement d'Orkhanié). Au ministre Liaptcheff.

» En pleine nuit entre le 3 et le 4 de ce mois, notre parent et co-villageois Ilia Moneff fut perforé par une cartouche dans son lit, entre ses enfants et sa femme. Depuis le 9 Juin jusqu'à ce moment nous sommes en alarme et en effroi. Trouvez l'assassin et sauvegardez nos vies.

» Pourquoi avons-nous combattu pour la patrie, puisque nous ne sommes pas sûrs du lendemain ? Huit cents familles sont indignées. Dits-nous : comment et où faut-il aller pour sauver notre existence. »

Pour l'Assemblée attristée : (suivent les signatures de 54 paysans).

Même les agrariens de droite contre Liaptcheff !

« Le Conseil Suprême Fédéral de l'Union Nationale Agraire dirigée par K. Tomoff, G. Markoff et St. Omartehevski, vota, dans sa séance du 9 février, une résolution sur la situation politique en Bulgarie, où il est dit :

PARTIE ALLEMANDE

Die französische öffentliche Meinung und der Faschismus auf dem Balkan

Die Meetings, die neulich in Paris stattgefunden haben und in welchen die Untaten der balkanischen Regierungen aufgezeigt wurden, haben die französische und die westeuropäische öffentliche Meinung aufzurütteln begonnen ; und das war wirklich notwendig. In einer dieser Versammlungen, in der es darum ging, die Handlungen der rumänischen Regierung in Bessarabien zu brandmarken, ergriff ich das Wort und, vor einer vor Erregung zitternden Menge, gab ich eine Darstellung des Faschismus im Südost-Europa. Und ich habe feststellen können, wie sehr dieses Publikum, in dem der Fabrikarbeiter neben dem Intellektuellen stand, an den Leiden des rumänischen, bulgarischen, jugoslawischen und griechischen Proletariats Anteil nahm, dieses Proletariats, das unterdrückt wird von den agrarischen und kapitalistischen Oligarchien, die vor den barbarischsten Mitteln nicht zurückschrecken.

Falls sich solche Meetings in allen größeren und großen Städten Frankreichs wiederholen würden, könnten die besten Resultate erzielt werden. Was den arbeitenden Massen fehlt,

« Le Conseil Suprême Fédéral juge que la situation politique du pays est toujours anormale et *chaotique*, que la croissante crise financière et économique a paralysé l'initiative privée et étatique, par suite de quoi le pays est à la veille de l'écroulement économique et financier ; que le gouvernement actuel, issu et soutenu par un seul parti politique, n'est pas en état de remédier à la situation intérieure et extérieure si critique du pays.

» Le Conseil Suprême Fédéral trouve : qu'uniquement la formation d'un gouvernement d'une large coalition ayant pour devoir de faire des élections libres, sera en état de créer les conditions pour une administration intérieure normale et pour l'affermissement international de la Bulgarie, que la confiance et le secours financiers réels des démocraties des peuples occidentaux sont indispensables pour sortir de l'insupportable situation économique. »

(Du *Radical*, du 10 février 26)

Presse française

La « Grande Yougoslavie »

Une très curieuse réunion a été tenue, raconte l'*Agence des Balkans*, les 19 janvier à Paris, café Soufflet, entre les étudiants bulgares et yougoslaves. Quelques ouvriers des deux pays étaient aussi présents.

Le but de la réunion était la fondation d'une « Ligue pour le rapprochement de la Bulgarie et de la Yougoslavie ». Diverses opinions étaient représentées dans l'assistance, mais les organisateurs étaient des partisans des gouvernements actuels de Bulgarie et de Yougoslavie.

Des réunions préparatoires avaient eu lieu, mais la Ligue n'était pas encore formée.

L'un des orateurs a déclaré que certains étudiants bulgares ne se souciaient que de soutenir la politique de M^r Tsankoff. Il a ajouté que la question centrale était celle de la Macédoine, et a demandé aux organisateurs s'ils répudiaient toute prétention sur la Macédoine et toutes relations avec les Macédoniens autonomistes.

Un autre orateur, M^r Alexief, croyons-nous, a déclaré que la question macédonienne ne peut empêcher le rapprochement. — Il s'agit de rapprocher les deux royautes.

Un Yougoslave a dit que la propagande importait par dessus tout ; il a donné en exemple la tactique de Stamboliisky qui allait de village en village, parlant aux paysans.

D'autres orateurs ont fait l'éloge de Stamboliisky.

On a entendu, d'autre part, la critique du projet de fondation de la Ligue, présentée par un assistant qui a préconisé le rapprochement de toutes les nations balkaniques. « La question macédonienne, a dit cet orateur, n'a pas seulement un aspect yougoslave, mais aussi un aspect grec. Il y a d'autres problèmes : Dobroudja, Thrace, Albanie. Ce qui caractérise la question macédonienne, c'est le mélange des races. Un grand Etat yougoslave laisserait subsister le problème grec en Macédoine. Les autres Etats balkaniques seraient jetés dans les bras des grandes puissances. »

La conclusion de cette intervention fut pour la création d'une Fédération Balkanique.

Un Macédonien a appuyé la même thèse, disant qu'en effet la population macédonienne n'est pas seulement yougoslave.

A noter qu'un député bulgare, M^r Yordan Gancheff, du parti gouvernemental-fasciste, a été accueilli aux cris de : Assassin !

Un assistant a de nouveau préconisé la Fédération Balkanique. L'accord n'a pu se faire, et le débat a été ajourné.

ist weder der gute Wille, noch der Solidaritätsgeist, noch der Haß der Reaktionen — es ist die Kenntnis der Tatsachen. Denn, man muß es gestehen, die Bemühungen, die bisher gemacht wurden, um diese Unkenntnis zu erhellen, waren ungenügend.

Das französische Publikum hat bisher über die Verhältnisse in den Ostländern einen sehr unklaren, undeutlichen Begriff gehabt. Und seit dem Kriege hat sich diese Kenntnis noch mehr verringert. Die neue Geographie der Balkanhalbinsel, seit der Quasi-Vertreibung der Türkei aus Europa, ist lediglich noch eine Studie von Spezialisten. Die Veränderungen, die sich dort in der Gestaltung von Rumänien, Griechenland etc. zgetragen haben, werden von der Masse nicht recht gut verstanden. Manche glauben, daß es sich dort um ganz kleine Länder handelt, die bevölkert sind wie die Schweiz oder Dänemark, während dieselben in Wirklichkeit Bevölkerungen von 10 bis 13 Millionen haben. Die Massen wissen nicht, daß dort nationale Minderheiten unterdrückt werden, wie einst in Deutschland, in Österreich-Ungarn und in Rußland, und daß ungeheure Volksmassen sich an der Idee der sozialen Befreiung berauscht haben. Die ganze Belehrung des Volkes in diesen Tatsachen ist noch durchzuführen.

Dieses Publikum weiß ebenfalls nicht, daß die blutigen Konflikte von morgen aus dieser balkanischen Gegend stammen können, dort, wo, ganz wie früher, hinter den Königen und den Diktatoren die Einflüsse, die Intrigen, die Provokationen der Großmächte ständig ihr Spiel treiben. Und dennoch kann der ignoranteste Bewohner dieses Kontinentes nicht vergessen, daß der Weltkrieg 1914 einem Streite zwischen Serbien und Österreich-Ungarn entsprungen ist, und daß der Balkankrieg von 1911—1912 zu wiederholten Malen schon einen allgemeinen Brand beinahe entfacht hätte.

Die Presse hat in dieser Beziehung eine unheilvolle Rolle gespielt.

In den Spalten der meisten Zeitungen erscheinen die rumänischen, die bulgarischen, die griechischen, die jugoslawischen Angelegenheiten nur, wenn sich ein aufsehenerregender Fall ereignet, so z. B. der italienisch-griechische Zwischenfall von Korfu oder der griechisch-bulgarische Konflikt von Petritsch. Es hat sehr viel Mühe gekostet, in der sogenannten Linkspresse die Nachricht vom Prozeß in Tatar-Bunar erscheinen zu lassen, so daß das große Publikum, welche auch seine Tendenzen sein mögen, über diese Gegenden nicht besser informiert ist als über die parlamentarischen Streitigkeiten in Venezuela oder in Ekuador. Es läßt aber durchblicken (in einer mehr oder weniger konfuse Form), daß der europäische Friede durch eine oder die andere der Diktaturen, die jetzt den Balkan beherrschen, morgen schon gefährdet werden kann.

Alle Schreckenstaten des balkanischen Faschismus sind diesem Publikum sorgfältig verheimlicht. Die auswärtige Politik mancher Zeitungen ist von ihrem finanziellen Budget diktiert. Man versteht wohl zur Genüge, was ich sagen will. Und je mehr der Preis des Papierses steigt, desto mehr nehmen das finanzielle Budget und die bezahlten Ankündigungen in den Augen der Direktoren, der Verwalter und der Aktionäre an Bedeutung zu. Wenn man nicht allzu öffentlich einen Liaptschew oder einen Pašić oder einen Pangalos verteidigen will, breitet man über sie den Mantel des Schweigens und vermeidet man es so, sie zu kränken, indem man Sachen erwähnt, die allgemein bekannt sind. Gewisse Zeitungen leben nur von politischen Subventionen. Das ist das große Unheil der französischen und manchen fremden Pressen. Jedesmal, wenn der Finanzminister von Rumänien oder von Bulgarien nach Paris kommt, gewähren ihnen die großen und die kleinen Zeitungen eine Publizität, die nicht unentgeltlich ist und die sogar auf den Budgets in Sofia und in Bukarest sicherlich sehr schwer lastet.

Dies ist der Grund, daß das Publikum so schlecht informiert ist. Lange hat es nur mit einer gewissen Skepsis an die Entwicklung des Faschismus in Bulgarien und in den anderen Ländern geglaubt. Phrasen, dichte es, Hyperbeln der Druckschwärze, Orgien der Parteisprache! Niemals wurde Tsankoff in seinem wirklichen Lichte gezeigt. Niemals wurde die Herrschaft der rumänischen Liberalen in seinem wahren Charakter enthüllt.

Als Tsankoff vor einigen Wochen fiel und ihm Liaptschew folgte, hat sich die große Presse wohl gehütet, der Öffentlichkeit zu zeigen, daß die Militärliga und die Partei des organisierten Mordes weiter die Macht innehatten. Man bildet sich immer ein, daß die bulgarische Regierung wie diejenigen Englands oder der Schweiz funktioniert, trotz der Methoden dieser Regierung, wie sie sich der Opposition entledigt: die arbeitende Klasse, die kleinen Bauern werden vergiftet, erschossen, vom Norden bis zum Süden des Balkans. Die Zeitungen des Kapitalismus decken alle Verbrechen mit einem hartnäckigen Schweigen.

Ich lege Wert darauf, es hier zu wiederholen: die französische öffentliche Meinung, selbst diejenige, die den Unterdrückten aller Kategorien Sympathie bezeigen, fängt erst jetzt an, vom balkanischen Terror Kenntnis zu haben. Um ihr die nötige Kenntnis der Tatsachen zu verschaffen, muß man ihr immer mehr Nachrichten zukommen lassen, mit Worten, mit der Feder. Es wäre aber kindisch, für diese Enthüllungen auf die große Presse zu rechnen, denn sie steht unter dem „Einfluß“ von Belgrad, von Sofia, von Bukarest — wie von Mussolini. Es müssen andere Verbreitungsmittel verwendet werden.

Paul Louis

Terror in Jugoslawien und der Saloniki-Prozeß

Der Prozeß der Auflösung der ganzen Politik in der Monarchie Karadjeordjević datiert vom Saloniki-Prozeß. Seit dem 13. Juni 1917, d. h. vom Tage der Erschießung des Obersten Dimitrijević Apis, wurde ein raffiniert organisiertes System von Gewalttaten aufgerichtet, das heute in Jugoslawien herrscht. Das Ziel dieser Gewalttaten ist folgendes: das Volk und die öffentliche Meinung von der Forderung einer Revision des Saloniki-Prozesses abzulenken. Die Revision desselben ist von einem viel größerem Umfange, als es die Dreyfuß-Affaire in Frankreich war, und ihre Durchführung würde das ganze arbeitende Volk gegen das mörderische monarchistische System auf-

wiegeln. Die Revision des Saloniki-Prozesses würde bestimmt die jugoslawisch-militaristische Monarchie stürzen und König Alexander Karadjeordjević hätte das gleiche Schicksal wie Louis XVI., weil er mit seinen Untaten die Könige der ganzen Welt weit übertrumpft hat.

Seit dem Tage, da in Korfu die königlich-serbische Regierung jenes infame Communiqué ediert hat, daß die „Schwarzhänder“ verhaftet sind und verurteilt werden, weil sie die Saloniki-Front der austro-deutschen Armee „übergeben“ wollten, ist eine vollständige Demoralisierung der Macht entstanden. Alle staatlichen Organisationen befinden sich seit dieser Zeit im Zerfall. Nur die Armee hütet noch teilweise ihr inneres festes Gefüge, weil sich noch keine Gelegenheit zeigte, um auch mit ihrer Desorganisation zu beginnen.

In Jugoslawien besteht „Verfassung“ nur auf dem Papier und in Worten. In diesen acht Jahren seit der Erschießung des Obersten Dimitrijević Apis bis heute ist es nicht möglich, auf einen einzigen Tag einer kapitalistisch-monarchistischen Legalität hinzuweisen. Die königliche Regierung hat ihre Gesetze in „Obznanas“ und polizeiliche Plakate, die in den blutigsten Gesetzgebungen des Mittelalters figurieren können, umgewandelt.

In diesen letzten Tagen anlässlich der Budgetdebatte in der Belgrader Nationalversammlung haben alle oppositionellen Parteien diese Tatsache zugegeben. Sie dürfen aber nicht und können keinen Kampf gegen diese korrumpierte Monarchie auf Grundlage einer Revision des Saloniki-Prozesses führen, weil sie vom Ersten bis zum Letzten gewöhnliche Feiglinge sind, und andererseits hat die Monarchie eine Mehrheit des Offizierskorps für sich zu gewinnen verstanden. Deshalb führt die kapitalistische Opposition aus Furcht vor einer vollkommenen Staatskatastrophe den Kampf auf einem anderen Terrain, und zwar auf folgenden vergeblichen Forderungen: Ausgleich und Verminderung der Steuern für alle Länder und Nationalitäten, weiters eine präzise Finanzpolitik des Sparens. Nun ist es unmöglich, der bevorstehenden Katastrophe des Königreiches SHS. zu entgehen, weil es ausgeschlossen ist, in diesem Staate das Gleichgewicht der Finanzpolitik wiederherzustellen, da der Kredit für die Armee mehr als die Hälfte des Staatsbudgets verschlingt (sechseinhalb Milliarden Dinar).

Der Staat baut seine Beamten ab. Er kann sie nicht mehr bezahlen, da in seinen Kassen kein Geld mehr liegt. Die auswärtigen Staaten geben an Jugoslawien keinen Kredit, weil die Kampagne für die Revision des Saloniki-Prozesses einen internationalen Charakter angenommen hat. Die fremden Kapitalisten geben kein Geld für einen Staat, der auf gläsernen Füßen steht.

Die regierenden sowohl wie auch die oppositionellen Parteien sind korrumpiert und diskreditiert. Um ihre Greuelthaten nur etwas zu bemänteln und einen Schein von Autorität dem Staate zu verschaffen, verhaften sie unentwegt und zwingen der Welt Lügen auf, verfolgen, richten und morden. Prozesse um Prozesse. Einmal gegen die Arbeiter, das andere Mal gegen die Kroaten, dann wieder gegen die mazedonischen und montenegrinischen Bauern, bis endlich dieser letzte schreckliche Angriff auf die Arbeiter und ihre Führer erfolgte. Dieselben Vorbereitungen wiederholen sich, dieselben Anschuldigungen, dieselben offiziellen Communiqués wie zur Zeit des Saloniki-Prozesses, weil die Bourgeoisie weiß, daß die kommunistische Partei eine Partei der vorgeschrittenen Klasse und der Revolution ist. Aber so wie bei den früheren Verfolgungen zeigt sich auch heute das jugoslawische Proletariat während der jetzigen Gewalttaten genug stark und kampffähig, mächtig und entschlossen für die Erreichung und den Sieg seiner Forderungen.

Da in der radikalen Partei ein Gegensatz zwischen Pašić und Ljuba Jovanović wegen des Saloniki-Prozesses besteht, da alle übrigen kapitalistischen Parteien so wie die oben genannte diskreditiert sind, da die Nationalversammlung keine Autorität genießt und keine Rolle im öffentlichen Leben spielt, so hat die militaristische, kontrarevolutionäre Organisation „Weiße Hand“ beschlossen, eine andere Autorität nach dem Beispiel Italiens, Spaniens oder Griechenlands zu schaffen. Und tatsächlich sucht die „Weiße Hand“ im Wege ihres Organs „Politischer Bote“ einen „neuen Mann“. Sie sagt: Dieser neue Mann muß der König sein. Die Bedeutung dieser zwei Worte „neuer Mann“ ist folgende: Der König und General Peter Zivković bereiten eine neue Periode von einer Militärdiktatur, vor eine persönliche Diktatur, die gleichzeitig eine kapitalistische ist.

Jetzt brennt die Frage, ob Pašić ruhig, ohne einen Kampf die Macht aus seinen Händen lassen wird. Wir behaupten das Gegenteil. Er wird dies schon aus dem Grunde nicht tun, weil er weiß, daß der König und Peter Zivković bei der Ermordung Apis persönlich kompromittiert sind. Durch diese Kenntnis hat Pašić eine bestimmte Zahl von „Weißhändlern“, mit denen er auch früher, während der Vorbereitung des Saloniki-Prozesses, geheim mitgearbeitet hat, für sich gewonnen. Der Saloniki-Prozeß hat die „Weiße Hand“ in zwei Lager geteilt: in Pašićianer und Alexander-Anhänger. Die ersteren sind mehr, die letzteren weniger kompromittiert. Aus dieser Spaltung der „Weißhändler“

in zwei Lager ergibt sich, daß beim ersten Zusammenstoß eine vollständige Deroute der Armee eintreten muß.

Da nun der Angelpunkt des Kampfes zwischen Alexander und Pašić im Saloniki-Prozeß liegt, so ist es für jene, die sein wirkliches Wesen genau kennen, nicht schwer, die Entwicklung der politischen Situation in Jugoslawien im voraus zu erraten. Sie wird zweifelsohne so ausschauen, wie wir in unserem Artikel „Radić an der Macht“ vorausgesagt haben: Aufstand von unten oder ein Militärstaatsstreich von oben (von Seiten Pašić oder Alexanders, wobei einer von beiden unterliegen muß).

Das Opfer dieses Zusammenstoßes Alexander-Pašić würde diesmal die kommunistische Partei, weil sie sich fürchten, daß diese die oben geschilderten Gegensätze revolutionär ausnützen könnte.

„Die Balkanföderation“ hat einigemal hintereinander über die Bedeutung des Saloniki-Prozesses geschrieben. Wegen dieser neuesten Verfolgungen von Arbeitern und kommunistischen Kämpfern wird sie abermals mit neuen Enthüllungen von Gewalttaten, die sich auf König Alexander, Ministerpräsident Pašić und den Minister des Auswärtigen Ninčić beziehen, vor der Öffentlichkeit treten.

Diese Enthüllungen werden eine neue Sensation für die europäische Öffentlichkeit bedeuten und die Lage dieser drei Genannten schwer erschüttern.

M. Dubravić

Die Wrangelisten in Bulgarien

Nach dem Weltkrieg und auf Ersuchen Frankreichs gewährte Bulgarien Gastfreundschaft den bewaffneten Truppen des Generals Wrangel. Diese hatten sogar ihren offiziellen Vertreter, welcher das Palais der russischen Botschaft in Sofia bewohnte, einen gewissen Herrn Petriaeff. Die Wrangeloffiziere paradierten lange mit ihren Uniformen in den Straßen der bulgarischen Hauptstadt.

Als Stamboliisky an die Macht kam, verbot er den Wrangelisten, die Uniform zu tragen, und zerstreute sie in die Provinzen, wo manche von ihnen sogar unter polizeiliche Aufsicht gestellt wurden, was diese wüsten Gegenrevolutionäre in Wut brachte und einige von ihnen verleitete, sich dieser Aufsicht zu widersetzen.

Es waren schwere Zeiten für die Wrangelisten. Bei der Messe von Sofia kamen sie, sehr schlecht gekleidet, bettelten um Arbeit zu sehr niedrigen Löhnen und drückten auch auf diese Weise die Normallohnsätze sehr herab. Offiziere mit ihren Familien logierten in alten Wagons, außerhalb der Stadt, fluchend den Bolschewiken in ihrem Lande.

Diese Wrangelisten waren es, denen die faschistischen Verschworenen des 9. Juni 1923 Waffen gaben, um den Widerstand der Bevölkerung in manchen Gegenden des Landes zu brechen und um, während der September-Ereignisse, die Bauern und die Kommunisten zu morden. Und die Wrangelisten wurden die unbarmherzigsten, die wildesten Mörder, da sie sich an den bulgarischen Bauern und Kommunisten für die russischen Kommunisten rächten.

Zur Belohnung ihrer wertvollen Dienste hat die Regierung von Tskoff alles getan, um ihre Lage zu bessern. Eine große Zahl von Offizieren erhält heute noch Pensionen und die Hauptstadt ist mit Wrangelisten überschwemmt. Die Wrangelschen Familien bewohnen jetzt reiche Gemäcker und bilden einen Teil der „höheren“ Gesellschaft, da die Frauen der Minister Russeff und Wolkoff Russinnen sind. Bei der Messe sieht man noch immer die Wrangelisten, aber es sind sehr wenige und nicht mehr in Lumpen.

In Pernik (eine kleine Stadt bei Sofia, wo sich das große Kohlenbergwerk befindet) geben die Wrangelisten der Stadt ein vollkommen russisches Gepräge. Das habe ich voriges Jahr bei einem Besuche gesehen. Bei jedem Schritte begegnete ich Wrangelisten. Die Grubenarbeiter waren meistens Wrangelisten. Viele von ihnen standen in Diensten der Verwaltung. Und während die bulgarischen Arbeiter schüchtern und bescheiden

aussahen, waren die Wrangelisten arrogant und schauten mit Verachtung auf ihre bulgarischen Kameraden.

Dem wrangelschen Arbeiter ist alles erlaubt: er kann spät kommen, sehr wenig arbeiten — sagte mir ein bulgarischer Arbeiter mit einem Seufzer.

Abends, im Theater des Werkes, organisierten die Wrangelisten eine Vorstellung. Die bulgarischen Offiziere und Unteroffiziere verkauften Karten . . .

Am nächsten Tage, nachmittags, gab es ein Pferderennen mit russischen Pferden einer besonderen Rasse, die man „Djikitowka“ nennt, und nur die kosakischen Reiter der Wrangelarmee durften daran teilnehmen — die Wrangelisten in Pernik bilden ein Bataillon mit verschiedenen Waffengattungen.

In den Straßen, in den Restaurants, überall nur Wrangelisten!

Als ich sie so sah, als ich dem Rennen beiwohnte, als ich des Nachts die Gesänge der betrunkenen Wrangelisten hörte, vergaß ich, daß ich mich in einem bulgarischen Lande befand.

Pernik, mit ihren wohlbewaffneten Wrangelisten, ist eine wahre Hochburg für unsere Faschisten. Das stimmt alles sehr nachdenklich.

Die Gesamtzahl der Wrangelisten in Bulgarien beträgt ungefähr 40.000 Mann. Es ist eine ganze Armee im Dienste der Diktatur! Und die Wrangelisten haben das volle Bewußtsein ihrer privilegierten Situation.

In einem Moment, wo nur der Name der Polizei, „der öffentlichen Sicherheit“, alle bulgarischen Bürger zittern läßt, hat es ein Wrangelist letztthin gewagt, einen Inspektor dieser Polizei in Sofia zu erschlagen.

Ein Beispiel aus der Mentalität der Wrangelisten in Bulgarien. Vergangenen Sommer bestellte ich einen wrangelschen Arbeiter, um einige Reparaturen in meiner Schule ausführen zu lassen. Es war ein intelligenter Mann, früherer Techniker in der Eisenbahnverwaltung Rußlands. Während er arbeitete, erzählte er mir, daß seine Familie, die sich in Rußland befindet, ihn immer auffordert, nach Rußland zurückzukehren, wo er eine gute Anstellung haben könne. Als ich ihn fragte, warum er denn in Bulgarien als gewöhnlicher Arbeiter bleibe, antwortete er mir:

„Jetzt haben wir es gut hier. Ich bin an der Spitze unserer Arbeiter und kürzlich habe ich beim Arbeitsminister vorgesprochen. Der Minister hat uns seine Unterstützung zugesagt. Nach Rußland zurückkehren? Nein! Ich hasse die Bolschewiken zu sehr, und dann, wir müssen dieses Land besser kennen lernen.“

„Was meinen Sie denn damit?“ fragte ich ganz erstaunt. „Na, wenn einmal Rußland wiederhergestellt wird, wird ja Bulgarien eine unserer Provinzen werden.“

Sehen Sie die Arroganz, die Kühnheit, das einer Bulgarin zu sagen?

Gegenwärtig spielen die Wrangelisten die Tyrannen in Bulgarien und machen auch überall fürchterliche Konkurrenz unseren Arbeitern und vergrößern die Arbeitslosigkeit im Lande.

Es ist höchste Zeit, das kleine Bulgarien von diesen Wrangelisten zu befreien. Dies wäre die Pflicht der Großmächte, die uns dieselben aufgezwungen haben. Von einem Land, das unter der Last schwerster Reparationsschulden keucht, das für die Erhaltung von Hunderttausenden bulgarischer und mazedonischer Flüchtlinge die notwendigen Mittel aufbringen muß, noch zu fordern, daß es 40.000 so wenig sympathische Russen ernähre — es ist wirklich zu viel verlangt!

Oder, hat vielleicht das imperialistische Europa seine Gründe, diese Wrangelisten noch lange in unserem unglücklichen Lande zu lassen? Um ein kleines Volk zugrunde zu richten, das, getäuscht von den 14 Punkten Wilsons, dem Kriege ein Ende gemacht hat . . .

Ich erinnere mich sehr gut an diese Worte, die der Vertreter der Vereinigten Staaten von Amerika pathetisch in einer großen Versammlung aussprach:

„Die Menschheit wird nie den Dienst Bulgariens vergessen, das diesem entsetzlichen Kriege ein Ende gemacht hat!“

Es ist wahr, man vergißt es nicht, dasselbe Bulgarien zu martern!

Anna Karima

PARTIE BULGARE

Финансовото и икономическо положение на Бжлгария под Цанков*)

III

Икономическата криза

Икономическата криза в Бжлгария се разрази, в остра форма, още след общата война. Световната икономическа криза, която избухна в 1920 г., засегна и тая страна. Правителството на Стамболийски не предприе никакви радикални мерки за да облекчи

*) Гл. бр. 35 и 36 на „Балканска Федерация“ (Б. Ред.)

икономическото положение на бжлгарския народ. Народните маси в Бжлгария изнемогнаха под тежестите на непосилните данъци, скъпотията, безработицата и пр. Но, техното положение, може да се каже, беше отлично в сравнение с това, в което те се намират, от като фашистите упражняват своята кървава диктатура.

Какво е днес икономическото положение на Бжлгария? Как живеят народните маси при режима на офицерската лига?

Икономическата политика на правителството Цанков преследваше една ясно определена цел: покровителство на едрата буржуазия и спекулантите. Всячки законодателни мероприятия на това правителство целеха да се премахнат наложените от

правителството на Стамболийски данъчни тежести върху едрата буржуазия и да ѝ се даде пълна възможност свободно да експлоатира народните маси. Обогатявайте се — ето девиза, който издигна фашисткото правителство.

Едри търговци, големи индустриалци, банкери, спекуланти и предприемачи се почувстваха напълно свободни; те се почувстваха с развжрзани ржце. Но, докато тия паразити се ползуваха с развжрзани ржце. Но, докато тия паразити се ползуваха с всички улеснения и привилегии, които държавната власт можеше да им даде, и водеха разгулен живот, то широките народни маси се превиваха под тежестите на създаденото положение.

Безимотните и малоимотни селяни, селската беднотия, която съставлява 80% от цялото население на Бжлгария, прекарваше в страшна мизерия. Бедните селяни, тия които притежават от два до десет хектара земя, бежа принудени миналата година, няколко месеца след новата реколта, да купуват на невжзможно високи цени храни от заможните селяни и брашно от разни лихвари-мелничари. За да платат на държавните бирници, разните дружества, лихварите и на земеделската банка това, което джлжеха, в края на летото миналата година те продадоха своите жита по 6—6½ лева килограма; обаче не се минаха три месеца, и те бежа принудени да купуват същите продукти от същите спекуланти лихвари, на които бежа продали своите жита, по 14 лв. кгр. Благодарение на политиката на фаворизиране на търговците-експортйори, храните от реколтата 1924 г. се изнесоха и требваше да се внасят храни и брашна от Югославия и Америка, за да се изхрани населението, при който внос същите спекуланти направиха големи гешефти.

Има, обаче, две проблеми, които интересуват главно бжлгарското село и по които правителството на фашистите се прояви като едно вражеско правителство спрямо бжлгарските производители. Това са проблемите за захарното цвекло и тютюна.

През последните години производството на захарно цвекло се засили. Десетки хиляди земеделски семейства се занимаваха с него. Цвеклото беше предназначено за петте захарни фабрики в Бжлгария, в които са вложени изключително чужди капитали: французки, белгийски, чешки, австрийски и унгарски. Миналата година фабрикантите имаха в своите складове 22—24 милиона килограма захар — количество достатъчно да задоволи ограничените нужди на бжлгарските консуматори за цялата година. Фабрикантите искаха да платат цвеклото по много ниски цени, а едновременно настояваха да се увеличи митото на внасяната захар. Цените, които фабрикантите искаха да платат за цвеклото бежа много ниски — толкова ниски, че производителите земеделци предпочетоха да се откажат да произвеждат цвекло. Правителството на Цанков се подчини на решението на чуждите капиталисти. Резултатите от това престъпно отношение на правителството към интересите на бжлгарските цвеклопроизводители и към тия на бжлгарските консуматори са следните:

260.000 декара земя, предназначена за производство на цвекло, остана неизползувана, като 50.000 цвеклопроизводители се лишиха от един доход от 500 милиона лева и по тоя начин те и семействата им бежа осждени да гладуват; 5.000 работници и 10 хиляди надничари се лишиха от своята прехрана; държавата изгуби 300 милиона лева от акциз, разни такси и пр., а фабрикантите на захар ще смжкнат от бжлгарските консуматори над 60 милиона лева, понеже продават вече захарта, която имат в своите складове, с 2.20 лв. по-скжпо килограма — в тжжжв размер е увеличено вносното мито на захарта от м. ноември 1925 г. Какво ще бъде положението на цвеклопроизводителите през настоящата година? Ще сеят ли цвекло? Да, гладжт ще ги принуду да сеят, а и правителството се е „споразумело“ вече с дирекциите на фабриките, върху цената на цвеклото, без да пита, разбира се, заинтересованите бжлгарски производители и данжкоплатци. Тая година цвеклопроизводителите ще продават на фабриките своите продукти по 600 лв. един тон (до сега производителите подчуваха по 820 лв.), когато същите тия капиталисти в Чехия платат на чешките пройзводители 300—320 чешки крони или 1150—1200 бжлгарски лева за тон цвекло. Бжлгария при фашистите е сведена до положението да бъде колония на алчния европејски капитализъм.

Това положение предизвика буря от негодувание не само веред селяните и работниците и цвеклопроизводителите, но и веред цялата тжй наречена легална опозиция; това положение вжзмушава даже и някои правителствени хора. Професор Ив. Странски пише в правителствения в. Слово, че „срещу добре организирани и обединени фабрики, ние имаме неорганизираната маса цвеклопроизводители (професор Странски не обяснява защо тая „маса“ е неорганизирана: при Стамболийски същата тая „маса“ беше организирана, а сега не — защото при Цанков организирането на селяни и работници попада под ударите на З. З. З., Б. Р.), за сметка на която преговара държавата“.

Вжпросжт за тютюна е един от най-важните вжпроси, които интересуват бжлгарските селяни и работници. Тютюнжт е един от най-главните земеделски продукти, които се произвеждат в Бжлгария. Производството му през последните години се засили извжрредно много. През 1910 г. е било произведено 6.280 хиляди килограма тютюн; през 1914 г. — е приржединението към

Бжлгария на тютюнопроизводителните центрове Ксанти, Гюмюрджина, Деде-Агач, Кжрджали, Орта-Кйой, в западна Тракия, и Струмица, Петрич, Мелник, Горна Джумая, Мехомия и Неврокоп — в источна Македония, то се е увеличило на 13.530 хиляди килограма; в 1920 г. то е достигнало до 29.390 хиляди, 1923 г. — 44.000 хиляди и в 1924 г. — 38.000 хиляди кгр. Докато в 1910 г. в това производство са били заети 14.247 семейства и в 1914 г. — 46.800, то в 1920 г. техното число е достигнало до 127.000 и в 1924 г. — 204.600 семейства. Има цели райони, като кжрджалийския и петричкия, кждето главният поминжк на населението е тютюневото производство.

В стопанския живот на Бжлгария тютюна представлява главното перо по износа. През 1923—24 година, при общ износ от 4.303 мил. лева, износжт на тютюна е съставлявал 1.295 мил. лева, или 30%, а през 1924—25 г., при общ износ от 5.683 мил. лева, той е съставлявал 2.683 мил. лева, или 47%.

Посочените по-горе данни указват на големата важност на това производство в стопанството на Бжлгария.

Но, кой използва труда на 205.000 производители, които са ангажирани в това производство заедно със своите семейства?

Цените, по които производителите продаваха своите тютюни през 1922 и 1923 г. бежа сравнително задоволителни за тех. Наистина, тютюневите компании правеха всичко вжзможно, за да купят тютюните от производителите на ниски цени, но трудно им се отдаваше това. Правителството на Стамболийски не покровителствуваше тия компании. То даваше преднина на тютюневите кооперации, които почнаха бжрзо да се развиват. Обаче, след като военната лига, при ефикасната парична подкрепа на тютюневите компании, стана господар на положението в Бжлгария, тия последните се почувстваха свободни в своите действия.

Правителството на Цанков не подкрепяше тютюневите кооперации; то беше против тех. А без подкрепата на държавните финансови институти, тия кооперации не можеха да дадат съществена подкрепа на производителите. Тютюневите компании, 10—15 на брой, ржководени от испитани привржженици на военната лига и на Протогеровата организация, в които бежа ангажирани и чужди капитали, разполагаха с големи парични средства и, ползувайки се с подкрепата на разните отговорни и неотговорни фактори на Цанков, се чувстваха всесилни и определяха, както те искаха, цените на тютюните.

С данни ние ще илюстрираме тази си мисъл:

В Горна-Джумая, петрички окржж, през 1922 г. производителите получиха за продадените чрез местната кооперация тютюни от 110 до 130 лева на кгр., когато търговците изплатиха същите качества тютюни от 45 до 70 лева кгр. Сега, същите тия качества тютюни се купуват от тютюневите търговци по 25 лева.

В Дупница, кюстендилски окржж, кждето се произвеждат добри качества тютюни, цените им са били в 1922 г. от 80—100 лева кгр., в 1923 г. — от 30—50 лева кгр., в 1924 г. — от 15—25 лева, а сега — нема никакви купувачи.

С получените от продажбата на тютюните нищожни суми производители трябва да платат наемите за земята (почти всички бежанци в петричкия край обработват тютюните върху взети под наем земи), данжците към държавата, окржките и общинните, данжците на организацията на Протогеров в петричкия край, и част от получените от търговците аванси, за да изхранят себе си и семействата си. По тия причини главно, населението от кжрджалийски, неврокопски и кюстендилски райони е засадило през 1925 г. 30.000 декара по-малко площ, от колкото през 1924 година: 136.872 срещу 166.237 декара.

В същото такова мизерно положение се намират работниците в тютюневите складове в Пловдив, Хасково, Стара Загора, Ямбол, Кюстендил, Горна Джумая, Неврокоп, София, Варна и другаде. Много от складовете са затворени. Работниците се уволняват — извжржлят се на улицата, като често не се спазва предвидения в трудовите закони срок за предупреждение. Попластливите от тех, т. е. тия които остават на работа, получават нищожни надници. Сегашните надници на тютюноработниците са намалени с 15—30%. Тютюневите компании използват бедственото положение на македонските и тракийски бежанци в Бжлгария, за да упражняват натиск върху работниците в своите складове и ги заставят да приемат всячки условия на работа, които те искат да им наложат. Сега в Бжлгария има 15—20 хиляди безработни в тютюневото производство.

Но, докато тютюневите производители и работници тжнят в мизерия и дават всеки ден жертви на срашния бич на работничеството, туберкулозата, тютюневите компании, разните шефове и подшефове на фирмите и складовете, живеят разгулен живот, ограбват държавата, като укриват своите печалби, и пият кржвата на производителите и работници. Установено е, че тия компании са спечелили през 1923 и 1924 години около 3 милиарда лева.

Обжрнем ли погледите си върху състоянието на индустрията, то ще констатираме, че общо, макар и стопанската криза да е засегнала и този отрасжл на икономическия живот, от тази криза страдат по-скоро индустриалците, които разполагат с малки

капитали, които не могат безнаказано да спекулират и да използват касите на В. Н. В. Обаче, кризата в индустрията засега преди всичко работниците, които са заставени да работят 10—12 часа дневно и да получават мизерни надници срещу своя непосилен труд.

Положението на занаятчиите е много тежко. Пълнен застой има в занаятчийското производство. Занаятчиите, които съставляват голем процент от градското население, особено в по-малките градове, са лишени от всякакви държавни кредити. Те не са в състояние да купят оръдия, инструменти и дребни машини, за да подобрят своето производство; те нямат средства, за да купят необходимите материали за това производство.

Едно големо недоволство е обхванало и тия трудови маси, които почнаха да разбират, че фашисткото правителство е правителство на спекуланти и банкери, на които то прави всички улеснения да трупат богатства, но то съвсем няма намерение да помогне на тех, на трудовия народ.

А какво да се каже за положението на дребните чиновници и служаци в държавните, окръжни и общински предприятия и учреждения, за инвалидите и пенсионерите? Всички те са в окаяно положение. Възнагражденията, които те получават са нищожни. Заплатите на чиновниците и служащите са увеличени, в сравнение тия от преди войната, 10 пъти, пенсията на некогашините държавни служащи — 5 пъти, а живота е посъкнянал 40 пъти.

Положението на бежанците и безработните и това на семействата на нахоящите се в затворите е още по-окаяно. Гладът и болестите — това са техните постоянни съжителници. За тех фашисткото правителство не мисли, защото те са или „чужди хора“ или „разрушителни елементи“.

Положението на трудовия свет не може да се опише — толкова то е срашно.

И когато най-добрите синове на българския трудов народ умрат на бесилките, гинат в затворите, изнемогват под непосилния труд в фабриките, складовете и работилниците, и тжат в мизерия — една шепа спекуланти и убийци обират народа и изсмукват неговите жизнени сокове.

Такаво е днес положението на народните маси в България на Цанковци, Вълковци и Ляпчевци.

Г. Казановски

Врангелистите в България

След общоевропейската война, по искането на Франция, България даде прием на Врангеловите вжоржени войски. Те имаха даже официален представител, който си Петряев, който се на стани в зданието на руската легация в София. Врангеловите офицери дълго време се разхождаха из улиците на София със своите униформи.

Когато Стамболийски взе властта, той забрани на врангелистите да носят униформата и ги прясна из провинцията, където, мнозина от тях беха поставени под надзора на българските власти. Това разсърди тия контра-революционери некои от които се опитаха да се противопоставят на тая мерка.

Наистина, тежки беха тия времена за врангелистите. На пазаря в София, лошо облечени, те идваха да търсят работа; те предлагаха своя труд на много низки цени, понижавайки по този начин нормалната работническа надница. Офицери, заедно със семействата си, спяха в стари вагони извън столицата, проклинайки за това болшевиките в техната страна!

На тези именно врангелисти фашистките съзаклятници от държавния преврат от 9 юни 1923 г. беха дали оръжие за да задружат съпротивата на населението в некои места на страната, и за да избият селяните и комунистите през време на септемврийските събития. Врангелистите беха най-безмилостните, най-жестоките убийци, понеже те отмищаваша на българските селяни и комунисти, вместо на руските болшевики...

Като награда за техните скъпи заслуги, правителството на Цанков направи всичко за подобрене на техното положение. Много офицери получават и сега още пенсии и стипендията е наводнена от тези врангелисти! Врангелистките семейства заемат сега богати апартаменти и съставляват част от „висшето“ общество — жените на министрите Русев и Вълков са рускини. На софийския пазар, винаги ще видиш врангелисти, но съвсем малко и не вече в дрехи!

В Перник, врангелистите дават на града напълно руски вид. Аз констатирах това при едно посещение миналата година. На всека крачка аз срещам врангелисти. Повечето от работниците на мината беха врангелисти. Пред управлението на мината имаше една голема група; до като българските работници имаха болялив вид, врангелистите беха арогантни и ги гледаха с презрение. Един български работник казваше с въздишка: „На работнишки-врангелист всичко е позволено: да идва късно, да работи съвсем малко“.

Вечерта в театра при мината врангелистите организираха един празник. Българските офицери и подофицери продаваха билетите...

На другия ден след обед имаше надбягване само със специални руски коне; в това надбягване, наречено „джигитовка“, участвуваха изключително кавалеристи-казаки от армията на Врангела — врангелистите в Перник съставляват цела дружина от различни видове оръжия.

Из улиците, по гостилниците, навред имаше врангелисти. Виждайки ги, присяствувайки на надбягването, чувайки през нощта песните на пияните врангелисти, аз забравих, че се намирам в българска страна.

Перник, с добре вжоржените врангелисти, е една крепост за нашите фашисти. Наистина, има върху какво да се позамишли човек!

Общото число на врангелистите в България е около 40.000 души — цела армия в служба на диктатурата! И врангелистите разбират своето привилегировано положение.

В едно време, когато споменаването само името на полицията, на обществената безопасност, кара да трепери всеки български гражданин, един врангелист се осмели напоследък да разбие главата на един инспектор на същата тази полиция и то в София...

Ще приведа един пример за манталитета на врангелистите в България. Това лето, аз бях повикала един работник-врангелист за да направи некои поправки в моето училище. Той беше един интелигентен мъж — един стар техник в управлението на руските железници. Той ми разказа, че неговото семейство, което се намирало в Русия, постоянно го канило да се завърне у дома си и му съобщавало, че ще може да намери хубава работа. На моя въпрос, защо той остава в България като работник, той отговори: „Сега ние сме добре тук. Аз съм на чело на нашите работници и напоследък аз се явих при министра на труда, който ми обеща своята подкрепа. Да се завърна в Русия? Не! Аз мразя твърде много болшевиките, и, най-сетне, трябва по-добре да познаваме тая страна.“ — Какво искате да кажете с това? — попитах го аз очудена.

Това значи, веднаж Русия възстановена, България ще бъде една от нашите губернии.

Каква дързост, каква арогантност! Да кажеш това открито на една българка!

Сега за сега врангелистите в България играят ролята на тирани; в същото време те създават на всека една страшна конкуренция на нашите работници и по тоя начин увеличават безработицата в страната.

Време е вече да се освободи малката България от тия врангелисти. Това е дълг на великите сили, които ги настаниха у нас. Наистина, много е да се иска от една България, превита под тежестта на страни репарационни дългове, принудена да прави разходи за издръжката на стотици хиляди български и македонски бежанци — да издържа 40.000 руси и то тъй малко обичани.

Или пък, империалистическа Европа има, може би, своите основания да държи тия врангелисти още в нашата нещастна страна? За да смаже един малък народ, който, омагьосан от 14-тех Уйлсонови точки, все таки тури край на войната...

Аз си спомням много добре думите, които представителя на Съединените Щати, след жеста на нашите войници, патетически произнесе на големия митинг в София: „Човечеството никога не ще забрави услугата на България, която тури край на жестока война!“

Верно е, никога не забравят да измъчват същата тая България.

Анна Нарима

Инквизицията в България

Неколко факти могат да илюстрират изтезанията, на които се подлагат арестуваните в софийската обществена безопасност.

1. През една нощ „черният дявол“ — Павел — измъкна младежа Словес, студент от Кжрджали. Към 1 ч. през нощта той бе въведен на разпит в „сухата зала“, от където се върна едва към 4 ч. сутринта. Неговите ръце беха вързани с медени жици и една в друга напъкани с един специален инструмент, така щото те беха страшно сплескани. За да бъдат изтръжнати признания, той е бил изтезаван цели 3 ч. Ръцете му беха съвсем сини, изтръпнали и парализирани.

На следната нощ, към 11 ч., същият студент бе отведен пак на разпит, от където се върна едва към 3 ч. сутринта. Той е бил наговарен на един камيون и отведен извън града, близо до един гробища. Той е бил принуден да си изкопае гроба, да легне в него, след което за да бъде силашен, е било стреляно върху него. Със същия камيون той е бил върнат обратно в затвора.

През третата нощ той бе измъкнат наново, обаче, не се върна вече. Той е бил убит по следния начин: от телото му са били резани парчета месо с цел да изтръгнат некакво самопризнание; след това, той е бил хвърлен в пещта на инсталацията за парното отопление, където е изгорел.]

2. Арестуваните младежи по така наречения софийски младежки процес са изтезавани по един най-жесток начин. Те са били бити с гумени бичове по голо тело до посиняване и при-

миране. След това те са били оставени един ден на „почивка“. На следната нощ те са били извадени за да ги изтезават на ново. Един младеж от тази група е бил мушкан с железни шишове в продължение на три часа, до като е паднал в безсъзнание. Тогава е бил оставен да „почине“. През следующата нощ се почва от ново. За да бъдат изтржнати самопризнания, този младеж бил изтезаван с разни инструменти в продължение на цела една седмица.

Всички младежи от тази група са били бити и изтезавани по най-жесток начин, а некои от тях — до осем палти, едно след друго. Техните тела са съвсем сини и смазани, ржцете и краката раздробени, ребрата счупени; некои младежи са оглушели. Болшинството от тях са толкова много малтретирани, че абсолютно е невъзможно те да оздравеят.

3. Един младеж, обвинен в „укривателство на оръжия“, още през пжрвата нощ е бил бит до смърт.

Изтезаванията стават по следния начин: Жертвата се вжвежда в една голема зала, където има само едно легло и една маса за „операционните инструменти“; трима палачи се нахвърлят вжрху своята жертва, биейки я по лицето, пжрвоначално с плесеници, бичове и юмруци. След това заставят пострадавшия да се сжблече и легне в леглото. „Операцията почва; удари по голо тело, като се почва от петите, минава се по целата снага и на края по главата. Жертвата пада в несвест. Лежация в предсмжртна агония бива отвлечен в една ежседна стая. Ако, вследствие на изтезанията, той е умред, телото му се хвърля в пещта на парното отопление; ако ли пжк е още жив, двама палачи го вземат в един чувал и го хвърлят при другарите му, за да го видят и те.

4. Студента Тодор Димитров, брат на известния работнически водител Г. Димитров, бе убит по следния начин: Изпжрво, той е бил бит до безсъзнание; след това главата му е била поставена на една преса и стегана до смазване. Сжщевременно от задниците му са били резани парчета месо. Обезобразеното тело бе хвърлено в мортата на Александровската болница при труповете на жертвите от агентата, от където бе прибран от домашните му и погребан.

5. Банковият чиновник Ат. Стратиев е бил измжкнат от килията за разит през деня и страшно изтезаван; когато го повржчат обратно в килията, той се хвърля от прозореца на 3 етаж и по този начин тури край на своите мжжи.

6. Един млад работник — бежанец от гр. Кукуш (Македония), на име Христо, известен в квартала Юч-бунар под името „черния Христо“, е бил арестуван като анархист. Той е бил измжкван до смжрт. Сжвсем гол, той е бил бит с гумени бичове, после с телени камшици по ржцете и най-сетне сжс сухи пжчки по ушите и носа, до като лицето му сжвсем се е обезобразило. През сжщата нощ, към 12 ч., той е бил изведен с камшон извжн града и заставен да си копае гроб; след това е бил вжрнат обратно. На следната нощ той бе отведен с още един другар и двамата убити по най-жесток начин.

7. Самуел Коен, бивш общински сжветник и водител на еврейските работници, бе арестуван пред дома си, на 17 април. Трима

агенти от обществената безопасност са го извели извжн града и го накарали да си изкопае гроба. В това време дохожда един полицаи и сжобщава, че не трябва да го убиват, понеже от него могли да се изтржнат много важни тайни. Отведен е бил в обществената безопасност. След няколко седмици, заедно с един роднина на македонския водител Тодор Паница, те са били отвлечени и двамата убити по най-жесток начин.

8. Един млад 23 годишен метало-работник бил арестуван през април и вжв втория процес против софийската военна организация бе осжден на 12½ г. строг тжмничен затвор и 375.000 лв. парична глоба. За да бъдат изтржнати признания, той е бил бит до кржв три нощи под ред и през четвжртата нощ са му надели витриол в задното чрево. Най-сетне, той се видел принуден да назове 8—9 фалшиви имена, на основание на което той е бил изправен пред сжда. На вжпроса на прокурора, защо той е назвал тия фиктивни имена, той е отговорил: „Ано вие сам, г. прокуроре, бехте на моето место не 10, а 20 имена бихте назвали, щом като ви наляят витриол в задника... Аз дадох имената за да се избавя от изтезанията на вашите палачи“. За ради тези думи, прокурора поиска, щото сжда да признае увеличаващи вината обстоятелства, вжпреки че обвинението не почиваше на никакви факти и доказателства. Обвиненията посрещна присждата с усмивка, измжкна от ждба си една червена кжрпа и извика: „Да живее червеното знаме!“

9. Мандов е бил арестуван на 17 април. В началото на май той е бил извлечен от училището Фотинов, отведен в обществената безопасност и там подложен на всички инквизиционни методи. Най-сетне е бил убит по следния начин: Отведен в „сухата зала“ той е бил завжрзан за един стол. Палача седнал до него и режел му живо месо: ушите, носа, половите органи, части от задника. Най-после извадил му очите. След като той е бил умжртвен по този начин, останките му са били хвърлени в пещта на парното отопление и там изгорени.

След 16 април терора се понесе из целата земя като една непозната в историята кжрвава оргия.

Повече от 200 водители на работниците и селяните в Бжлгария беа разсечени сжс саби по един най-жесток начин в казармите на 4 артилрийски полк. Земята бе напоена с кржв, в която плуваха парчета от човешки тела и разлагащи се трупове. Едно понятие за тези ужаси дава факта, че двама от офицерите, които са извжршили тази касапница, са полудели и техните колеги е требало да ги застрелят, за да не издадат тайната. Там намериха своя край Жеко Димитров, секретар на общия професионален сжюз, Ламби Мандев, секретар на учителската организация, и много други известни и неизвестни пжрви борци на работническото и селско освобождение в Бжлгария.

В две македонски хлебарски фурни и в пещта на парното отопление в обществената безопасност, която бе в действително отплене м. май, юни и юли, след ужасни изтезания беа изгорени: Йосиф Хербст, журналист, безпартиен, бившият земеделски министър Кирил Павлов и Петр Янев, журналиста Иван Ганчев, Мико Петков, секретар на Земеделския сжюз, инвалид от войната, и много други, чиито имена едва сега се узнават.

М. Иванов

PARTIE SERBE

Балканска федерација и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и книжевника

Трагична судбина македонског народа налаже нам, да се борим за негово ослобођење.

Под феудалним турским режимом хиљаде његових синова жртвовале су се за ослобођење своје земље. После балканског рата Македонија је изменила господара: била је подељена и раскомадана од Србије, Грчке и Бугарске. Ова подела била је посвећена европским ратом, који је вођен, кажу, за ослобођење малих народа. А данас, македонски народ живи у горем ронству него за времена турске владавине.

Данашњи његови господари хоће или да га претоне или искорене. Протођени идејом, да скину са дневног реда македонско питање, доминатори Македоније не презају ни од каквих средстава, да униште овај народ.

Политика систематског тероризма организује с једне стране убијања, а с друге такове прогоне, да је македонски народ, присиљен, да напушта своја огњишта и кућишта и да емигрира у масама и на тај начин тражи спаса.

Узрок ове страховите трагедије народне у свим балканским земљама је реакција и дивљи, крвави бели терор.

У Бугарској, Цанков и Војна Лига потпуно су применили политику масакрирања турских султана, само са више метода и рајонирање. Поред убијања у масама, они су изигравали кондотјере, диктирали „судијама“ смртне пресуде, и тако су пале хиљаде под удар-

цима владиних плаћеника. Тамнице, испражњене извршењем смртних пресуда или „несталима“ пуне се увек изнова. Најстрашнији терор влада у целој земљи. Реакција је достигла врхунац.

У Југославији, Пашвић је успоставио реакционарну диктатуру која је са својом самовољном политиком и насланајући се на екслаузивни централизам, проузроковала код различитих нација у земљи невадовољство, које ће имати тешких последица.

У Грчкој провунцијанти следе један за другим, диктатура постаје интензивнија.

У Румунији режим феудалне реакције убија радничке масе, уништава националне машине.

У Албанији, авантюриста Ахмед Зогу, креатура Пашвићева, тероризира народ диктатуром и убија своје политичке противнике.

Тако у свима балканским земљама влада реакција, безмилосно и брутално. Отуда настају мржње и ривалитети што сеју раздор међу народима полуострва. Отуда побуне и клања, отуда непрекидни рат. А није тајна ни за кога, да је Балкан био варница, од које је рлавноу цео свет.

Где је лек?

Ми смо уверени, да има само један начин, да се савлада опасност: федерација балканских народа. То је наш циљ и зато смо предузели издавање „Балканске Федерације“.

Идеја Балканске федерације слободно груписање свих народа Балкана, конституисаних у будућности у Сједињене Државе, нечависних и солидарних у исто време, одушевљава надом већ многе године насеља, јуче глачена од турских султана, данас од фашистичких и реакционарних управа.

За ову идеју, која све више и више осваја балканске масе, ми смо хтели заинтересовати најпозваније преставнике европског јавног мишљења.

Обратили смо се научењацима, књижевницима и политичарима.

Поставили смо им следећа питања:

1. Сматрате ли Ви, да је садање решење македонског питања у складу са принципима правде и слободе, и са интересима мира?

2. Верујете ли, да су под садањом реакцијом на Балкану, права национална мањина, довољно поштована и загарантована?

3. На који је начин по Вашем мишљењу могуће учинити крај, с једне стране потлачавању народних мањина, и с друге стране сукобима, који стављају балканске народе једне против других?

4. Верујете ли Ви у могућност остварења Балканске федерације кроз садање владе?

5. Шта мислите Ви уопште о федерацији Балканских народа и под којим се условима по Вашем мишљењу она може остварити?

Одговори, које смо примили садрже целину аргумената, политичких, историјских и социјалних у прилогу образовања ослободилачке федерације. Они доказују, да су овај захтев, што је драг свима онима, који пате на Балкану, разумели и подржали најдостојнији представници радничких маса и најквалитетованији интелектуалци Европе.

Европско мишљење у корист Балканске федерације је најбољи одговор фашистичким и реакционарним насиљима белог терора балканских влада.

Оно је за нас, за наш лист и његов задатак више него охрабрење: морални успех највише вредности, који најављује сутрашњу победу.

Почињући објављивање примљених одговора, у име балканских народа ми најтоплије захваљујемо овим људима мисли и науке, који су нам потврдили и осведочили наш пут спасења.

Редација

Панаит Истрати

Бивши радник. Свршио свега четири године основне школе. Бивши секретар радничке федерације у пристаништу у Бразили и бивши редактор једне социјалистичке новине, којом је управљао Раковски.

Последње две године бори се у румунској напредној штампи против терора Брацијановог. Публиковао је до сада: Кира Каралина, Прошлост и Будућност, Ујак Ангел и т. д.

Рођен 1884. у Бразили. Као младич пропутовао је читав Исток. Ромел Ролан о њему каже: „Читао сам га и био сам запањен од величине генија... нови Горки балканских земаља... Он је рођени приповедач Истока — ако је његова историја једном започета, нико не зна, па ни он сам, дали ће трајати један сат или хиљаду и једну ноћ... Он се ангажовао у дело од великог замаха, од кога су до сада две књиге написане... Дело би се као и његов живот могло посветити пријатељству...“

Ја ћу свести Ваших пет питања на једно: како по моме мишљењу могу Балкански народи учинити крај империјализму држава које их тиранишу и како да живе у миру?

Ја не верујем да постоје две солуције него једна: Помоћу одгоја постепено уништење шовинизма, који разједа народе полуострва и спајање ових народа у светском интернационализму.

Разумљиво је, да је први корак, који треба у овом правцу учинити, стварање једне Балканске федерације, али не треба заборавити, да тако дуго док год постоје капиталистичка и империјалистичка чудовишта на земљи, ниједан кутак у свету неће моћи живети на миру. Ко данас не зна за ову елементарну истину, пута немоћан. Ја сам шта више уверен, да добар део несреће од које пате етничке мањине свуда — као у осталој и саме хомогене нације — долази од оне нискости својствене сваком шовенском народу, која му налаже, да мрзи човека, који не говори његовим језиком и моли Бога дружије него он. Ова мржња, коју вешто култивше капитализам, је најбољи терен интернационалној финацији за експлоатацију.

Балканци не чине изузетак од овог несрећног правила. Ја сам често живео, радио и дискутовао са македонским радницима и ја познајем њихове осећаје. Њихов је менталитет одвратан. Некада они нису ни поштени шовинисти, јер, присиљени да живе тамо где налазе посла, ја сам видео „динцарина“ како постаје неподношљив Румун међу Румунима, Грк међу Грцима, Бугарин међу Бугарима и тако даље, пошто сваки македонац говори већину језика полуострва.

Потребан је ту један велик одгојни рад на интернационалистичкој бази.

Ниједна идеја не може запречити човеку, да воли земљу у којој се говори његов матерњи језик, где је угледао светлост дана и где се налазе грбови његових родитеља; у том погледу Бог би знао колико сам и ја сам патријота и националиста; али тај вечни и свети осећај не треба да буде узрок мржње ни препрека идеји општег братства, јер једно не искључује друго, напротив обадва осећаја могу се спојити и узајамно појачати.

То је моја концепција о ослобођењу подјармљених националних мањина: она се слаже са концепцијом ослобођења народа испод капиталистичког јарма.

Панаит Истрати

Леон Базалжет

Ступивши са двадесетом годином у литерарни живот, осмивањем једне интернационалне ревије си неколицином пријатеља, Леон Базалжет издаје данас коликвију страних модерних писаца и уређује ревију „Европа“ која међу француским ревијама представља непомирљиву опозицију шовенском и уском националистичком духу.

Он је публиковао, између осталог, дело о Walt Whitman-у, великом америчанском песнику, и превео на француски познату књигу песама Leaves Of Grass као и Henry Thoreau, Sauvage, ерсту лирске бијографије славног америчанског слободњака.

Леон Базалжет је сам нагласио, да је ратовао као војник друге класе, али не као добровољца него мобилизован, и да је изнео из рата бескрајно појачану одвратност према оној класи, којом су прожете речи „отарбиња“, „национална част“, „победа“ и остале измишљотине.

Садањи територијални положај на Балкану је само један од горких плодова са дрвета, које је засађено одмах иза „Победе“ и на чије су гране закачени уговори Версајски, Сен-Жерменски и т. д. Некада су наши револуционари очеви садили дрвеће слободе, од кога је много преживело као један проничан симбол. Наши савременици су нашли за логичније, да после једног великог колективног злочина засаде дрво безакоња и злочина. То су они неспособни и претенцијозни људи, запојени духом, који је припремио „велики рат“ и који припрема и будуће ратове — добар бели хлеб за дипломате, меркантила и шефове војске.

У овакој ситуацији је сувише јасно, да садање владе заинтересованих држава, ово решење не могу лечити него само горим средствима. Оне могу само донети стари варварски „лек“ рата, који би у малом био оно што су за Европу биле год. 1914—1918: грађански рат. Они могу само потенцирати ривалности онда када су у питању споразум и кооперација. Ништа друго не треба очекивати од ових партизана старих метода, које се изражавају изнутра насиљем и прогонима, спољз плашњом и претњом са оружјем.

Садање владе балканских држава надахнуте су истим одвратним духом, који је инспирисао „Победиоце“: они немају ништа оригинално, макар неки између њих, изузев дивљаштва, својственог њиховом ступњу цивилизације и њиховој кастри.

Снас балканских народа, данас подељених, подјармљених, прогањених, којима свакога часа прете нови братоубиљачки ратови, не може се озбиљно видети изван заузимања власти од самога народа. Разумем под овим народ радника, заједницу људи, који ће свршавати сами своје послове, намећући своју вољу мира читавој осталој нацији, која се никако неће изражавати кроз тако зване преставнике, изабране по старим изборним системима, који су скрахирали. Под владом народа разумем ону владу, коју ће сачињавати елита радника, сељака и интелектуалаца и која ће вршити суверену власт.

Ја мислим — и сигуран сам — да у сваком од балканских народа постоје групе, појединци, у чијим душама ривалности, атавистичке мржње, племенске размирице, говоре много тише од осећаја заједнице идеала и човечанских интереса, појачаног блиским суседством. Једном речи, јасам уверен, да има цивилизованих, који су данас без гласа, међу овим варварима, које гледамо на делу. Ја држим шта више да су они, и не знајући, многобројнији него што би ми могли и претпоставити; само су они или бојаљиви, расути, неодлучни, готово без веза једни са другима, или присиљени на немоћ и недвовање.

Међутим њихово је, ових усамљеника, ћутљиваца, безимених, да осигурају не само спас свога народа, него да покажу свету најодлучније и величанствени пример, припремањем основе федерације или Уније Балканске упркос уговорима, који је издају. Тајно, лагано дело, извршено у истинском револуционарном духу, које ће проћи невидљиво епоху мучења и нехаја, као што ваздух пролази изнад зидова тамнице.

Макао била незнатна помоћ, која може доћи од оваке мисли, нека ти незнани радници знају макар, да у даљини имају пријатеља и браће, која их разумеју, симпатичну са њима, подржавају их морално, и очекују од њих велика дела.

Нема сумње међутим о вишој улози, коју ће својим степеном културе бугарски народ, данас мучен терором, али који ће га једнога дана збоцити са себе, испунити у изградњи те Балканске Уније. Он ће бити њезин квасац.

На француском језику реч „бугарски“ некада се корумпирала и претворила у „bougre“ што је значило „рђав човек“. Али је ова реч учинила такву еволуцију да ми данас обично кажемо: то је „bougre“ или то је „чувени „bougre“. Да би означили у већини случајева човека веома снажног или способног. Радници и сељаци бугарски, постаће у овом последњем смислу „bougres“ будуће Балканске Уније.

Леон Базалжет

Положај коалиције Пашић-Радић

У радикално-радићевској коалицији избиле су у последње време поново општрије унутрашње размирице. Оне би стицајем прилика могле имати и тежих последица не само за владу „споразума“ него и за читав политички и социјални ред, који данас влада у монархији Карађорђевића. Поводом тих размирица у владиној коалицији југословенска штампа пише много о кризи садањег министарства.

Јавности је приказано као да је даљи рад садање владе могао спречити Радић својим нетактичним говорима по Далмацији и по Херцег-Босни. Приближевићев листови и сва остала фашистичка југословенска штампа разумели су Радићеве говоре као повратак старом републиканском и сепаратистичком програму и у том смислу искоришћавају их за своје политичке циљеве. Овако погрешно тумачење Радићевог пута прихватило су и неке нефашистичке опозиционе партије: Давидовићева демократска странка и Др. Корочец. Пашић коме је све познато, видео је у Радићевом држању несправан став према утврђеном уговору између радикала и радићеваца и тражио, да се публикује акт споразума. После његове публикације изјавио је: „публиковали смо га због тога, да се види, да радикална партија није одступила од свог програма“. Разумљиво је, да она изјава не говори много, када она долази са Пашићеве стране. Али је разумљиво и то, да Пашић и није могао јавно рећи истину о Радићевом путовању, иако му је врло добро позната, јер би то било непољитички и нетактично од њега, када се ради, како ћемо доцније видети искључиво о њему самом. Неутрална, односно свачија штампа (зависи од тога ко је у даном моменту плаћа) коју типично преставаља загребачки „Обзор“ брани и Радића а понизна је и пред Пашићем. Измирује. Да би влада „споразума“ остала што дуже компактна, јер од тога вуче материјалне користи.

По нашем мишљењу ове последње политичке трзавице у Југославији треба разумети сасвим другачије. Треба упозорити на њихов истински карактер и узроке.

Овде се не ради само о кризи министарства него и стварно о кризи државе С. Х. С. Солунско-обзнанска монархија Карађорђевићева заснована је на великом броју злочина. Најважнији је од њих солунски. Он је поделио данашње властодршце у Југославији на два табора. На једној је страни краљ са својим присталицама, а на другој Пашић. Данас ова два табора узимају отворен непријатељски став један према другом. Ту се налази прави узрок последње кризе у Југославији као и свих досадањих.

Сукоб између краља и Пашића први пут се јасније показао за времена Давидовићеве владе. Тада је краљ покушао да се ослободи Пашића, што му као што је познато, није успело. Други пут за време склапања споразума са Радићем. Пашић је у тој прилици био добар стратег и одступио, али није капитулирао пред краљем.

Од почетка владе споразума па до данас води се стална, огорчена борба између њих. То су довољно показале свађе у клубу радикалне партије између Пашићеве групе и Љубе Јовановића, који брани краљеву политику, затим запостављање оних официра чланова „Беле Руке“ који су уз Пашића а против краљевог пријатеља Петра Живковића и неке корупционашке афере, које су биле у ствари уперене против Пашића иако није био у питању он лично (процес Стојадновић-Раде Пашић).

У борби против Пашића краљ данас употребљава и Радића. Радић је још од самог почетка владе споразума, уз краља против Пашића, само се ово последњих недеља јасније видело него пре.

Краљ је хтео да отвори кризу владе зато да обори Пашића. Радић је путовао по Босни и Далмацији не по својој вољи и да види сељачку сиротињу и са намером да задовољи њезине потребе него по наредби краљевој, да агитира против Пашића. Он је путовао у истини као курир краљев. У свако село однео је краљев поздрав и често је понављао у својим говорима: „ја знам да ћу у Београду имати неприлика због свега овог што говорим, али краљ је праведан“. Иако Радић често не зна шта говори ми мислимо, да је он овог пута био свестан агенат краљев.

До кризе коју је краљ припремао са својим присталицама није ипак дошло. Замах је промашио Пашића. Закулисном подтиком Радић је присиљен, да опрорвгне јавно пред Народном Скупштином све што је говорио и „споразумели су се“ поново. Настало је опет несигурно затишје и примирје.

Питање је зашто до припремане владине кризе није дошло и

можели данашње стање у Југославији дуго трајати? На ово је лако одговорити. До кризе није дошло зато јер свака нова криза владе значи у исто време и кризу државе С. Х. С. и унутарње оружане немире. Сукоб између краља и Пашића чије је порекло у Солунском процесу, данас је тако заоштрен, да се он не може решити парламентарним путем и ниједним новим партијским груписањем. Да краљ уклони Пашића потребно је, да рескрира један државни удар, што би значило диктатуру једне или друге стране. Пашић још може избегавајући оружане сукобе и владати реакционарном демократијом, јер захваљујући својој улози у Солунском процесу, он још увек има много јачи положај него краљ, Љуба Јовановић и Петар Живковић. Али то не може трајати дуго због незадовољства, које влада у целој земљи међу сељачким и радничким масама, које су корупцијом и пљачком данашњи властодршци довели у безизлазан економски положај и због незадовољства, које влада код потлачених народних мањина због угушивања њихове националне свести.

Тако је данашњу економску и политичку ситуацију у Југославији могуће решити само оружјем. У корист сељачких и радничких маса њу је могуће решити само кроз радничко-сељачку владу што значи револуцију. У противном случају доћиће ускоро само буржоаска диктатура: Пашића или краља и његове официрске клике.

М. Владимиров

У чему је сукоб између краља Александра и Пашића?

Године 1914 постојао је савез између официрског кора, кога је предводио Апис и опозиције, која се састојала из самосталних демократа, напредњака и либерала. Овај савез имао је за циљ, да обори радикалну владу. Овом савезу дао је реч и тадањи краљ Петар, да ће га потпомоћи у борби против Пашића. Када је Пашић увидио сву озбиљност борбе, ангажовао је руског посланика Хартвига и његова интервенција донела је абдикацију краља Петра и регентство данашњег владара.

Међутим долазак данашњег владара Александра Карађорђевића за регента Србије, прекинуо је све везе са Аписом и организацијом „Уједињење или Смрт“ и створио је чврсте везе са Пашићем и радикалном партијом. Али непосредно после његовог доласка на престо, избио је сарајевски атентат, а после њега и европски рат. После прве године рата дошао је слом Србије. У том времену, вршена је већ завера од стране Пашића и Александра против Аписа и његових другова. Али тек на Крају дошло се је до дефинитивне одлуке: убити Аписа у уништити организацију „Црне Руке“.

„Само у убиству Аписа и у рушењу „Црне Руке“ лежи главни разлог сукоба Александр—Пашић.“

Обовица су хтели и заједно су извели уморство Аписа и уништење „Црне Руке“.

Два су главна разлога, који су руководили Александром и Пашићем, да убију Аписа и организацију на челу које је он стајао. Први разлог: приоруци су се декларирали републиканцима за време борбе о приоритету у Македонији. Други разлог: Апис је знао да су Александар и Пашић знали за сарајевски атентат.

У спремању уморства над Аписом једнако су криви и Александар и Пашић. Али ипак Пашић је знао увидети и предвидети последице Аписовог уморства боље него Александар и зато је сву припрему и вођење Солунског процеса, као и гласање за Аписову смрт препустио Александру и његовим људима.

Прво, препустио је Александру, да преко тадањег министра унутрашњих дела Љубе Јовановића и пуковника Петра Живковића убије Аписовог повереника Бошка Арежину (уморство извршено у Солуну на Ђурђевдан).

Друго, препустио је Александру, да преко Петра Живковића и министра унутрашњих дела спреми атентат на Аписа, нашавши тројцу добровољаца, које је Петар Живковић својом руком исплатио са 20.000 драхми у злату.

Треће, препустио је Александру, да преко Љубе Јовановића, Петра Живковића и Михаила Ранковића нађе лажне сведоке, који ће теретити Црноорукце.

Четврто, после смртне пресуде, када је дошло питање, дали ће се Апис помиловати, или не, Пашић је развио коалициону владу и створио хомогени радикалски кабинет. На гласању у министарском савету сви радикални министри заједно са министром војним Терзићем гласали су за смрт, а сам Пашић је гласао против смрти.

Зашто је Пашић радио на уморству Аписа, а у исто време гласао против његове смрти?

Пашић је радио на уморству Аписа због тога, да би се ослободио једног врло опасног непријатеља, и још опаснијег сведока, који би га теретио у евентуалном открићу организације за уморство Франца Фердинанда.

Изглачио се је из директне припреме за уморство Аписово и гласао је против његове смрти, пошто је све своје министре припремио да гласају за, због тога да би могао већито држати власт у рукама претећи Александру ревизијом Солунског процеса.

У овоме је укратко сукоб између Александра и Пашића.

М. Дубравић

PARTIE ALBANAISE

Shqipëria, një viet rresht nen sundimin e reaktionit

Ka kaluar një mot që sundon reaktioni në Shqipëri, reaktioni i imponuar popullit shqiptarë prej bajonetave të Pashçit nen egiden e Anglis: s'është e pá-dobí prá me bë një rekapitulacion të vogel të ndodhjevet politike që kan rriedhë në ket vent mrenda kësaj kohë të shkurtër.

Qeveria e feodalvet nuk munt t'u mbante në fuqi ndryshej, veç se me terrorin e ushtruem prej foreat mercenare t'armatisura, te rekrutuara në Jugosllavi e me ndimen e fuqivet te mëdha prendimore, q' e kishin pruë në fuqi.

Kështu që në Shqipëri kena sot një parlament „pro forma“, porse ky institut s'është t'jater veç se një perfaqësim i vullnetit të diktatorit e jo perfaqësimi i popullit. Mbaston me marrë para sysh, se vetum një perqint fare i vogel (5%—10%) i zgjedhësvet, kan marrë pjesë në zgjedhjet legislative. Kështu prá të gjith deputet janë emnuar prej qeveris invasionere.

Kuptohet vehtëvetu se, ner kondicione të tilla s'ká në vent kurrfarë liriye konstitucionale. Shtypi s'është i lir e ato fletore që botohen janë ato që përfaqësojn opinionin e qeveris.

Çeta t'armatisura, nen komanden e disá cubavet, të dâm në shëj per relacinet e tyre me qeverin e Belgradit, q' i paguante, ç'me kohë, thirren sot ushtria kombtare: këto janë rojsit e ligjes e rregullit të popullit.

Qeveria e Ahmet Zogut ka proklamue një amnesti të përgjithëshme, por vetum një pjesë e vogel e emigrantëvet politik, kan profitue prej saj. Pjesa më e madhe nuk ka profitue prej kësaj amnesti, pse ka frigë me rá në gojë t'ujkut. Porse edhe shumica e emigrantëvet që patne hyrë në Shqipëri, kanë hikur persëri, tuj mos muejtë me durue regimin, q' i internon mbas amnestis.

Shqipëria e fuqit prendimore në ket kohë.

Ashtu si është parapá në një numer të Federacionit Balkanik, botua një muaj pas invasionit, fuqit prendimore që kan marrë pjesë e organisue kompllotin e rrëximit të qeveris nacionale shqiptare tuj vue në vent të sajë qeverin e reaktionit, kanë xierrë të gjith at profit që është mundur me xierrë prej kësaj tregti avantagioze per to, porse shum rrenuese per popullin shqiptarë.

Mjeshtri i madh e diriguesi i orkestrit që ka lujtur marshin e dekes t'independences shqiptare, Anglia Madhe, i duel së mrani me marrë koncesionin e vajit të gurit per Shoqin Anglo-Persian Oil.

Jugoslavia muer posicionet strategike të Sh. Naumit e të Vermoshit të cillat ishin dhanë Shqipris e qeveria shqiptare, që gjëndet nen influencen direkte të kesaj fuqi, ka ndalua formimin e ç'do organizacioni patriotik, per arsye se këto munt t'ushtroshin nonjë agitacion në Kosovë.

Italia, vendi kapitalist i fqive të Shqipëris, ka pasë miaftë fitime ekonomike:

1) Italia xori koncesionin e Bankes Kombëtare Shqiptare, shumica e akcievet të kësaj Bankë do të jenë në dorë të bankavet italiane, Italia do të kenë të drejten e emisionit e do të mbajn foncionin e tresorerit të shtetit. Banka do të kën privilegie pëmbi jeten ekonomike të vendit, që do të rregullohet direkt prej këtij instituti. Kapitali italian do të munt të hyjë lirisht e lehtësisht në Shqipëri, neper kanalet e privilegievet të Bankes, në mënyrë që në një kohë të pertardhëshme Shqipëria shpejt, do të ndodhet po n'at gjendje që ndodhet një koloni italiane.

2) Një hua 50,000.000 frank ár që Italia i pat akordue Shqipëris, s'është t'jater veçse një operacion fiktiv, që s'ká t'jater qellim, veç per të xierrë viet per vjet një shumë po thuaj 6,000.000 frank ár, per kapitalin pë s'do të paguhet kurr. Shuma netto e kësaj hua që s'i kapë 60% të shumës s'akordueme (tuj qenë që per emission-in e per komisionet janë xanë pagesa jashtë ç'do kufini), do t'i paguhet disá shoqinavet italiane, të cillat do të kën të drejten e veçantë per t'u kujdesë per konstruacionin e rrugavet e per tjerat punë të nevojavet botore.

Shteti shqiptar do të narin një plan të këtyre konstruacioneve, por në sá pritët preparacioni e të gjith këtyre planevet, njiherë tash fill i duhet me pague të parin semester të këtij viti.

3) Traktati comercial ven krejt vendin nen zgjedhen ekonomike t'Italis.

Fitimet ekonomike që Italia ka mujtë me xierrë në Shqipëri janë aq të mëdhaja, sá në parlamentin italian ja bá një ovacion Mussolinit, qe ka dit, nepermiet të diplomacis, me i kthye të gjith çë pat bjerrë Italia me armë në revolucionin e Vlores.

Këto janë koncesionet që ka xierrë Italia, pa xanë në hesapë, koncesionet tjera, me një randsi po aq të madhe, si ato të vajit të gurit, të pyllavet, etj.

Por edhe Franca e Shtetet e Bashkuara t'Amerikes kan marrë ase do të marrin edhe ato gjithëndyer lotto-sh tokesh shqiptare.

Atitudi i fuqivet naj emigracionin politik në vjetin qe shkoj.

Është mirë të vëm oroe edhe atitudin që këto fuqi kan mbajtë naj emigracionin në ket kohë, jo per t'jeter por per t'i vue gishtin atyne procedurave të poshtra, që një pjesë naive e emigracionit ende sot s'është tuj muejtë me i kuptue.

Atëherë kur qeveria e Ahmet Zogut, nen presionin e Jugosllavis, hesitote me i dhanë Italis, a ma mirë me thanë me ratifikue koncesionin e Bankes prej parlamentit, indirekt qeveria italiane, i proponote disá qarqevet t'emigracionit me hi në bashkë-fjalim me të, gjoja per t'u informue per nevojat e popullit shqiptarë, tuj lanë me kuptue se qeveria fashiste munt t'i nepte një ndimë per rrëzimin e Ahmet Zogut.

Të gjith këto ndodheshin bash pak dit para se do t'u rrahëte cështja e koncesionit në parlament. Në t'jeter ane qeveria italiane, me mjete të tjera bâte me dijtë në Tiranë keto „preparacione të mëdhaja“ e kështu Ahmet Zogu u ngutte me krye ato premtime që kish dhanë para se të hite në Shqipëri. Po, ket tramtë ká luejtë edhe Jugoslavia, tuj lanë me kuptue, se ajo munt t'organizote një rrëxim të rregimit, po kje se Ahmeti nuk i nepte Sh. Naumin. Personavet me të cillat ndroshin fjalë Jugoslavia a Italia, as s'u shkote neper ment se ç'loj u lote mbas shpines së tyre e as s'munt të kuptoshin se ç'objekt ishin ato në duer të ketyne shtetetet.

Greqia e regimi i Ahmet Zogut.

Thamë me sipër se të gjith ato që kishin participue në kompllotin e instauracionit të regimit t'Ahmet Zogut në Shqipëri, janë kenë të benefikuem me ndo'j send, porse nuk páam që edhe Greqia të kish profitue këtu. Por edhe Greqia ká marrë pjesë në ket operacion, tuj i mbajtë krahin, një bashkëpunëtorit t'Ahmetit, Myfid Bej Libohoves, që është ministër i qeveris së rrëxume prej revolucionit të Qershorit, i cilli është lidhë me Greqin, n'ëmer të vet e n'ëmer të shokvet, që mbasi të vësheshin në fuqi, do t'i nepëshin Shqipëris së Juges (që ká një popullsi të madhe të krishterë të cillen Greqia e konsideron si të sajën) një farë autonomije, per të lehtësue kështu penetracionin e hellenismës si një idé, e per të vue giuhen greke nër shkollat e nër kishët tuj i vue nen patriarkatin oekumenik.*)

Aspiracionet që ká Greqia per Shqipëri të Juges, datojn qysh në kohëna të largta e janë kenë, në kohna të kalueme, shkaqet e ndodhjevet që kan bá të rriedhin miaft gjak e e kan fikë Shqipërin e Juges. Edhe mbas mbarimit të luftes botnore, Shqipëria do të kish pasë n'jaft konflikte me Greqin e cështja e Shqipris së Juges nuk do t'ishte mbyllë, mos t'ish gjetë Greqia në luftë n' Asi të Vogel.

Po këto motive që e kan shtyë Greqin me shkue me kerku grek n' Angora, e kishin shtye me kerku grek në Shqipëri. Këjo s'munt t'u realizonte atëherë, porse qeveria greke nuk lën rasë me kalie per të fitue gjë prej çka konsideron se ká bjerrë.

Kështu tuj i dhanë ndihmen Myfidit, qeveria greke ká sigurue këto fitime qi do t'i kish marrë në Shqipëri. Gjithnjë Anglia që e ka shtye n'ket cështje ja ká garantue këto avantage, të njoftura nen at ëmen të „traktatit të Corfou-st“.

E shofim per detyrë me shkruie ma giatë pëmbi relacinet e qeveris së reaktionit shqiptarë me qeverin greke, pse na parashofim se në kohë të per tardhëshme, kán m'u bá miaft mundine prej anes së Greqis, per t'xierrë prej dores s' Ahmetit me efarë do mënyret, këto privilegie.

Por qeveria e Ahmet Zogut kur erdhi në fuqi, nuk i ká ndejë në fjalë Greqis, tuj u kondendue vehtëm me i dhanë autorisimin me çilë një filiale të Bankes s'Atene në Dure.

Është e vertetë se Ahmet Zogu, s' mujtë n' asnjë mënyrë me dhanë një autonomi në Shqypni të Juges, pse prej kësaj kish me lé një pá-kënaqësi shumë e madhe permrenda; kështu edhe prej pikpamjes të politikës së jashme, Ahmeti s' ká frigë veçse prej Serbis, që n'anë t'jater s' kish me i kqyrë me sy të mirë koncesionet qi kishin me ju dhanë Greqis.

Greqia per një kohë të giatë, është mundue me luejt me emigracionin po at lojë që luejten Jugoslavia e Italia, por pá dobi.

Këto mundime persriten prap hera-herë, e në kohë të fundit mundohet edhe Anglia me ju gjetë ndimë.

N'anë t'jater, Anglia, ká fillue me bá një propagandë n' emigracionin shqiptarë, tuj qitë idén e një princit tyrk që do të vëhet në tronin e Shqipëris.

Ky qenka një farë Omer Faruk-ut, i biri i kalifit të mramë. Tyrkia e ré e ká qitë jashtë kufirit tyrk shtëpin e Kalif-it, e ká suprimue Kalifatit, por Albion-i plak mendon se nuk do t'ish keq me mbajtë gjallë gjëthënjë agitacionin nermjet të reacionarvet tyrk e per ket qellim Anglia do me restaurue Omer Faruk-un në tronin e Shqipris, ku ndoshta kish me mnejtë m' u bërë edhe . . . Kalif!

Koha e pertardhëshme do të na diftojnë ç'farë intrigash gatiten gjëthnjë kundra popullit shqiptarë, porse na jena të bindur se këto

* Ky artikull na ish dergue në Janarë: sot marrim vesht se ato që parashikonte korrespondenti i jonë, është vertetue. (Sh. i. R.)

intriga s' do të munt të bëhen më per shum kohë. Populli shqiptar, që gjendet sot ner kondicione politike e ekonomike të këqija, do të dijë aq sa mos me vue në krye një shpirt të dekur, e kà me dit edhe me u libros prej këtij kaos intrigash e prej gjëndjes të mje-rueme më të cillen lepton në ditë të sotëshme.

Jenar 1926.

K. G.

Revolucioner shqyphtar Disá heroj t' indipendences shqypitare

III

Zia Dibra

Feodalët shqyphtarë, tuj pas rëmye të gjith privilegjet ekonomike e politike, janë shtrur gjithëherë edhe regimevet m' të vrashta t' usurpatorvet të huej, q' bishin mbi shpinë të popullit të varfer shqyphtar. Feodalët kjene aleatët ma besnik t' usurpatorvet tyrq; këta i sherbyene m' së miri usurpatorit të huej, ashtu si i sherbejn edhe sot Shtetevet imperialist, q' punojn vetem per t'a robnuë Shypnë ekonomisht e m' e dá ma vonë nermjet të tyne.

Tuj u lidhë bashkë me anmiqt e emancipacionit kombtar, bejlert nuk kan tjetër qellim, veçse me mbajtë interesat e klasit të tyne, të cillat janë të perzira me ato të huejvet, anmiqvet të Shqypnis. Bejlert, këta cuba të fuqishem të kohes së mjesme, e dín fare mirë se ku asht çeshtja: zëgjimi i popullit, që luftojnë me gjith fuqi imperialistët, kish me i zhdukë priveleget e tyne, kish me i shqimë ato pá-drejtesina shekullore, e klasi i ri tuj marrë fuqin në dorë, kish me hiekkë prej dores të bejlervet ato privilege të pá-drejta, me të cillët ketó tuj u lidhë me të huejt anmiqt e popullit, kan robnuë der tash popullin e varfer shqyphtar.

Per ket arsye, s'asht aspak per t'u çuditë, kuer një Essad Pashë, a një Ahmet Beg, perfaqësues tipik i feodalvet, të jën në fuqi të tyre, kreaturet m' servile e ma të poshtra të huejvet: anmiqvet të popullit shqyphtarë. S'asht per t'u çuditë edhe, kuer Ahmet Begu — i cilli erdhi në fuqi me bajonetat serbo-wrangeliste e me árin e fuqivet imperialiste — ma së parit fillon me terrorisue popullin e me asasinue dy kryetarë m' në shëj të levizjes revolucionare shqypitare, q' patne ndej në Shqypni: Bajram Currin e Zia Dibren.

E dite Ahmet Begu se këto burra popullit, kishin guzimin e zotsin per t'i dhanë fund sundimit të tij tiranik. Begu i Matit nuk la mjet pá perdorë per të forcue fuqin e tij diktatoriale: pagoj një kriminel komun per të vrrarë Luigj Gurakuqin q' me tjerë refugiat politik, kish lanë Shqypnin, mbas zaptimit të mydrit të Pashiqit. ...

* * *

Zia Dibra ish një oficer. Ziaj mbaroj mësimit e tija në shkollë të Stambolles e luftoj n'ushtri turke të gjith kohën e luftes botnore. Këtu, kje njoftë trimnia e zotsia e tij, kështu q' kje émue kapitan i shtetit madhuer tyrk. Esperienca q' Zia Dibra fitoj në luftë nuk kje e kotë; këtu idët e tija u harmonisue gjithnji me temperamin e tij revolucioner.

Mbas luftes botnore Ziaj kthej fill n' Atdhë, per t'i sherbye çeshtjes nacionale-revolucionare. Dashtnia që diftote per çeshtjen e per-gjithëshme e zotsia qe kish, i fituen besimin e dashtnin e të gjith shokvet të tij, që e mbashin per një ner kryetarët ma në shëj të levizjes nacionale-revolucionare shqypitare.

Per pak kohë, në kabinetin e Paudeli Evangjelit, Zia Dibra pat portafolin e Ministris së Luftes.

Ma vonë kje anëtar i Komitetit të Kosoves, qe lufton per librimin e shqyptarvet prej zgjedhes së serbvet; këtu Ziaj diftoj një aktivitet e një energi të madhe. Konspirator e luftar i zoti, Ziaj i bani mjaft sherbime, çeshtjes shqypitare. Rethi i kuptimit social e politik i tij, erdh tuj u zgjanue dita me ditë, në dritë të ndodhjevet qe rrjedheshin në Balkan. Ziaj kje një ner ma të parët revolucioner shqyphtarë q' pershndetëne me gëzim botimin e Federacionit-Balkanik, Ziaj e bani të vëhtin programin e kësaj të perkohëshme tuj u b' bashkëpunatori i saj.

Zia Dibra e kish kuptue shum mirë se pështimi i Shqypnis ei të gjith popujvet të Balkanit ish në lidhjen e ngushtë të këtyne popujvet e në federacionin e tyre, tuj formue një republikë të fuqishme, e zoja me i b' ballë imperialismit grabitës të fuqivet të mëdhá. Por Ziaj e dite, se per të realisue ket idë, ish nevoja me shqimë reacionin balkanik e regimin gjakpirës të robnis nacionale e sociale. Bejlert shqyphtarë, me Zogun në krye, tuj e njoftë Zian per kundershhtarë q' s'thehej, e vrrane trathëtisht në moshen 36 vjetësh: në kohen m' të mirë të burris.

Në Dhetuet të vjettit 1924, kur ushtria e qeveria kombtare kjën shtrergue m' u largue, Ziaj u gjiudte e në Vlorë. Miqt e tij s'munt të ja mushne mendem, m' u largue prej atdheut bashkë me ta Ahmet Bej Zogu, diktatori në sherbim të Serbis, dha urdher m' e ndrye në haps e m' e internue në Berat. Rruges, afer katundit Ariza (ner rrethinat e Kavajes), Zia Dibra kje gri prej ushtarvet q' e perciellëshin, sado që u gjindte në besë të mikut të tij personal, Myfit Bej Libohoves.

Zia Dibra diq para kohet, pa pasë rasë me i sherbye çeshtjes nacionale plotësisht. Ziaj meriton me ndej në rreshitin e parë t' atyne qe luftuene per ket çeshtje, të cillen Ziaj e sherbej shembëllerisht deri në dekk.

N. Mermet

PARTIE ROUMAINE

Democrații români în fața problemei naționale

În nici-unul din statele, transformate prin tratatele de pace din state naționale în state de naționalități, situația „minorităților“ nu este poate așa de grea ca în România, deși minoritățile naționale, etnice sau religioase luate laolaltă formează în această țară aproape o treime din populație, ba în unele regiuni sau centre ele constituie chiar majoritatea locuitorilor. Politicianul de răspântie minoritar sau român-democrat (adică majoritatea politicianilor din preafecita noastră țară) aruncă deobiceiu răspunderea acestei nenorocite situații a minorităților asupra oligarhiei române. Bine-înțeles că nu noi, cari știm ce însemnă dominația oligarhiei române pentru România și pentru întreg Balcanul, vom căuta să micșorăm cât-de-cât răspunderea ei. Dar a da numai această „explicație“ pentru suferințele popoarelor asuprite din România, însemnă a da dovadă de-o vădită... miopie, dacă nu cumva sub ea se ascunde de fapt propria răspundere și nevolnicia proprie a politicianului de care vorbim.

Într-adevăr, alegerile comunale ce au loc la 18, 19 și 20 Februarie vin să arate încăodată că de-a dreapta și de-a stânga oligarhiei, țintuite de politicianul miop sau demagog, mai trebuiesc ridicate încă două cruce: una pentru „conducătorii“ minorităților înșiși și una pentru conducătorii partidelor democratice românești.

Se știe că în alegerile din 1922, — din cari a ieșit actualul parlament al legilor excepționale și anti-minoritare și pe care își sprijină „legalitatea“ actualul guvern al stării de asediu și al bandelor fascisto-antisemite, — în alegerile parlamentare din 1922 conducătorii partidelor și organizațiilor minoritare (maghiare, săsești, șvabe și, în parte, evrești) au pactizat cu oligarhia liberală. La alegerile pentru Camerele Agricole din August 1925 deasemenea magnații și profii unguri, politicianii oportuniști și carieristi germani, moșierii și speculanții evrei și bulgari, foștii nobili ruși au făcut front unic cu partidele oligarhice românești, liberal și averescan, împotriva partidelor opoziției unite. S'ar fi putut crede că înfrângerea pe care a suferit-o acest bloc reacționar oligarh — „minoritar“... în mare parte datorită tocmai faptului că mase largi minoritare au votat contra lui — a adus pe conducătorii partidelor minoritare „la realitate“. Asemenea iluzii cel puțin își făceau conducătorii partidelor democratice românești. Dar și acum, în fața alegerilor comunale, spre uimirea acestor conducători dezorientați (cari „nu mai pricep

nimic“) logica de clasă a biruit, cum era și firesc, împotriva logicei de rasă. Elementele minoritare feudale, bancare, chiabure, cari au reușit, îndată după ocupația militară română, să monopolizeze cu ajutorul teroarei conducerea partidelor și organizațiilor minoritare permise de oligarhie, aceste elemente minoritare conducătoare feudalo-bancaro-oportuniste se simt mai aproape de oligarhia română, decât de masele propriilor conaționali asupriți. Și deaceia și deastădată, în alegerile comunale oligarhia română a făcut elementelor oligarhice minoritare unele concesiuni pe socoteala masele populare (scutiri de expropriere a unor moșii, scutiri de „naționalizare“ a unor întreprinderi aparținând oligarhilor minoritari, etc.) pentru ea, în schimbul acestui blid de linte, „conducătorii“ minorităților să vânză oligarhiei române interesele vitale naționale, economice, politice și culturale ale țăranilor, muncitorilor, meseriașilor, micilor comercianți, micilor patroni și intelectualilor minoritari.

Dealmintrelea nu numai pe capul conducătorilor „oficiali“ de dreapta ai minorităților cad aceste crime de trădare față de interesele naționalităților subjugate din România. Să ne îndreptăm privirea spre stânga, spre personalitățile democratice minoritare, — și politicianii minoritari cari să-și atribue acest epitet sunt destui. Ce au făcut aceștia pentru a zmulge partidele și organizațiile minoritare de sub monopolul sau înrăurirea magnaților, bancherilor sau politicianilor carieristi minoritari și pentru a aduce aceste partide și organizații pe linia de bătae contra oligarhiei române? Ce-au făcut, mă rog, acești democrați? Nimic! Ei n'au desfășurat nici-un program, n'au precizat nici-o linie clară și curajoasă de conduită pentru dânșii și pentru masele minoritare, n'au avut niciodată, dar mai ales în momentele hotărâtoare cum e cel de-acuma, nici-o atitudine politică deosebită de aceea a colegilor lor de dreapta, aliați fățiși ai oligarhiei române. Existenții lor politice, acești democrați minoritari i-au dat un singur conținut: a „trata“ cu colegii lor din șefia partidelor minoritare, a cerși dela ei declarații solemne dar iluzorii și a se mulțumi în realitate cu câte un loc în vre-un comitet onorific sau în vre-o delegație oficială, cu câte un post în redacția vre-unei gazete minoritare sau cu câte un scaun în vre-un consiliu de administrație al vre-unei bănci sau întreprinderi industriale... Iată-i, de pildă, pe acești democrați, pe acești „advorsari“ ai magnaților în fața alegerilor comunale iminente, cărora însuși guvernul le atribue o hotărâtoare semnificație politică și de rezultatul cărora depind în bună parte perspectivele apropiate ale

politicei României. Unde-i găsim acum pe domni democrați minoritari? Ei sunt nu alături de masele minoritare, cari vor frontul unic cu masele românești, ci alături de conducătorii reacționari și oportuniști, trădători ai masele minoritare. Ei trădează împreună cu „conducătorii” minorităților în numele „solidarității naționale minoritare”.

Dar să fim drepti; trădarea cinică și fățișă a reacționarilor minoritari și trădarea ipocrită și lașă a democraților minoritari a fost și este ușurată de politica, pe care partidele de opoziție românești înșile au dus-o și o duc în chestia naționalităților. Se poate însă vorbi de o asemenea politică? Ce valoare... politică are „pactul dela Alba-Julia”, adoptat în 1918 sub presiunea revoluției și de care amintește din când în când d. Maniu, când în același timp d. Vaida, de-o pildă, se declară pentru un *numerus clausus* „rațional”, sub cuvânt că unul rațional e... mai bun decât cel actual, ilegal și clandestin. Cu alte cuvinte pentru Partidul Național problema naționalităților se pune așa: cum îți place să te executăm, prin împușcare sau prin ștreang? Planul acestui partid român, pretins democratic și care e scandalizat că partidele minoritare nu se aliază cu dânsul, este a ajunge prin mijloace dulci, blânde, „civilizate” la același rezultat la care oligarhia română ajunge prin teroare huliganică.

Și care-i *tactica* partidelor democratice românești față de naționalități? Ea constă într'un singur lucru: în a da tâcoale „șefilor”, „frunțașilor” minoritari, adică acelorași grofi, bancheri, carieristi cari pactizează cu oligarhia, căutând să le câștige lor grația. Coborâtu-s'au vreodată conducătorii Partidului Național sau ai Partidului Țărănesc în masele minoritare, în mijlocul țăranilor, muncitorilor, meseriașilor unguri, evrei, sași, șvabi, ucrainieni, bulgari, ruși pentru a-i mobiliza, pentru a le arăta drumul mântuirii: organizarea și lupta masele minoritare înși-le împotriva *propriilor lor exploatare și trădători naționali*, organizarea și lupta masele minoritare *alături de masele populare românești* împotriva oligarhiei asupritoare? Nu! Nici conducătorii naționali, nici conducătorii țărăniști și nici conducătorii socialdemocrați nu au făcut-o. De ce? Pentru că ei toți se tem de mase în deoște și de masele naționalităților subjugate în deosebi, pentru că ei se tem de forța aceasta încătușată încă, dar care numai ea e în stare să doboare oligarhia asupritoare, pentru că ei se tem — în orizontul lor îngust, în prejudecățile lor șoviniste, în neîncrederea lor în mase — să nu „indispună” pe „conducătorii” minoritari mai întâi, pe „factorul constituțional decisiv” apoi, pe rege care, servitor supus al oligarhiei, nu vede cu ochi buni orice gest de subminare a monopolului conducător oligarho-minoritar, orice gest de „ațătare” a masele populare minoritare.

Politica partidelor democratice românești față de naționalitățile subjugate — cu fața spre „conducătorii” minorităților și spre Palat

— nu-i astfel decât contra-parte la politica lor față de problemele vitale ale masele populare românești însăși — a nu „ațăta” masele, a nu „indispune” pe rege. — Politica lor specială față de naționalități apare limpede ca o parte logică și întregă din politica lor generală.

Nu este oare acumă vădit ceace am afirmat la început: că însămnă să nu spui *întreg* adevărul, când dai toată vina asupra economice, politice, naționale, culturale, religioase a minorităților *numai* asupra oligarhiei românești? Și nu vor avea dreptate naționalitățile subjugate din România, când, în loc de monumente glorioase, vor înălța alături de oligarhia fîntuită încă doi stâlpi: unul pentru „conducătorii” actuali de dreapta și de „stînga” ai minorităților înși-le și unul pentru conducătorii partidelor democratice românești?

Dacă democrații minoritari sunt sinceri și dacă vor să scape de condamnarea istoriei propriei lor națiuni, dânsii au de ales o singură cale: Să înceteze cu capitularea în fața conducătorilor de dreapta sub pretextul fals al „solidarității naționale”! Masele minoritare așteaptă cu nerăbdare să se înalțe steagul răzvrătirii contra conducerii trădătoare. Să pornească democrații minoritari la organizarea temeinică a aripei stîngi în sânul partidelor și organizațiilor economice și culturale minoritare! Să cheme la activitate politică masele largi minoritare! Să înceteze monopolul politic al grofilor, bancherilor, speculanților și politicianilor carieristi! Să lupte democrații minoritari în sânul masele minoritare pentru realizarea frontului unic al masele minoritare cu masele populare românești contra blocului oligarhic!

Iar conducătorii partidelor de opoziție de românești, dacă vor cu adevărat să doboare oligarhia, trebuie să înceteze cu goana după câștigarea „conducătorilor” minoritari! Să se alătore hotărât masele minoritare pentru a le ajuta să-și scuture jugul propriilor „conducători” feudalo-oportuniști! Să se coboare în mijlocul țăranilor, muncitorilor și păturilor mijlocii *românești* pentru a le mobiliza contra oligarhiei și a le feri de infiltrații șovine și antisemite și pentru a contribui în sânul lor la realizarea frontului unic cu masele minoritare!

O bătaie mare se apropie: alegerile parlamentare. Fără un front unic al naționalităților asuprite cu masele populare românești oligarhia își va vedea ușurat drumul spre prelungirea și consolidarea dominației sale. Democrații minoritari și democrații români — dacă democrația lor e altceva decât demagogie — trebuie să arate *prin fapte*, că ei înțeleg că *dusmanul de moarte comun* al popoarelor subjugate și al masele exploatare românești este oligarhia și că numai *lupta comună* a masele minoritare și românești va putea doborâ oligarhia și aduce eliberarea politică, națională și economică a claselor exploatare și a popoarelor asuprite din România.

J. Mateescu

PARTIE GRECQUE

* Ο Άνρὺ Μπαρμπὺς γιὰ τὴ Βαλκανικὴ Ὁμοσπονδία*)

Ὁ Άνρὺ Μπαρμπὺς γεννήθηκε στὴν Asnières, στὶς 17 τοῦ Μάη 1873. Εἶναι ἓνας ἀπὸ τοὺς σπάνιους συγγραφεῖς ποὺ ἀντιπροσωπεύουν συγχρόνως τὸν ἄνθρωπο τῆς σκέψης καὶ τῆς δράσης. Ὁ περίφημος συγγραφέας τῆς „Φωτιάς” ἐτέθηκε ἐπὶ κεφαλῆς τῶν Παλαιῶν Πολεμιστῶν τοῦ ποὺ ἐκράτησαν μιὰ στάση ἀπὸ τὶς πρὸ ἀποφασιστικὲς ἐναντίον τοῦ πολέμου καὶ τῆς καπιταλιστικῆς κοινωνίας. Εἶναι συγχρόνως καὶ Γεν. Γραμματέας τῆς Διεθνούς τῶν Παλαιῶν Πολεμιστῶν.

Λίγοι συγγραφεῖς ἐγνώρισαν τόσο μεγάλη ἐπιτυχία στὴν ἔκδοση τῶν ἔργων τους ὅπως ὁ Μπαρμπὺς, μὲ τὸ τρομερὸ τοῦ κατηγορητήριου ἐναντίον τοῦ μεγάλου Μακαλειοῦ καὶ γενικῶς, ἐναντίον τοῦ πολέμου.

Ἦστερα ἀπὸ τὴ ΦΩΤΙΑ, ἐδημοσίεψε τὸ ἓνα ὕστερα ἀπὸ τῆ ἄλλο τὴν CLARTE, KATI ΓΩΝΙΕΣ ΤΗΣ ΚΑΡΔΙΑΣ, ΛΟΓΙΑ ΕΝΟΣ ΠΟΛΕΜΙΣΤΟΥ, ΤΟ ΦΩΣ ΜΕΣΑ ΣΤΗΝ ΑΒΥΣΣΟ, ΤΟ ΜΑΧΑΙΡΙ ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΑ ΔΟΝΤΙΑ, καὶ, τελευταία τὰ ENCHAÎNEMENTS.

Πολίτα, καὶ ἀγαπητὲ συνάδελφε,**)

Μοῦ ἐστείλατε ἐν σχέσει μὲ τὴν βαλκανικὴ κατάσταση ἓνα κατάλογο ἐρωτήσεων στὶς ὁποῖες θεωρῶ καθήκον μου νὰπαντήσω,

*) Ἡ „Βαλκανικὴ Ὁμοσπονδία” ἀνοίξε μιὰ διεθνὴ ἔρευνα πάνω στὸ ζήτημα τῆς Βαλκανικῆς Ὁμοσπονδίας. Δημοσιεύουμε σήμερα τὴν ἀπάντηση τοῦ Άνρὺ Μπαρμπὺς μεταφρασμένη ἑλληνικῶς. Στὰ προσεχῆ μας φύλλα θὰ δημοσιευτοῦν, ἐφ' ὅσον θὰ εἶναι δυνατὸ, οἱ μεταφράσεις καὶ τῶν ἄλλων ἀπαντήσεων ποὺ μὲς ἐστάλησαν.

**) Ἡ ἀπάντηση τοῦ Μπαρμπὺς στὴν ἔρευνα μὲ ἐστάλη στὸν φίλο καὶ σύντροφο μὲς Δ. Βλάχωφ, παλιὸ Βουλευτὴ στὴν Ὁθωμανικὴ Βουλῆ, καὶ ἀκούραστο μιλιτᾶν τῆς Μακεδονικῆς ὑποθέσεως. Σ. τ. Σ.

δεδομένου πὺς τὸ μεγάλο αὐτὸ πρόβλημα ἔχει πάρει μιὰ τραγικὴ σπουδαιότητα μὲ τὸ νὰ θέτει σὲ κίνδυνο ὄχι μόνο τὴν εὐτυχία, μὰ καὶ αὐτὴν ἀκόμα τὴ ζωὴ μεγάλων πληθυσμῶν.

Κάθε ἄνθρωπος μὲ καρδιά ποὺ δὲ ζῆ σὲ μιὰν ἐπαίσχυντη ἀδιαφορία γιὰ ὅτι γίνεται γύρω του μέσα στὸν κόσμο, ἔχει παρακολουθήσει μὲ ἀγωνία τὴν ἐξέλιξη τοῦ μοναδικοῦ καὶ ἀτέλειωτου δράματος ποὺ παίζεται στὴ Βαλκανικῆ. Γεγονότα ἔχουνε φθάσει ὡς τὴ συνείδηση τῆς κοινῆς γνώμης στὴ Δύση μὰ κανένας δὲν ἐνεβόθωνε ποτὲ ὅπως ἔπρεπε τὸ ζήτημα οὔτε ὡς τὰ τώρα τὸ ἔθετε σὲ ὄλο τοῦ τὸ πλάτος. Αὐτὸ τὸ ἔργο εἶναι ἐκεῖνο εἰς τὸ ὁποῖο ἀπερώθηκε ἡ „Βαλκανικὴ Ὁμοσπονδία”, εὐγενικό καὶ ἥρωικό ὄργανο μιᾶς ἀνθρωπιστικῆς καὶ ἠθικῆς ὑποθέσεως. Εἶχα γνωρίσει τὴ χρησιμὴ δραστηριότητα μὲ τὴν ὁποία ἡ ἐφημερίδα σας ἀγωνίζεται γιὰ νὰ ρίξει φῶς στὰ γεγονότα ποὺ, κάτω ἐκεῖ, συμπλέκονται σὲ ἓνα ἀπαίσιό σύνολο, καὶ, προτοῦ νὰπαντήσω στὶς ἐρωτήσεις σας θέλω νὰ σᾶς συγχαρῶ γιὰ τὴν προσπάθεια ποὺ καταβάλετε γιὰ νὰ ξεκαθαρίσετε τὴν τρομερὴ κατάσταση ποὺ δημιουργήθηκε ἀπὸ τὴν ἀταξία καὶ τὶς ἐπιβουλές, καὶ νὰ διαφωτίσετε μὲ ὄλην τὴν εὐκρίνεια καὶ φιλαλήθεια τὸ εὐρωπαϊκό κοινὸ.

Ἔσεῖς ποὺ ἀγωνιστήκατε καὶ ὑποφέρατε γιὰ τὴ δικαιοσύνη καὶ τὴν εἰρήνη, ἔσεῖς ποὺ ἐγνωρίσατε σὲ ὅλες τους τὶς λεπτομέρειες τὶς περιπέτειες τοῦ ἀδελφοκτόνου πολέμου τῶν βαλκανικῶν πληθυσμῶν, κατελήξατε στὸ συμπέρασμα νὰ ἐπιδιώκετε μιὰ Βαλκανικὴ Ὁμοσπονδία τῶν βαλκανικῶν λαῶν, ὡς τὸ μόνο μέσο γιὰ νὰ διαφύγει κανεὶς ἀπὸ τὶς σημερινὲς δυστυχίες καὶ ἀπὸ τοὺς μελλοντικούς κινδύνους ποὺ τὶς πολλαπλασιάζει ἡ ἀναρχία ποὺ κρατεῖ πάνω στὴ Χερσόνησο.

1°. Κάθε καθαρὴ συνείδηση, κάθε πνεῦμα ἀπαλλαγμένο ἀπὸ κομματικὲς ὑποβολές, δὲν μπορεῖ νὰ παραδεχτεῖ πὺς ἡ τωρινὴ λύση τοῦ Μακεδονικοῦ ζητήματος εἶναι σύμφωνη μὲ τὶς ἀρχές τῆς

ἐλευθερίας καὶ τῆς ἰσότητος, ὅπως μὲ τὴν ῥητορικὴν τέχνην βουκινίζουσι οἱ μεγάλοι τηλεβόες τῆς πολιτισμένης ἀνθρωπότητος, καὶ ἐπομένως καὶ μὲ τὰ συμφέροντα τῆς εἰρήνης. Ὁ σημερινὸς διαμελισμὸς τῆς Μακεδονίας εἶναι ἕνας συμβιβασμὸς μὲ σκοπὸν νὰ ικανοποιηθῶν οἱ γειτονικὰς δυνάμεις, Σερβία, Ἑλλάδα καὶ Βουλγαρία. Αὐτὸς ὅμως ὁ διαμελισμὸς ποὺ κέρβει ἀθάλαρα ἕνα σύνολο ἐθνικὸν, δὲν λαμβάνει καθόλου ὑπ' ὄψητος τίς βλέψεις καὶ τίς ἀνάγκαις αὐτῶν τῶν ἴδιων λαῶν τοὺς ὁποίους ψαλιδίζει σὲ παρτσάδια. Καὶ μπορεῖ νὰ παρατηρήσει κανεὶς πὺς αὐτὸς ὁ ἀρχωτηριασμὸς ποὺ παραβιάζει ὅλες τίς μεγάλες ἀρχὰς τοῦ δικαίου καὶ τῆς ἠθικῆς, καὶ ποὺ τείνει νὰ περιορίσει μὲ τεχνητὰ καὶ βίαια μέσα μιὰν ἐδαφικὴν προσωπικότητα, δὲν ικανοποιεῖ κανὲν τελείως τὸ κάθε Κράτος ἀπὸ ἐκεῖνα ποὺ ὠφελήθησαν ἀπὸ τὸν διαμελισμὸν. Μπορεῖ νὰ πεί κανεὶς πὺς, ἀπεναντίας, οἱ τέτοιου εἴδους διαμελισμοὶ διατηροῦν τὴν βουλμία καὶ τὸν ἀνταγωνισμὸν μεταξὺ τῶν δυνάμεων ποὺ ἐν μέρει ἀπεκόμισαν ἕνα κέρδος.

Εἶναι πολὺ σωστὸ νὰ πεί κανεὶς, ὅπως λέτε ἐσεῖς, πὺς ὁ μακεδονικὸς λαὸς γνωρίζει σήμερα μιὰν δουλείαν χειρότερη ἀπὸ ἐκεῖνη τοῦ καιροῦ τῆς Τουρκικῆς Κυριαρχίας, καὶ πὺς ἀρχισε ἐναντίον τοῦ μιᾶς ἐποχῆς συστηματικῆς καταδιώξεως. Μὲ προσωπικὰ ντοκουμέντα εἶχα ὁ ἴδιος συγγὰ ἀποδείξεις αὐτῆς τῆς ὑποδούλωσης καὶ τῆς ἐξολοθρεύσεως τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ. Εἶναι ὀλοφάνερο πὺς εἶναι πρόπεο, ἂν θέλει κανεὶς νὰ σώσει αὐτὴν τὴν ὀλοζωὴ μάζαν, νὰ τῆς ἐπιτρέψει νὰ προοδέσει ὑπὸ ὀμαλὲς συνθήκας, νὰ ζήσει τὴν δικὴν τῆς τῆ ζωὴν, εἶναι πρόπεο νὰ βρεῖ κανεὶς μιὰ λύσιν διαφορετικὴ ἀπὸ τὴν βίαιον μέθοδον ποὺ συνίσταται στὸ νὰ τὴν κόψει κανεὶς σὲ τρία μέρη, στὸ νὰ τὴν πνίξει κανεὶς μέσα σὲ στοιχεῖα ξένα καὶ ἀδερῆα.

2°. Τὰ δικαιώματα τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων δὲν μπορεῖ νὰ γίνουσι σεβαστὰ καὶ νὰ ἐγγυηθῶν κάτω ἀπὸ τὸ ἀντιδραστικὸν καθεστὸς ποὺ ὀργιάζει γιὰ τὴν ὥρα, μὲ μιὰ ζωτικότητα πρωτοφανῆ στὴν ἱστορίαν, στὴν Βαλκανικὴν χερσόνησον. Εἶναι ἀδύνατον ποτὲ οἱ κυβερνήσεις δεσποτικῆς καὶ ἀθάλαρας χαρακτῆρα, ποὺ ἡ δικτατορία τους ἐξασκεῖται μὲ μιᾶς ἀγρίας ἀστυνομίας φοβερὰ ὀργανωμένης, νὰ σκεφθῶν νὰ διαφυλάξουσι δικαιώματα τέτοιου εἴδους. Αὐτὸ εἶναι σὰν νὰ ποῦμε, ἀντίθετον στὴν ἴδιαν οὐσίαν τους καὶ ἀντιβαίνει σὲ ὀλόκληρην τὴν πολιτικὴν τους καὶ σὲ ὀλα τὰ στοιχεῖα πάνω στὰ ὀποῖα ἔξαιπλῶνουν καὶ ὑπερασπιζοῦν διαρκῶς τὴν ἐξουσίαν τους.

3°. Χωρὶς καμμίαν ἀμφιβολίαν, τὸ σύνθημα μιᾶς Ὀμοσπονδίας τοῦ Ἑλληνικοῦ, Γιουγκοσλαβικοῦ, Βουλγαρικοῦ καὶ Ρουμάνικοῦ λαοῦ, ποὺ εἶναι κλεισμένοι ὁ ἕνας δίπλα στὸν ἄλλο μέσα στὰ σύνορα τῆς μεγάλης ἀνατολικῆς Χερσονήσου, φέρνει ἕνα λογικὸν μέσο γιὰ νὰ ἐξαλειφθῶν τὰ ἐμπόδια, οἱ ἀντιζηλίαι, τὰ μίσση καὶ οἱ πόλεμοι ποὺ ἀφθονοῦν προκαλοῦνται ἀναμεταξὺ τους. Εἶναι ἀλήθεια, πρόπεο νὰ πάψει κανεὶς νὰ ικανοποιεῖ τίς διαφορὰς ἀντίθετες ἐθνικὰς βλέψεις. Ποτὲ δὲν εἶναι δυνατόν οἱ ικανοποιήσεις ποῦ, δίδονται στὸν ἕνα ἢ στὸν ἄλλο, καὶ τὸς ικανοποιεῖν τελείως. Πάντα θὰ θεωροῦν τὸν ἑαυτὸν ποῦς ὡς βλαμμένο. Στὴν τωρινὴν κατάστασιν τῶν πραγμάτων λοιπὸν ὑπάρχει ἕνα εἶδος ἀδυνατότητος μαθηματικῆς νὰ ἐπιτύχει κανεὶς μιὰν διαρκὴν εἰρήνην μὲσφ ἑνὸς μοιρασματος τῆς ἐδαφικῆς λείας

μεταξὺ χωρῶν συναγωνιζομένων, δηλαδὴ αἰωνίως ἐχθρῶν. Τὰ πράγματα δὲ θὰ ἦταν ἔτσι ἐὰν τὰ ἔθνη αὐτὰ ἀπετέλουσαν, πολιτικὰ, μέρη ἑνὸς μόνου συνόλου, μὲ διοικητικὴν αὐτονομίαν γιὰ τὸ κάθε ἑνατος. Ὑπὸ τίς συνθήκας αὐτὰς, ὅλες οἱ δυνάμεις, ὅλες οἱ πηγὰς, τῆς καθεμιᾶς χώρας, θὰ μπορούσαν νὰ ἀναπτυχθῶν πλήρως καὶ νὰ προστεθῶν ἢ μιὰ στὴν ἄλλη. Κατὰ λογικὸν συμπέρασμα θὰ ἀπετελεῖτο ἔτσι ἕνα „ὑπερέθνος“ ἐξαιρετικὰ ἰσχυρὸν καὶ πλούσιον. Ἀπὸ τὸ ἄλλο μέρος οἱ ἐθνικοὶ χαρακτῆρες, οἱ „προσωπικότητες“ τῆς καθεμιᾶς χώρας, ἀπὸ ἐκεῖνες ποὺ θὰ ἐνώνονταν ἔτσι ἐλεύθερα καὶ στερεὰ ἢ μιὰ μὲ τὴν ἄλλη, δὲ θὰ εἶχαν πιά ἀνάγκην νὰ χρησιμοποιεῖν τὴν βίαν γιὰ νὰ ἐπιβληθῶν ἢ γιὰ νὰ μὴν ἐξαφανισθῶν. Ἀφοῦ μιὰ φορὰ θάφοπλιζώταναι δυνάμεις μιᾶς κοινῆς συγκαταθέσεως καὶ μιᾶς λογικῆς ἰσορροπίας, οἱ ἀτομικότητες αὐτὰς θὰ μπορούσαν νὰ ἐπεκταθῶν σὲ πλάτος καὶ σὲ βάθος, ἐνὸν στὸ σημερινὸν σύστημα δὲν ἔχουν, ὅπως εἶπα, ἄλλη καταφυγὴ παρὰ τὴν ἐπιθετικὴν ἢ τὴν ἀμυντικὴν βίαν.

4°. Οἱ τωρινὰς κυβερνήσεις δὲν εἶναι σὲ θέσιν νὰ πραγματοποιήσουν μιὰ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδίαν. Ἐνα τέτοιου εἴδους ἴδρυμα δὲν μπορεῖ νὰ γεννηθῆ καὶ νὰ ἐγκαθιδρυθῆ σταθερὰ παρὰ σὲ ἕνα καθεστὸς ἀγνὸν δημοκρατικόν. Ὅλες οἱ ὀμοσπονδίες ποὺ ὑφίστανται σήμερα μέσα στὸν κόσμον, δὲν ὑφίστανται παρὰ ὕστερα ἀπὸ τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῆς τῆς εὐλογῆς ἀρχῆς.

Ἡ ἀρχαία ἱστορία καὶ πρὸ πάντων ἡ σύγχρονη ἱστορία μὰς δείχνουσι πὺς κάθε κυβερνήσιν δεσποτικὴν ἢ ἀκόμα κάθε κυβερνήσιν ποὺ δὲ στηρίζεται πάνω στὶς λαϊκὰς μάζας, καταλήγει μοιραία στὸ νὰ δρᾷ σύμφωνα μὲ τὰ συμφέροντα τῆς Κυριαρχίας καὶ ἔχει σύμφωνα μὲ τὰ συμφέροντα τῶν πληθῶν ποὺ ἀποτελοῦν τὴν πραγματικὴ οὐσίαν μιᾶς χώρας, καὶ ἕνα χτίριον ἔτσι κατασκευασμένον δὲ θὰ εἶχε θεμέλια καὶ θὰ ἦταν εὐθραστο καὶ ἀσταθές.

5°. Ἡ Δημοκρατικὴ Ὀμοσπονδία τῶν Βαλκανίων, ὅπως πολλὰς ἄλλας ἀπλὰς καὶ καθαρὰς ἰδέαις, ικανοποιεῖ τὴν λογικὴν καὶ ἐξασφαλίζει ἀναμφισβήτητα τὴν εἰρήνευσιν αὐτῆς τῆς ἀπέραντης καὶ ἀέναντης ἐστίας τοπικῶν καὶ γενικῶν πολέμων. Ἀλλὰ οἱ δυσκολίες ποῦ ἀντιτίθενται στὴν πραγματοποίησιν τῆς εἶναι γιὰ τὴν ὥρα πολὺ μεγάλες ἐξ αἰτίας τῆς ἀντιδράσεως τῶν τυραννικῶν κυβερνήσεων ποὺ κυβερνοῦν τὸ μέρος αὐτὸ τῆς Εὐρώπης. Αὐτὸ δὲν πρέπει νὰ ἀποθαρρύνει τοὺς ἄντρες, ποὺ ἀφοῦ συνέλαβαν αὐτὸ τὸ μεγάλο ἀπελευθερωτικὸν σχέδιον, προσπαθοῦναι τώρα μὲ θάρρος νὰ σπεύρουσι τὴν ἰδέαν του. Ἐδῶ, πράγματι, ὅπως καὶ σὲ ὀλον τὸν ὑπόλοιπον κόσμον, οἱ τρομερὰς συνέπειαι τῆς πολιτικῆς ἀντιζηλίας, συναγωνισμοῦ καὶ πολέμου, θὰ ἔρθουσι νὰ βοηθήσουν αὐτοὺς τοὺς θαρραλέους νεωτεριστὰς. Ἡ καλλίτερη λύσιν θὰ ἐπιβληθῆ ἐπιτακτικὰ ἀπὸ τὸν μέγιστον τῆς δυστυχίας καὶ τῶν ἐρειπίων ποὺ φέρουσι ὡς συνέπεια τὰ παλῆα ἀφύσικα καθεστῶτα. Τὸ ἰδεῶδες αὐτὸ θὰ κάμει σιγὰ σιγὰ τὸ δρόμον του, θὰ κερδίσει βαθεῖα τίς ἐνδιαφερόμενας μάζας. Ἡ δυνάμει του βρίσκειται στὸν πρακτικὸν τὸν χαρακτῆρα καὶ δὲν ὑπάρχει πρᾶγμα πρακτικὸν καὶ φανερὸν ποὺ δὲν εἶναι πραγματοποιήσιμο ὅταν βαλθῆ κανεὶς νὰ ἀνοίξει τὰ μάτια τῶν λαῶν.

Μὲ φιλίαν δικὴν σας

Ἄγγελος Μπαρμπύς

PARTIE CROATE

Hrvatska Federalistička Seljačka Stranka i interesi hrvatskog seljaštva

Ναῖοπασνία ἡ ὀνα πολιτικὰ, κοῖα σε vodi nesolidno, zavaravanjem, laganjem i prikrivanjem pravih ciljeva. Protiv ovakve politike mora se nemilosrdno istupati, kako bi smo bili u stanju skinuti masku sa nečistog lica svih neprijatelja seljaštva i radništva, koji se predstavljaju kao prijatelji i boreci za njihove interese.

Takovi „prijatelji“ seljaštva jesu i oni koji su početkom januara 1926. osnovali u Zagrebu Hrvatsku Federalističku Seljačku Stranku (HFSS). Ljudi, koji su svojim dosadašnjim radom dokazali da su neprijatelji narodni, obećavajući kule u zraku, kako bi čim prije došli do vlasti i kako bi ponova zasjeli na narodnu grbaču. Ali ova gospoda zaboravljaju da hrvatsko seljaštvo i radništvo nije više ono, koje se može voditi za nos, nego da i ono ima za sobom čitav niz godina borbenog iskustva.

Novo osnovana „HFSS“ je seljačka samo po imenu. Izuzev fraza u programu i u govorima na konferenciji, o narodnom osje-

ćaju, o domovinskoj ljubavi, o demokraciji, o programu, koji „se nalazi svakom Hrvat u sru“ (Dr. Trumbić), ne preostaje ništa više, nego samo to, da je ta nova gospodska stranka ono isto što je bila bivša „Hrvatska Zajednica“: stranka koja zastupa interese svoje klase, gradske gospode i trgovaca, stranka koja sebi postavlja za cilj, da čim prije dodje na vlast pomoću radništva i seljaštva, a da se onda najodlučnije bori protiv njih. Oni „priznaju ovu državu i nijedna od Radićevih ludurija nije donijela hrvatskom narodu toliko muka i progona koliko nepriznanje ove države“ (Dr. Polić); oni priznaju koruptivnu i razbojničku monarhiju, jer je hrvatski narod, prema Jagatićevim riječima za svoju republikansku ideju i suviše stradao. Oni prenebregavaju seljačko pitanje. A seljačko pitanje u Jugoslaviji, nacionalno je pitanje *par excellence*, jer je Jugoslavija agrarna zemlja, koja ima 92% seljaštva. Oni o tome pitanju samo fraziraju, a ništa konkretno ne donose. Nadalje, oni nalaze za potrebno da se bore protiv „Vidovdanskog Ustava“, ali na koji način, to oni seljaštvu otvoreno ne smiju kazati. Mi mislimo da oni tu borbu kane i dalje voditi kao i do sada, ili možda jednom — molbom na veličanstvo! Konačno „HFSS“, u duhu seljačke demokracije smatra sve staleže ravnopravnim članovima jednog rad-

nog naroda, osuđuje borbu klasa, te u „skladu interesa nazrijava uslov napretka i razvoja čitavog naroda“. (Iz programa HFSS.)

Kako treba hrvatsko seljaštvo i radništvo da vodi borbu za svoje vlastite interese, a da ne pane u zamku svojih neprijatelja?

Ono mora voditi ostru borbu protivu monarhije, koja je povod svih zala u Jugoslaviji. Ono se mora svim silama boriti za svoju zemlju. „A da bi došla zemlja u ruke radnoga naroda potreban je uzak savez između gradskog proletarijata i seljaštva. Bez takovog jednog saveza ne može se pobijediti monarhija, a dokle god ona ne bude srušena ne može seljak doći do svojih prava, do svoje zemlje“. Da bi se gospodsko-monarhistički jaram srušio i da bi zemlja — t. j. čitav veliki posjed sa inventarom, sva imanja kraljevska i njegove okoline, sva imanja crkvena, bez ikakve odštete pripala narodu, postoji jedan osnovni put: „kroz organizovanje siromašnog seljaštva, koje će se povesti samo svojim vlastitim iskustvom, vlastitim opažanjima i vlastitim nepovjerenjem prema gospodskim obećanjima, pa makar se oni nazivali“ — i Hrvatska Federalistička Seljačka Stranka.

Srpska monarhija, to je monarhija solunskog procesa, gdje je kralj osobno dao ubiti jernoruke, najsvjetlije borece za nacionalno oslobodjenje od Turske i Austro-Ugarske. U tom procesu monarhija je tako duboko kompromitovana, da zahtjevom revizije solunskog procesa, može hrvatsko seljaštvo i radništvo mnogo lakše povesti borbu za ostvarenje svoga cilja: rušenje monarhije i izvojevanje svojih prava, svoje zemlje.

Borba za rušenje ove absolutističke i obznanske monarhije, jeste više nego borba za reviziju „Vidovdanskog Ustava“ i za ukidanje „Obznane“, jer se ove dvije fatalnosti ne mogu odstraniti, a da se istodobno ne odstrani monarhija, koja je njihov tvorac i zaštitnik.

Bez rušenja monarhije nema kraja ni korupciji. Podmićivanje monarhističke klike, podržavanje kraljevskih tjelesnih organizacija, kao što je oficirska fašistička „Bela Ruka“, potplaćivanje ubica i mučitelja radnoga naroda, dovelo je do maksimuma korupcije s jedne strane, i narodne bede s druge strane. Stoga samo rušenje monarhije znači i ukidanje korupcije.

Bez borbe protivu monarhije, nema niti ozbiljne borbe protivu

militarizma i apsolutizma, niti ima ozbiljne želje za mir seljstvu i radništvu. Jer se borba protivu militarizma i za mir ne vodi podupiranjem „plemenitih nastojanja Društva Naroda“ (kako stoji u programu HFSS), koji tu borbu vodi kao prema Turskoj u mosulskom pitanju ili prema Egiptu; ili po primjeru Engleske i Japana prema Kini; ili po primjeru Francuske prema Maroku i Siriji; ili konačno po primjeru Italije prema zemlji Somali, prema potlačenim Slavenima i u Južnom Tirolu prema Njemeima, nego tu borbu treba voditi ozbiljno i energično — revolucionarnim putem — rušenjem monarhije i svih njezinih pomagača.

Voditi borbu za republiku, ne znači čekati da monarhija uvidi svoju nesposobnost ili potrebu republike, kako sebi to zamišljaju gospoda iz bivše „Hrvatske Zajednice“, nego to znači voditi borbu za „ukidanje narodu neprijateljske policije i žandarmerije, za svrgavanje svih monarhističkih činovnika i njihovo biranje prema narodnoj volji“. Borba za republiku znači boriti se: „da se stajaleća vojska, koja je kapitalistička i narodu neprijateljska, a kojom komanduje narodu neprijateljska klasa, pretvori u narodnu miliciju, gdje se narodu neprijateljski oficiri smjenjuju, a novi po narodnoj volji biraju“. Samo takovom borbom radništvo i seljaštvo može doći do svojih najprimitivnijih prava — svoje zemlje. Stoga je uska veza između seljaštva i radništva prvi korak ka rušenju monarhije i izvojevanju republike.

Da bi se mogla lakše srušiti monarhija, treba voditi klasnu borbu, jer klase postoje. To nam dokazuju i zatvori najdemokratskijih država Francuske ili Engleske, gdje „nad vratima zatvora napunjenih radnicima i seljacima stoje napisane riječi: Jednakost, Bratstvo, Sloboda“. Naivna želja HFSS, koja se jasno izražava u njezinom programu, da klase ne postoje, ostaće i dalje samo kao želja. Seljaštvo i radništvo osjeća postojanje tih klasa na svojim vlastitim leđjima.

I pored neumornog nastojanja svih neprijatelja radnog naroda, da zavedu hrvatske seljake, oni će ipak naći put ka stvaranju bloka sa gradskim proletarijatom i na taj način izvojevati republiku, ukinuti militarizam i hegemoniju srpske koruptivne monarhije i osloboditi sebe od svih svojih neprijatelja.

M. Sarajić

SOMMAIRE

Texte français (553—564)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne

Notre enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — II

Paul Louis

Marcel Willard

Jean Zyromski

Henri Torrès

Boris: Une manifestation grandiose

Paul Louis: L'opinion française et le fascisme balkanique

Anna Karima: Les Wrangeliens en Bulgarie

G. Kazanovsky: La situation financière et économique de la Bulgarie sous Tsankoff — III

M. Vladimirov: La terreur blanche en Yougoslavie

K. G.: Une année de réaction en Albanie

J. Mateescu: Les démocrates roumains en face du problème national

Revue de la Presse

Texte allemand (564—566)

Paul Louis: Die französische öffentliche Meinung und der Faschismus auf dem Balkan

M. Dubravić: Terror in Jugoslawien und der Saloniki-Prozeß

Anna Karima: Die Wrangelisten in Bulgarien

Texte bulgare (566—569)

G. Kazanovski: Финансовото и икономическо положение на България под Цанков

Anna Karima: Врангелистите в България

M. Исенов: Инквизицията в България

Texte serbe (569—571)

Редакција Балканска Федерација и европско јавно мишљење

Паналит Истрати } Одговори на нашу анкету
Леон Бизаложет }

M. Владимиров: Положај коалиције Пашћ-Радић

M. Дубравић: У чему је сукоб између краља Александра и Пашћа?

Texte albanais (572/573)

K. G.: Shqipëria, një viet rresht nën sundimin e reaktionit

N. Mermert: Revolucioner shqypar. III. Zia Dibra

Texte roumain (573/574)

J. Mateescu: Democrații români în fața problemei naționale

Texte grec (574/575)

Ο Άνδρ Μπαριμπός γιὰ τὴ Βαλκανικὴ Ομοσπονδία

Texte croate (575/576)

M. Sarajić: Hrvatska Federalistička Seljačka Stranka i interesi hrvatskog seljaštva